

Bureau de la sous-ministre

Le 31 août 2000



M. Yves Désilets, vice-président
Comité consultatif de l'environnement Kativik
675, boul. René-Lévesque Est, 6^e étage
Québec (Québec) G1R 5V7

Objet : La stratégie québécoise sur les aires protégées
N/Réf. : 5143-06-14 [1]

Monsieur,

Le 21 juin 2000, le Conseil des ministres adoptait des principes et des orientations stratégiques (pièce jointe) visant une augmentation des superficies protégées au Québec de 2,8% à environ 8% de son territoire.

L'une de ces orientations précise que la future mise en place d'aires protégées s'appuiera sur la recherche d'une bonne représentation de la diversité biologique des écosystèmes terrestres et aquatiques. Une autre de ces orientations veut mettre à contribution les principaux intervenants et solliciter la participation des communautés autochtones pour la rédaction de la stratégie sur les aires protégées.

Nous préparons l'organisation de ce projet enthousiasmant. Vous trouverez des explications sur cette organisation et son fonctionnement dans le document ci-joint, intitulé « *Plan d'organisation du projet de stratégie québécoise sur les aires protégées* ».

Afin d'assurer un bon départ à ce projet, nous organisons une réunion de tous les participants. Elle se tiendra le 26 septembre 2000 à Québec. Nous souhaiterions grandement compter sur votre présence à cet événement pour lequel vous recevrez sous peu plus d'information.

D'ailleurs, pour tout renseignement sur cette première rencontre ou tout autre sujet relié au projet de stratégie, vous pouvez communiquer avec M. Léopold Gaudreau au numéro de téléphone (418) 521-3907, poste 4783 ou à l'adresse électronique : leopold.gaudreau@menv.gouv.qc.ca.

Je vous prie d'accepter, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint à la Direction
générale des politiques environnementales et
du développement durable,



Robert Lemieux

p.j. (2)

Édifice Marie-Guyart, 30^e étage
675, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone : (418) 521-3860
Télécopieur : (418) 646-5883
Internet : <http://www.menv.gouv.qc.ca>
Courriel : robert.lemieux@menv.gouv.qc.ca

Bureau de la sous-ministre



Mr. Yves Désilets, vice-président
Comité consultatif de l'environnement Kativik
675, boul. René-Lévesque Est, 6^e étage
Québec (Québec) G1R 5V7

Subject : Quebec strategy on protected areas
Our file 5143-06-14 [1]

Sir,

The 21st of June 2000, the Quebec's Minister Council, adopted some guidelines for a Strategy on protected areas (see attached documents) aiming to increase the total protected area from 2,8% to around 8% of Quebec's territory. Amongst these guidelines, one specifies that the implementation of the future protected areas network should be based on a fair representation of the biodiversity of land and aquatic ecosystems. An other guideline says that « *Native communities will also be called upon to contribute to this project* ».

We are preparing the organization of this exciting project. You will have an overview of it with the attached document entitled « *Organization of the project on the Quebec strategy on protected areas (QSPA)* ».

In order to start on a solid base we have planned a great meeting with all participants at this project. It will be held the 26th of September 2000, in Quebec city. We would greatly appreciate your presence at this event. More details will soon be sent to you.

For more information on the organization of the first meeting or any other subject related to the project of Strategy, one may contact M. Léopold Gaudreau at the phone number (418) 521-3907, ext. 4783 or at the Email : leopold.gaudreau@menv.gouv.qc.ca.

Sincerely yours,

Assistant Deputy Minister,

Robert Lemieux

Encl. (2)

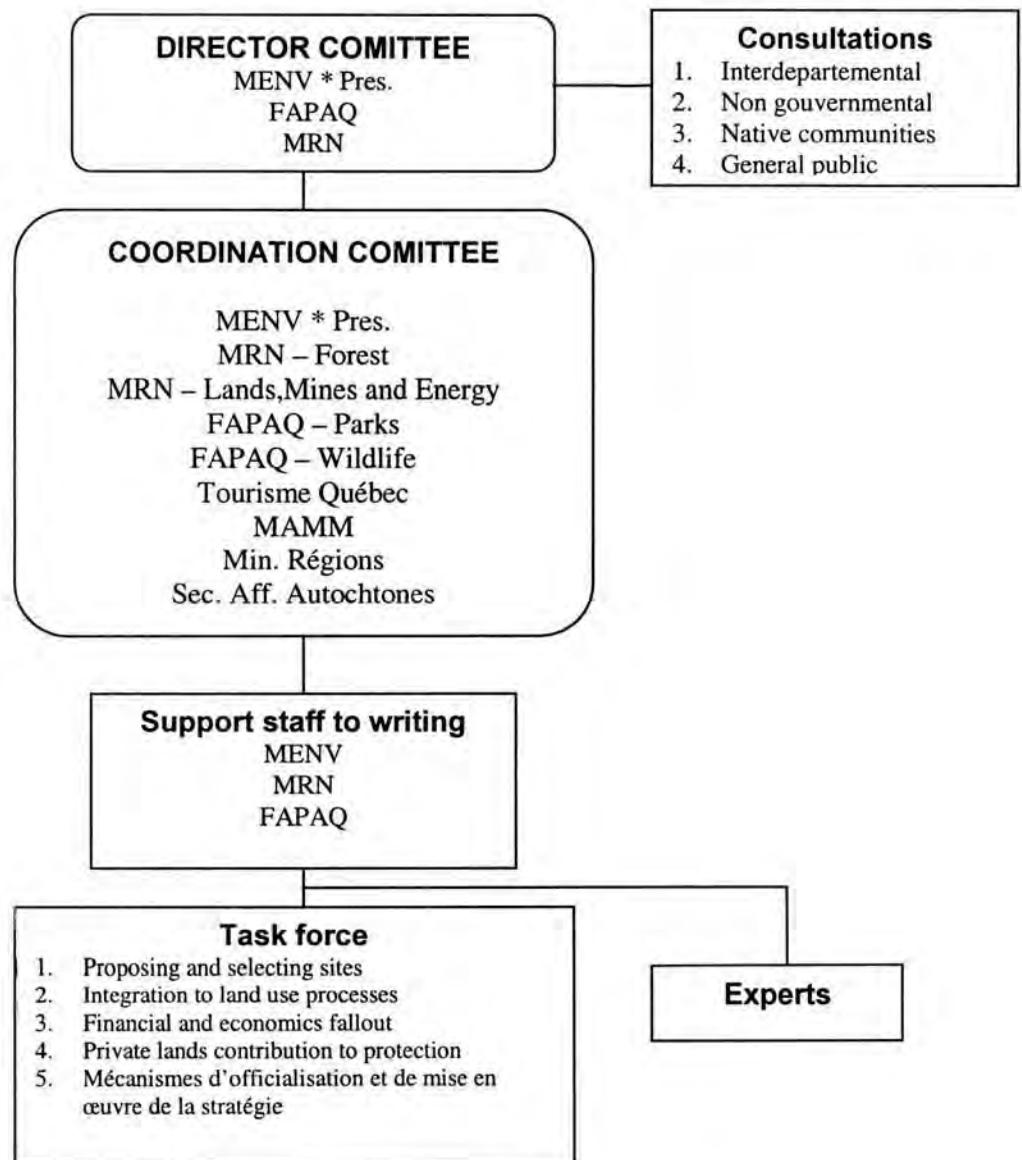
Édifice Marie-Guyart, 30^e étage
675, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone : (418) 521-3860
Télécopieur : (418) 646-5883
Internet: <http://www.menv.gouv.qc.ca>
Courriel: robert.lemieux@menv.gouv.qc.ca

ORGANIZATION of the PROJECT on
The QUÉBEC STRATEGY ON PROTECTED AREAS (QSPA)

JULY 2000-2001

1. Organigram of the project



DIRECTOR COMMITTEE:

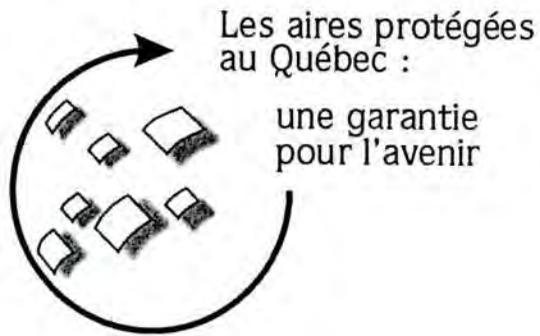
- **MENV : Robert Lemieux, SMA;président**
- **MRN : Marc Ledoux, SMA**
- **FAPAQ : Claudette Blais, VP aux parcs**

COORDINATION COMMITTEE :

- **MENV : Léopold Gaudreau, pres.**
- **MRN – Forêt : Pierre Marineau**
- **MRN – Terre, Mines, Energie : Mario Gosselin**
- **FAPAQ – Parcs : Michel Damphousse**
- **FAPAQ – Faune : Réal Perron**
- **Tourisme Québec : Louise Gosselin**
- **MAMM : à venir**
- **Min. des Régions : Claude Rioux**
- **Sec. Aff. Autochtones : Pierre-Sarto Blanchard**

2. Main deadlines

- **July – August 2000** : Setting up the working groups and committee;
- **26th September** : First meeting of all participants and first consultation;
- **September – February** :Task forces meetings;
- **January** : Secund consultation;
- **November – March** : Evolving draft of the strategy;
- **March** : Third consultation;
- **April** : Public consultation;
- **May – June** : Final draft;
- **July 2001** : Deposit the project to the Government.



PLAN D'ORGANISATION DU PROJET
DE STRATÉGIE QUÉBÉCOISE SUR LES AIRES PROTÉGÉES

JUILLET 2000 - 2001

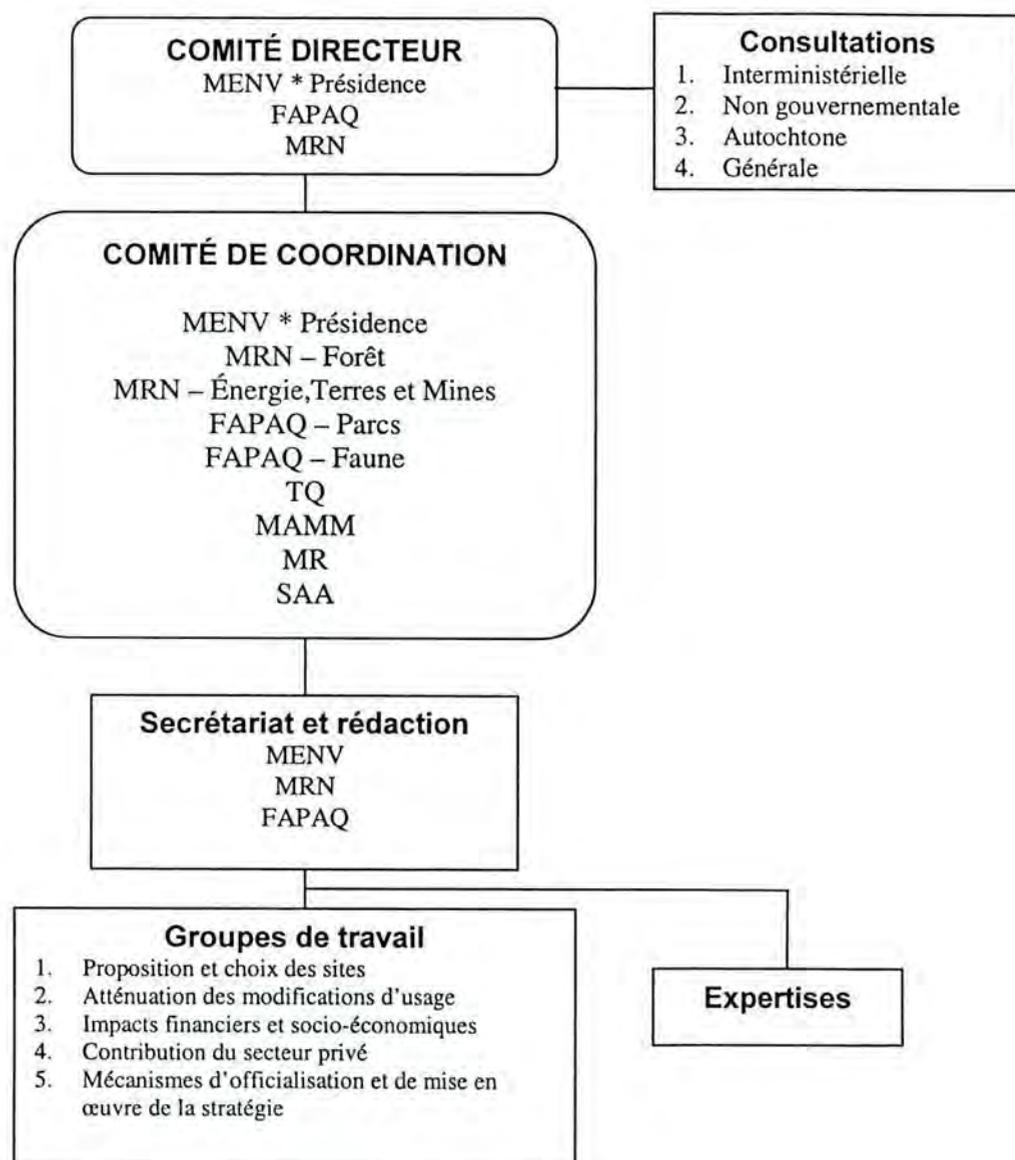
Ministère de l'Environnement

25 août, 2000

- L'évaluation de prévisions budgétaires quinquennales afférentes à la mise en œuvre, tant au niveau des investissements et des dépenses additionnelles, que des modalités de financement;
- Le dépôt d'un projet de stratégie auprès du Conseil des ministres, pour adoption, d'ici juillet 2001;

2. La structure organisationnelle : rôles et mandats généraux

Figure 1 : Organigramme du projet de stratégie québécoise sur les aires protégées



- **Sec. Aff. Autochtones : Pierre-Sarto Blanchard**

Mandats :

1. Coordonner et faciliter les travaux de rédaction de la SQAP.
2. Désigner les membres des groupes de travail.
3. Assurer le suivi du projet et le respect du calendrier.
4. Faire rapport au comité directeur de l'avancement des travaux.
5. Déposer auprès du comité directeur le projet de stratégie.

Mode opératoire :

- 1 réunion par mois

NOTE : Le Comité de coordination devra aussi s'assurer que soit définie la position du Québec sur les interventions fédérales en matière d'AP.

Secrétariat et rédaction

Composition :

- **Vincent Gerardin**, resp. (MENV)
- **Patrick Beauchesne** (MENV)
- **Jacques Perron** (MENV)
- Professionnel (MRN et/ou FAPAQ)
- **Estelle Bertrand** (MENV)

Mandat :

1. Assurer le secrétariat du projet de SQAP.
2. Rédiger les éléments de la stratégie et les soumettre au Comité de coordination.
3. Assumer l'entretien d'une page Web, dans le site du MENV, consacrée aux aires protégées.

Groupe de travail 1 – Proposition et choix des sites à protéger

Ce groupe de travail définira la démarche conduisant à la proposition de territoires candidats au statut d'AP de par leurs caractéristiques écologiques en terme de représentativité, de diversité, de rareté, d'occupation ou en encore d'artificialisation. Cette partie de l'analyse concerne l'Analyse de carence. Il devra aussi se pencher sur la constitution des bases de données, l'inventaire des droits et contrats territoriaux et la contribution des projets d'AP déjà inscrits dans la planification des divers ministères et organismes.

De plus, ce groupe de travail devra définir le processus de sélection finale de sites parmi les propositions de sites candidats. Il se prononcera sur la régionalisation des décisions, les intervenants, la méthode de sélection, la fixation des objectifs de conservation à atteindre, le processus de consultation régionale, l'intégration des décisions au plan d'affectation des terres et aux schémas d'aménagement et la résolution de conflits.

Groupe de travail 2 – Mécanismes d'intégration des AP à la gestion du territoire

L'implantation du futur réseau d'AP entraînera des changements d'affectation sur des surfaces considérables compte tenu de l'objectif de 8% fixé par l'État et du taux actuel de protection de 2,8%. Les changements d'affectation toucheront tous les utilisateurs du territoire public, comme les industries forestières ou minières, les gestionnaires de territoires fauniques ou les MRC. Ce groupe de travail se penchera donc sur l'intégration des aires protégées dans tous les processus d'affectation du territoire, d'allocation des ressources, de droits et privilèges liés au territoire et de ressources à caractère public. Il devra aussi proposer un éventail de modalités de transfert de juridiction et de droits d'usage en prévoyant la diversité de ces droits et la variabilité temporelle et spatiale des impacts.

Groupe de travail 3 – Impacts financiers et socio-économiques

L'implantation du réseau d'AP d'ici 2005 exigera une mise de fonds de l'État pour assurer la mise en œuvre de la stratégie : besoin de connaissances de la diversité écologique, élaboration de plans régionaux, consultations publiques, gestion des nouveaux territoires protégés, mesures d'aide au transfert d'affectation, mesure pour favoriser la participation en territoire privé. C'est à ce groupe de travail que sera confiée la tâche d'évaluer les coûts financiers induits et de proposer des mesures de financement.

De plus, l'augmentation des surfaces protégées pourra modifier le profil socio-économique des régions dans lesquelles ces AP seront implantées. Ce groupe

- **Avril :** Consultation générale publique;
- **Mai :** Consultation du ministère des Finances;
- **Mai – juin :** Rédaction finale;
- **Juillet 2001 :** Dépôt du projet de SQAP auprès du Conseil exécutif.

**GOVERNMENT GUIDELINES
WITH A VIEW TO ADOPTING A QUÉBEC STRATEGY**



Translate from “Cadre d’orientation en vue d’une stratégie québécoise”

 This paper contains 30 % post-consumer recycled fibres.

A WORD FROM THE MINISTERS

Throughout the years, Québec has adopted lofty objectives in terms of the conservation of its biological diversity. It has passed several pieces of legislation and implemented a series of financial and administrative mechanisms to ensure that its ecosystems, its species and, in a general fashion, nature itself may be preserved, all the while permitting the development of a number of economic activities.

Nevertheless, as we see happening elsewhere, we are witness to increasingly large-scale developments in a faster mode and which have significant impact on the natural environment. Despite improved techniques and approaches, and regardless of the practices of sustainable development that have been embraced, the more development that takes place on a given territory and the more its resources are utilized, the more we must intensify measures to maintain viable ecosystems and ensure an acceptable range of biodiversity.

It is clear that Québec, as a society, must maintain its effort and investment to fulfill its international commitments and attain the high international standards. This action shall constitute the cornerstone to ensure the preservation of our environment, our biodiversity, our economy and our quality of life.

The following guidelines outline the challenges related to protected areas as well as government commitments made with respect to these areas. They are intended to guide us in our effort to adopt a Québec strategy on protected areas. This strategy will be developed over the coming year in close cooperation with concerned stakeholders and organizations under the supervision of the Minister of the Environment, who is responsible for the application in Québec of the Convention on Biological Diversity and will be acting in collaboration with the Minister of Natural Resources responsible for the management of forests and the Minister responsible for Wildlife and Parks. We are appealing to all Quebecers to wholeheartedly take up the challenge we face in implementing a strategy for protected areas.

PAUL BÉGIN
Minister of the Environment

GUY CHEVRETTE
Minister responsible for
the Société de la faune et des parcs

JACQUES BRASSARD
Minister of Natural Resources

There are some 1,100 natural sites in Québec that meet the definition of "protected area", as follows: "areas of land and/or sea especially dedicated to the protection and maintenance of biological diversity, and of natural and associated cultural resources, and managed through legal or other effective means".

All these natural sites are regulated and administered according to the 17 different judicial or administrative designations. Among such designations, we might mention wildlife habitats, national parks, Québec parks, ecological reserves, salmon rivers, and the list goes on. The status of protected area corresponds to one of the six major international categories of protected areas as defined in 1994 by the World Conservation Union (IUCN).

By adhering to these standards, Québec has designated 2.8% of its land in the form of protected areas.

THE ADVANTAGES AND CHALLENGES OF A STRATEGY TARGETTING PROTECTED AREAS

The Benefits Proffered by Protected Areas

Protected areas are primarily designed to preserve species and their genetic variability as well as maintaining the natural processes and ecosystems that sustain life in its various expressions.

Protected areas are not the only mechanism for maintaining biodiversity, but they certainly constitute the cornerstone on which every government must rely to attain the objectives of the preservation and the sustainable use of biodiversity, as well as respecting the commitments made pursuant to the Convention on Biological Diversity.

Protected areas have the utmost to offer in terms of the ecology, such as the production of oxygen, the creation and protection of soil, the absorption and reduction of pollutants, the improvement in local and regional weather conditions, the conservation of groundwater aquifers, and the flow control and purification of watercourses. It is the surest and cheapest way to protect species and natural settings.

Protected areas are laboratories in nature. At any given time, they can provide us with unique data on how ecosystems function and on the species that live there. They are also a prized setting for people's recreational and outdoor activities that contribute to our physical and mental well-being.

In terms of economic benefits, protected areas are a boon for the diversification of local and regional economies. They help preserve a biological potential that constitutes a renewable natural resource on which certain activities depend, such as is the case with hunting, fishing and trapping. They contribute to the tourist

industry in a very significant way, particularly ecotourism, which is gaining rapidly in popularity.

These days, protected areas represent one of the major components for the sustainable management of forests.

The Challenges of Adopting a Strategy for Protected Areas

Québec must adopt a new approach to this issue that is integrated, unified, cohesive and likely to be embraced by all:

- to considerably increase Quebec's contribution to the international effort to promote protected areas, an effort that resulted in 8.8% of our land designated as protected areas in 1996;
- to see to it that the Québec network of protected areas has a fair and sufficient representation of samples of Québec's biodiversity;
- to foster an integrated and concerted viewpoint of Québec's network of protected areas;
- to share the same ecological reference framework that will allow for the assessment of Québec's biodiversity according to different levels of appreciation, in order to ascertain the contribution of each protected area in the conservation of biological diversity and to plan future interventions;
- to have the notion of protected areas mesh with existing mechanisms of regional land planning and development and sustainable resource use.

Such an approach should allow for:

- the affirmation of the importance and status of protected areas as one of the means to preserve biodiversity and support local and regional development, specifically with regard to new economic activities such as local tourism and ecotourism and the maintenance of the current financial benefits arising from the use of biodiversity resources;
- the determination of choices and priority actions concerning the creation of protected areas that pursue the achievement of the conservation and sustainable development objectives outlined in the Québec Strategy for Biological Diversity;
- the targetting of government action in terms of protected areas, harmonization of Québec's actions, and facilitating the contribution of private partners in accomplishing the objectives to increase the number, the percentage and the quality of the land involved as protected areas;

- a boosting of Québec's efforts on the world stage toward the preservation of biodiversity through its protected areas.

To attain these lofty objectives, **Québec must accomplish these interventions through three major approaches.**

First Approach

Building upon past achievements and focusing on the network

Québec already has in place a series of legislative and administrative mechanisms suitable for the creation of newly protected areas. Indeed, it now has better knowledge of its biodiversity and has culled information on certain natural settings that merit protection. In addition to having already set up several protected areas, Québec took the appropriate steps to put certain other areas aside for such purpose.

Beyond such achievements, what is now needed is a unified viewpoint, or a more harmonized intervention framework for enhancing our protected areas. The time has come to update the concept of an "integrated network" according to which each stakeholder, while remaining independent, will allow for the reaching of common objectives to protect a representative sampling of Québec's biodiversity, the sharing of common data bases, and the development of actions focused on a more complementary intervention of actions and the sharing of responsibilities.

Second Approach

Boosting the number, the percentage of land and the representativeness of protected areas

The objective set by Québec for 2005 is to designate somewhere near 8% of its land in the form of protected area.

A step to carry out is the compilation of representative samples of Québec's entire biological diversity. The network must therefore concentrate on protecting samples representative of its biological diversity.

Third Approach

Promoting solidarity with regard to protected areas

Promoting solidarity among citizens and authorities – both public and private – responsible for developing and managing resources and land, with regard to protected areas is needed. It is the best way to guarantee a broader network of protected areas that is integrated, of good quality and that meets everyone's aspirations. Solidarity means that Québec's protected areas will become a challenge for Québec society as a whole whose accomplishment will represent a feat of which all citizens will be proud.

STRATEGIC GOVERNMENT GUIDELINES

Acknowledging the need to improve the situation of protected areas in Québec, the government has set out a series of global principles and strategic guidelines; its commitments on this topic can be summarized as follows:

The government mandates the Minister of the Environment to coordinate the work of an interdepartmental committee charged with the preparation of a draft Québec Strategy for Protected Areas. The draft report must be submitted jointly with the Minister responsible for Wildlife and Parks and the Minister of Natural Resources for government adoption within one year's time.

- *In 1998, the Ministère de l'Environnement et de la Faune (today the Ministère de l'Environnement), kicked off, in cooperation with interdepartmental task forces, a study on protected areas. It has already published a directory and cartographical reference on Québec's protected areas, made observations and established approaches, as well as identifying current intervention programs with regard to protected areas.*
- *Developing a strategy for protected areas requires close collaboration with all concerned departments and agencies. An interdepartmental committee coordinated by the Ministère de l'Environnement will be formed to this end. In addition to this department, the committee will also include representatives from the Société de la faune et des parcs and the Ministère des Ressources naturelles, among other stakeholders.*

In order to direct the drafting of the Québec Strategy for Protected Areas, the government has adopted the global principles and strategic orientations, as follows:

Officially recognize the importance, on the ecological, economic and social levels, of protected areas and their benefits for all of Québec.

- *It is a sort of group insurance policy on nature that Québec is taking out to fulfill its objectives and commitments with regard to the preservation of biological diversity and sustainable development.*
- *The adoption of a strategy for protected areas is a cornerstone in maintaining an open and unrestricted access to foreign markets for its biological resources.*

- a boosting of Québec's efforts on the world stage toward the preservation of biodiversity through its protected areas.

To attain these lofty objectives, **Québec must accomplish these interventions through three major approaches.**

First Approach

Building upon past achievements and focusing on the network

Québec already has in place a series of legislative and administrative mechanisms suitable for the creation of newly protected areas. Indeed, it now has better knowledge of its biodiversity and has culled information on certain natural settings that merit protection. In addition to having already set up several protected areas, Québec took the appropriate steps to put certain other areas aside for such purpose.

Beyond such achievements, what is now needed is a unified viewpoint, or a more harmonized intervention framework for enhancing our protected areas. The time has come to update the concept of an "integrated network" according to which each stakeholder, while remaining independent, will allow for the reaching of common objectives to protect a representative sampling of Québec's biodiversity, the sharing of common data bases, and the development of actions focused on a more complementary intervention of actions and the sharing of responsibilities.

Second Approach

Boosting the number, the percentage of land and the representativeness of protected areas

The objective set by Québec for 2005 is to designate somewhere near 8% of its land in the form of protected area.

A step to carry out is the compilation of representative samples of Québec's entire biological diversity. The network must therefore concentrate on protecting samples representative of its biological diversity.

Third Approach

Promoting solidarity with regard to protected areas

Promoting solidarity among citizens and authorities – both public and private – responsible for developing and managing resources and land, with regard to protected areas is needed. It is the best way to guarantee a broader network of protected areas that is integrated, of good quality and that meets everyone's aspirations. Solidarity means that Québec's protected areas will become a challenge for Québec society as a whole whose accomplishment will represent a feat of which all citizens will be proud.

STRATEGIC GOVERNMENT GUIDELINES

Acknowledging the need to improve the situation of protected areas in Québec, the government has set out a series of global principles and strategic guidelines; its commitments on this topic can be summarized as follows:

The government mandates the Minister of the Environment to coordinate the work of an interdepartmental committee charged with the preparation of a draft Québec Strategy for Protected Areas. The draft report must be submitted jointly with the Minister responsible for Wildlife and Parks and the Minister of Natural Resources for government adoption within one year's time.

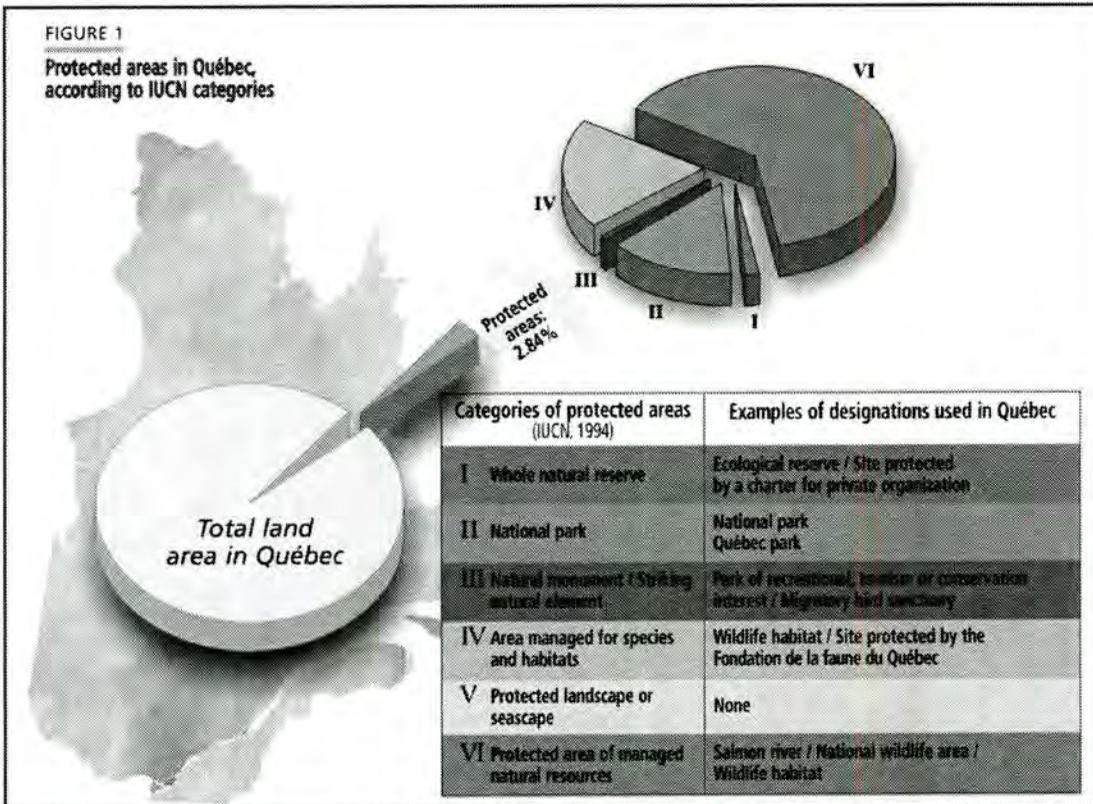
- *In 1998, the Ministère de l'Environnement et de la Faune (today the Ministère de l'Environnement), kicked off, in cooperation with interdepartmental task forces, a study on protected areas. It has already published a directory and cartographical reference on Québec's protected areas, made observations and established approaches, as well as identifying current intervention programs with regard to protected areas.*
- *Developing a strategy for protected areas requires close collaboration with all concerned departments and agencies. An interdepartmental committee coordinated by the Ministère de l'Environnement will be formed to this end. In addition to this department, the committee will also include representatives from the Société de la faune et des parcs and the Ministère des Ressources naturelles, among other stakeholders.*

In order to direct the drafting of the Québec Strategy for Protected Areas, the government has adopted the global principles and strategic orientations, as follows:

Officially recognize the importance, on the ecological, economic and social levels, of protected areas and their benefits for all of Québec.

- *It is a sort of group insurance policy on nature that Québec is taking out to fulfill its objectives and commitments with regard to the preservation of biological diversity and sustainable development.*
- *The adoption of a strategy for protected areas is a cornerstone in maintaining an open and unrestricted access to foreign markets for its biological resources.*

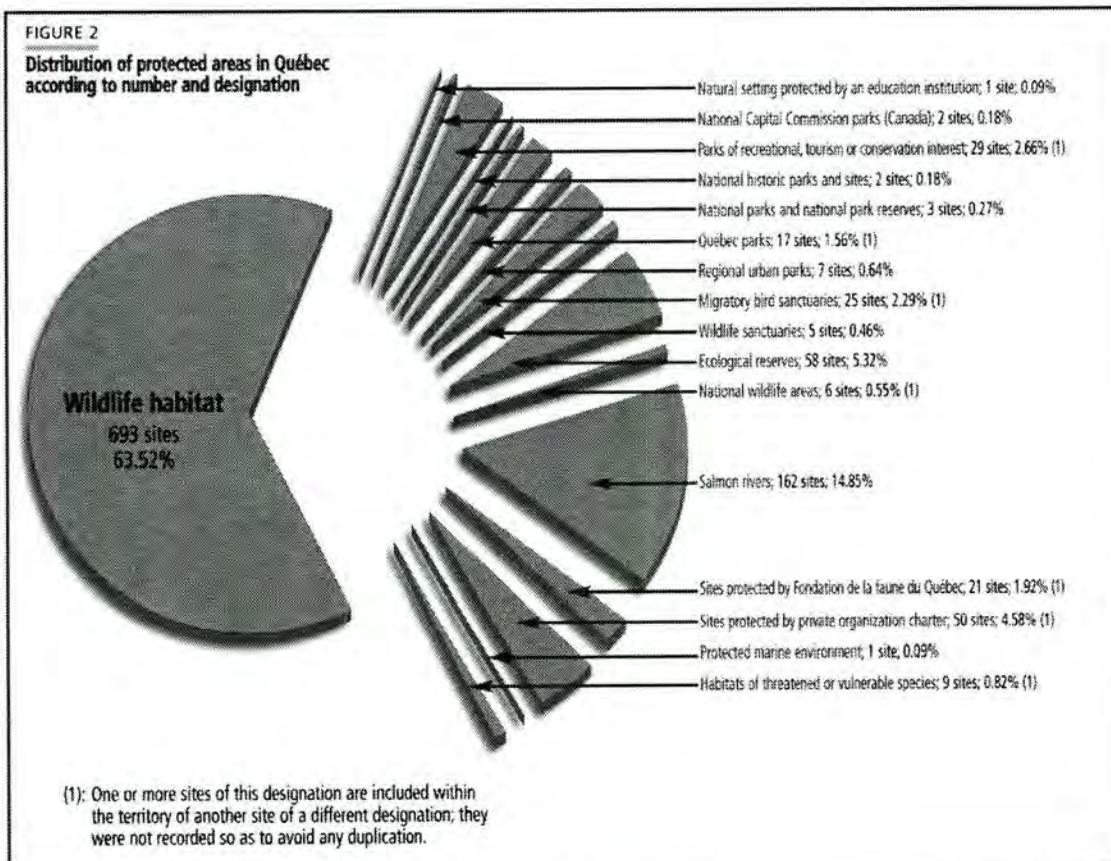
FIGURE 1
Protected areas in Québec,
according to IUCN categories



Sources: Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, 1999.

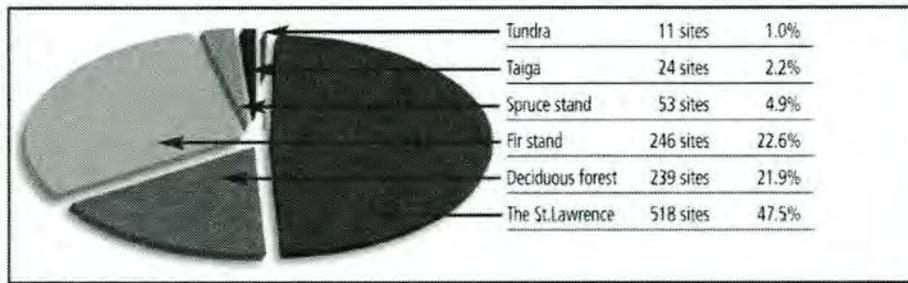
IUCN, 1994.

FIGURE 2
Distribution of protected areas in Québec
according to number and designation



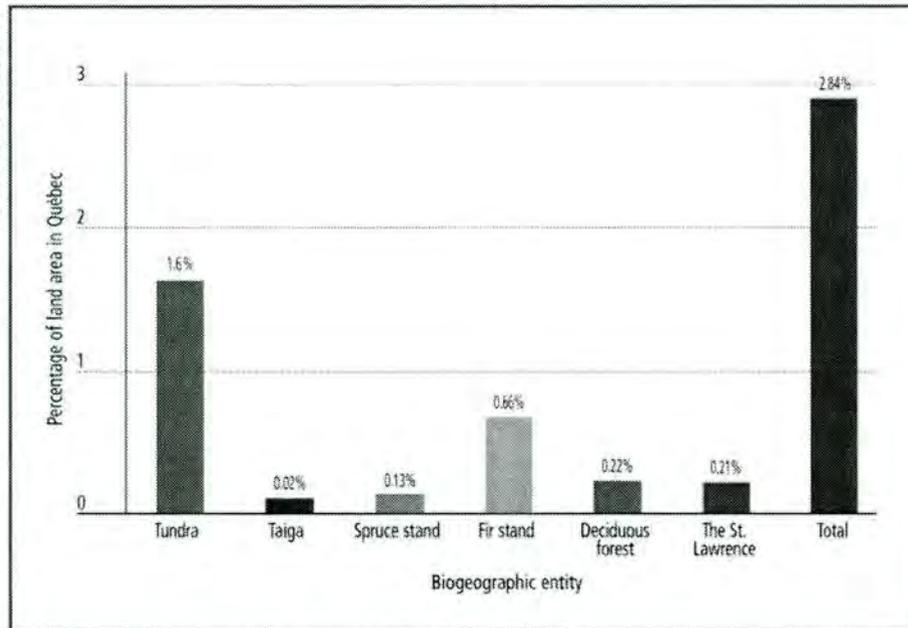
Sources: Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, 1999. Système d'information sur les habitats fauniques, 1998.

FIGURE 3
Distribution of protected areas in Québec according to number and biogeographic entity



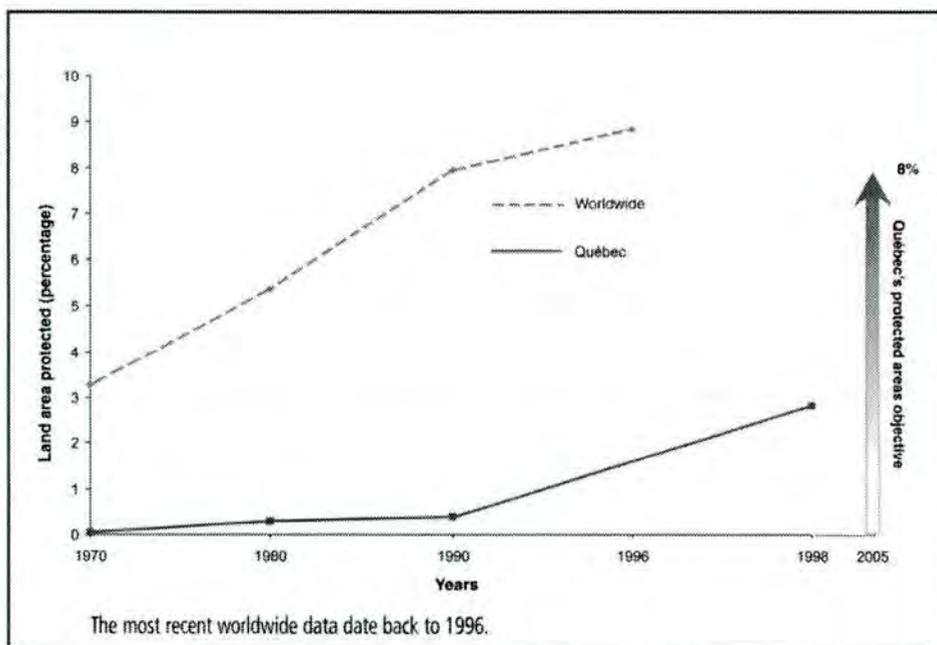
Source: Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, 1999.

FIGURE 4
Distribution of protected areas in Québec according to land area percentage and biogeographic entity



Source: Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, 1999.

FIGURE 5
Variation in percentage of land area covered by protected areas in Québec and worldwide



Source: adapted from Green, M.I.B. and Paine, I., 1997, Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, 1999.

Protected areas in Québec: distribution highlights				
UICN Cat. (1994)	Designations used in Québec	Land area (km ²)	Total land area by UICN category (km ²)	Percentage of Québec territory protected (%)
Ia	Habitats for threatened or vulnerable species	0.06	824.62	0.05%
	Wildlife habitats	1.40		
	Natural setting protected by educational institution	5.00		
	Migratory bird sanctuaries	107.97		
	Ecological reserves	702.81		
	National wildlife areas	0.80		
	Site protected by private organization charter	6.58		
II	Protected marine environment	1,138.00	6,822.74	0.41%
	National Capital Commission parks (Canada)	356.50		
	National parks and national park reserves	930.90		
	Québec parks	4,397.34		
III	Natural setting protected by educational institution	6.00	422.03	0.03%
	National Capital Commission parks (Canada)	2.50		
	Parks of recreational, tourism and conservation interest	116.18		
	National historic parks and sites	1.91		
	Québec parks	0.62		
	Regional urban parks	11.26		
	Migratory bird sanctuaries	277.17		
	Wildlife sanctuaries	0.11		
	National wildlife areas	0.23		
	Site protected by <i>Fondation de la faune du Québec</i>	1.96		
Site protected by private organization charter	4.09			
IV	Wildlife habitats	9,293.18	9,324.29	0.56%
	Parks of recreational, tourism and conservation interest	4.30		
	Wildlife sanctuaries	2.24		
	Site protected by <i>Fondation de la faune du Québec</i>	10.09		
	Site protected by private organization charter	14.48		
VI	Habitats for threatened or vulnerable species	0.79	29,962.30	1.79%
	Wildlife habitats	28,368.00		
	Parks of recreational, tourism and conservation interest	8.09		
	Migratory bird sanctuaries	108.25		
	Wildlife sanctuaries	14.61		
	National wildlife areas	43.94		
	Salmon rivers (bank strip)	1,390.35		
	Site protected by <i>Fondation de la faune du Québec</i>	6.29		
	Site protected by private organization charter	21.98		
	Total	47,355.98		2.84%

1 A number of protected areas are found under more than one Québec designation. To avoid counting their surface area twice, it was attributed in whole or in part to one or the other designation.

If you require further information, please contact the Ministère de l'Environnement's information centre.

Telephone:

Québec (local call)	(418) 521-3830
Long distance calls	1 800 561-1616

Fax:	(418) 646-5974
E-mail:	info@menv.gouv.qc.ca
Internet:	www.menv.gouv.qc.ca



DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 1005-2000

CONCERNANT la désignation de
la présidente du Comité consultatif
de l'environnement Kativik

24 AOUT 2000

---0000000---

ATTENDU QUE l'article 169 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit la constitution d'un organisme appelé " Comité consultatif de l'environnement Kativik " chargé, entre autres, de conseiller le gouvernement du Québec en matière de protection de l'environnement et du milieu social pour le territoire du Nord-du-Québec situé au nord du 55^e parallèle ;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 170 de cette loi prévoit que le Comité consultatif de l'environnement Kativik est composé de neuf membres, dont trois sont nommés et remplacés, durant bon plaisir, par le gouvernement du Québec ;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 170 de cette loi prévoit que les membres nommés par le gouvernement du Québec ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure qu'il indique, mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement du Québec ;

ATTENDU QUE les articles 5 et 20 du Règlement sur certains organismes de protection de l'environnement et du milieu social du territoire de la Baie James et du Nord québécois (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 16) prévoient que la désignation du président du Comité consultatif de l'environnement Kativik doit alterner, de sorte que, pour l'année 2000-2001, il doit être nommé par le gouvernement du Québec ;

ATTENDU QUE les articles 5 et 20 de ce règlement prévoient que le président du Comité consultatif de l'environnement Kativik doit être désigné parmi les membres dudit comité ;

ATTENDU QUE madame Hélène LeBlond a été nommée membre du Comité consultatif de l'environnement Kativik par le décret numéro 681-99 du 16 juin 1999 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement :

QUE madame Hélène LeBlond soit désignée présidente du Comité consultatif de l'environnement Kativik pour l'année 2000-2001 ;

QUE madame Hélène LeBlond soit rémunérée dans l'exercice de ses fonctions, selon les conditions suivantes :

- 400 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour ;
- le remboursement des frais de voyage suivant les normes de la directive numéro 7-74 du Conseil du trésor concernant les frais de voyage des personnes engagées par le gouvernement à honoraires.

Le Greffier du Conseil exécutif

Quidel Nait@Zilly

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

(reproduites dans le Communiqué de presse du dernier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

NOM	PRÉNOM	ÂGE
Le Blond	Hélène	61

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

ANNÉE	INSTITUTION	DIPLÔME OBTENU / DOMAINE
1975	Université Laval	Bacc. En sciences sociales
1972	CEGEP François-Xavier-Garneau	DEC en sciences sociales
1967	École normale Notre-Dame-de-Lourdes (Rivière-du-Loup)	Brevet d'enseignement

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

(à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

ANNÉE (de...à...)	EMPLOYEUR	POSTE
1996 à ...	Le Groupe Cleary, experts-conseils	Vice-présidente à la recherche et aux services professionnels
1994 à 1996	Ministère du Conseil exécutif, Québec	Négo-CAM, adj. au négociateur au développement économique
1988 à 1994	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Service des relations avec les Autochtones	Agente de recherche et de planification socio-économique (A..R.S.P.E.)
Octobre 1987 à janvier 1988	Département de sociologie, Université Laval	Assistante de recherche - Étude sur les processus socio-politiques associés au milieu autochtone (Nouveau-Québec)
1983 à 1987	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Direction régionale du Nouveau-Québec	Agente de recherche et de planification socio-économique (A..R.S.P.E.) Conseillère en loisir pour le Nouveau-Québec
Mars 1980 à juillet 1981	Centre d'études nordiques, Université Laval	Chargée de projet pour une étude concernant l'élevage du bœuf musqué au Nouveau-Québec
1975 à 1980	Ministère de l'éducation du Québec, Haut-commissariat à la Jeunesse, aux loisirs et aux sports	Agente de recherche et de planification socio-économique (A..R.S.P.E.) Étude sur les besoins en loisirs au Nouveau-Québec.- Élaboration de politiques et de programmes
Mai 1974 à Août 1974	Université Laval, Département d'anthropologie	Chercheure, Loisirs traditionnels à Povungnitug

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

(conservés au dossier à titre confidentiel et utilisés à des fins statistiques dans le cadre des programmes d'accès à l'égalité)

N.A.S. : 227-016-771	DATE DE NAISSANCE : 1949-05-26	SEXE : Féminin <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/>
PAYS DE NAISSANCE : Canada X Autre (préciser) :	LANGUE MATERNELLE : Français X Anglais <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :	
Vous identifiez-vous comme membre d'une minorité visible? Oui <input type="checkbox"/> Non X		
Vous identifiez-vous comme autochtone? Oui <input type="checkbox"/> Non X		
Avez-vous, de façon permanente, des limitations dans l'accomplissement d'activités de la vie quotidienne? Oui <input type="checkbox"/> (préciser) : Non X		
ADRESSE RÉSIDENTIELLE : 1185, 3ième Avenue, Saint-Rédempteur,		
CODE POSTAL : G6K 1G2	☎ RÉSIDENCE : (418) 831-5847	☎ BUREAU : (418) 842-3282

STATUT DE PERMANENT DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC : Oui Non X

AUTORISATION

J'AUTORISE LE GOUVERNEMENT À FAIRE LES VÉRIFICATIONS JUGÉES NÉCESSAIRES EN REGARD DE LA FONCTION CONVOITÉE OU, LE CAS ÉCHÉANT, OCCUPÉE ET À L'ÉGARD DES CONDITIONS D'EMPLOI QUI Y SONT RATTACHÉES, NOTAMMENT AUPRÈS DE MON EMPLOYEUR ACTUEL, DE L'ORGANISME ADMINISTRANT MON RÉGIME DE RETRAITE, DES AUTORITÉS POLICIÈRES ET DE L'ORDRE PROFESSIONNEL DONT JE SUIS MEMBRE INCLUANT LE BUREAU DU SYNDIC DE L'ORDRE.

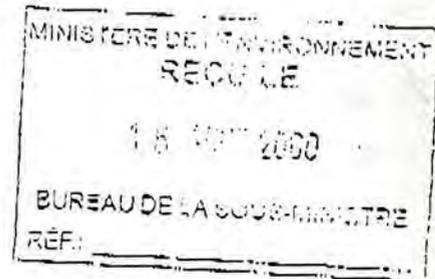
Date: 13 juillet 2000 Signature: Hélène Le Blond

Québec 
 Secrétariat aux
 Affaires autochtones



Québec, le 4 août 2000

Madame Diane Jean
 Sous-ministre
 Ministère de l'Environnement du Québec
 675, boulevard René-Lévesque Est
 Édifice Marie-Guyart, 30^e étage
 Québec (Québec) G1R 5V7



Chère collègue,

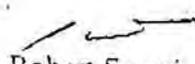
Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) a poné dernièrement à mon attention, la nécessité d'obtenir la version anglaise d'un projet de règlement sur l'élimination des matières résiduelles que votre ministère lui a transmis pour consultation et commentaires.

Comme vous le savez, les représentants inuits membres du CCEK ne peuvent prendre connaissance des documents français. Par ailleurs, je constate que le budget actuel du CCEK ne lui permet d'assumer essentiellement que ses frais de secrétariat et les coûts de déplacement de ses membres qui ont à se réunir au moins quatre fois l'an en vertu des exigences de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Compte tenu de cette situation et du fait que c'est le ministère de l'Environnement lui-même qui demande l'avis du CCEK sur des projets de règlement du gouvernement du Québec, je crois qu'il serait fondé que votre ministère fasse parvenir au CCEK une version anglaise des projets de règlement pour lesquels il demande des commentaires ou encore fournisse au CCEK les moyens financiers pour obtenir ces traductions. Je suis conscient que ceci génère des coûts additionnels pour le ministère mais, comme le CCEK demeure, en vertu de la CBJNQ l'intermédiaire privilégié et officiel du Québec en matière d'environnement au Nunavik, je crois qu'il y a lieu de lui faciliter la tâche au moment de la consultation.

Je vous remercie de votre attention et vous prie d'agréer, chère collègue, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le secrétaire général associé,


 Robert Sauvé



Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Secrétariat aux emplois supérieurs

885, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1A 1A2
Téléphone : (418) 643-8540
Télécopieur : (418) 646-4457

Gilles R. Tremblay
Secrétaire général associé





DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMERO 1005-2000

CONCERNANT la désignation de
la présidente du Comité consultatif
de l'environnement Kativik

24 AOUT 2000

--000000--

ATTENDU QUE l'article 169 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. c. Q-2) prévoit la constitution d'un organisme appelé "Comité consultatif de l'environnement Kativik" chargé, entre autres, de conseiller le gouvernement du Québec en matière de protection de l'environnement et du milieu social pour le territoire du Nord-du-Québec situé au nord du 55^e parallèle ;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 170 de cette loi prévoit que le Comité consultatif de l'environnement Kativik est composé de neuf membres, dont trois sont nommés et remplacés, durant bon plaisir, par le gouvernement du Québec ;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 170 de cette loi prévoit que les membres nommés par le gouvernement du Québec ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure qu'il indique, mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement du Québec ;

ATTENDU QUE les articles 5 et 20 du Règlement sur certains organismes de protection de l'environnement et du milieu social du territoire de la Baie James et du Nord québécois (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 16) prévoient que la désignation du président du Comité consultatif de l'environnement Kativik doit alterner, de sorte que, pour l'année 2000-2001, il doit être nommé par le gouvernement du Québec ;

ATTENDU QUE les articles 5 et 20 de ce règlement prévoient que le président du Comité consultatif de l'environnement Kativik doit être désigné parmi les membres dudit comité ;

1005-2000

ATTENDU QUE madame Hélène LeBlond a été nommée membre du Comité consultatif de l'environnement Kativik par le décret numéro 681-99 du 16 juin 1999,

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement :

QUE madame Hélène LeBlond soit désignée présidente du Comité consultatif de l'environnement Kativik pour l'année 2000-2001,

QUE madame Hélène LeBlond soit rémunérée dans l'exercice de ses fonctions, selon les conditions suivantes :

- 400 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour ;
- le remboursement des frais de voyage suivant les normes de la directive numéro 7-74 du Conseil du trésor concernant les frais de voyage des personnes engagées par le gouvernement à honoraires.

Le Greffier du Conseil exécutif

Michel Nait@Zilly

Québec
Secrétariat aux
affaires autochtones

REÇU LE
29 AOUT 2000
COMITÉ CONSULTATIF
DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

Québec, le 4 août 2000

Mme Diane Jean
Sous-ministre
Ministère de l'Environnement du Québec
675, boulevard René-Lévesque Est
Édifice Marie-Guyart, 30^e étage
Québec (Québec) G1R 5V7

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
REÇU LE
29 AOUT 2000
BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE
RÉF.

Chère collègue,

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) a porté dernièrement à mon attention, la nécessité d'obtenir la version anglaise d'un projet de règlement sur l'élimination des matières résiduelles que votre ministère lui a transmis pour consultation et commentaires.

Comme vous le savez, les représentants inuits membres du CCEK ne peuvent prendre connaissance des documents français. Par ailleurs, je constate que le budget actuel du CCEK ne lui permet d'assumer essentiellement que ses frais de secrétariat et les coûts de déplacement de ses membres qui ont à se réunir au moins quatre fois l'an en vertu des exigences de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Compte tenu de cette situation et du fait que c'est le ministère de l'Environnement lui-même qui demande l'avis du CCEK sur des projets de règlement du gouvernement du Québec, je crois qu'il serait fondé que votre ministère fasse parvenir au CCEK une version anglaise des projets de règlement pour lesquels il demande des commentaires ou encore fournisse au CCEK les moyens financiers pour obtenir ces traductions. Je suis conscient que ceci génère des coûts additionnels pour le ministère mais, comme le CCEK demeure, en vertu de la CBJNQ l'intermédiaire privilégié et officiel du Québec en matière d'environnement au Nunavik, je crois qu'il y a lieu de lui faciliter la tâche au moment de la consultation.

Je vous remercie de votre attention et vous prie d'agréer, chère collègue, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le secrétaire général associé,

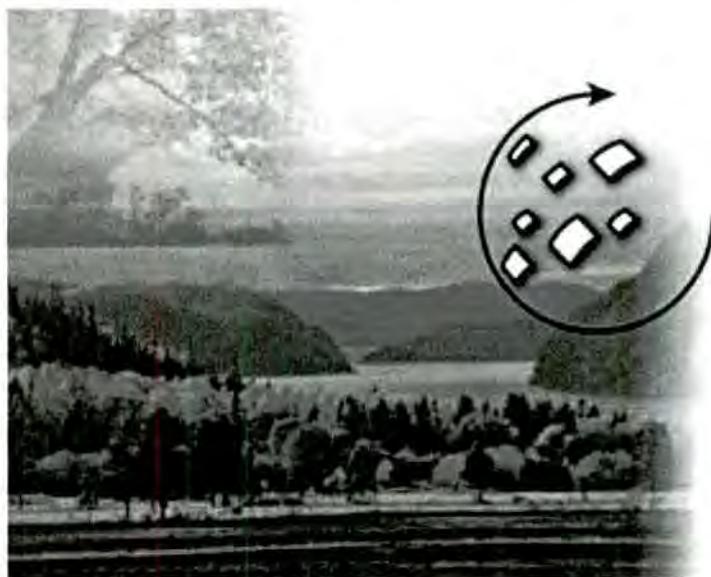
Robert Sauvé



Protected areas in Québec : a pledge for the future

Government guidelines with a view to adopting a Québec strategy

- [A Word from the Ministers](#)
- [Protected Areas in Québec](#)
- [The Advantages and Challenges of a Strategy targetting Protected Areas](#)
 - [The Benefits Proffered by Protected Areas](#)
 - [The Challenges of Adopting a Strategy for Protected Areas](#)
 - [First Approach : Building upon past achievements and focusing on the network](#)
 - [Second Approach : Boosting the number, the percentage of land and the representativeness of protected areas](#)
 - [Third Approach : Promoting solidarity with regard to protected areas](#)
- [Strategic Government Guidelines](#)
- [Appendix](#)
 - [Figure 1 - Protected areas in Québec, according to IUCN categories](#)
 - [Figure 2 - Distribution of protected areas in Québec according to number and designation](#)
 - [Figure 3 - Distribution of protected areas in Québec according to number and biogeographic entity](#)
 - [Figure 4 - Distribution of protected areas in Québec according to land area percentage and biogeographic entity](#)
 - [Figure 5 - Variation in percentage of land area covered by protected areas in Québec and worldwide](#)
 - [Figure 6 - Distribution of protected areas in Québec according to land area group](#)
 - [Table - Protected areas in Québec: distribution highlights](#)



A Word from the Ministers

Throughout the years, Québec has adopted lofty objectives in terms of the conservation of its biological diversity. It has passed several pieces of legislation and implemented a series of financial and administrative mechanisms to ensure that its ecosystems, its species and, in a general fashion, nature itself may be preserved, all the while permitting the development of a number of economic activities.

Nevertheless, as we see happening elsewhere, we are witness to increasingly large-scale developments in a faster mode and which have significant impact on the natural environment. Despite improved techniques and

approaches, and regardless of the practice of sustainable development that have been embraced, the more development that takes place on a given territory and the more its resources are utilized, the more we must intensify measures to maintain viable ecosystems and ensure an acceptable range of biodiversity.

It is clear that Québec, as a society, must maintain its effort and investment to fulfill its international commitments and attain the high international standards. This action shall constitute the cornerstone to ensure the preservation of our environment, our biodiversity, our economy and our quality of life.

The following guidelines outline the challenges related to protected areas as well as government commitments made with respect to these areas. They are intended to guide us in our effort to adopt a Québec strategy on protected areas. This strategy will be developed over the coming year in close cooperation with concerned stakeholders and organizations under the supervision of the Minister of the Environment, who is responsible for the application in Québec of the Convention on Biological Diversity and will be acting in collaboration with the Minister of Natural Resources responsible for the management of forests and the Minister responsible for Wildlife and Parks. We are appealing to all Quebecers to wholeheartedly take up the challenge we face in implementing a strategy for protected areas.

PAUL BÉGIN
Minister of the Environment

GUY CHEVRETTE
Minister responsible for the
Société de la faune et des parcs

JACQUES BRASSARD
Minister responsible for Minister of
Natural Resources



Protected Areas in Québec

There are some 1,100 natural sites in Québec that meet the definition of "protected area", as follows: "areas of land and/or sea especially dedicated to the protection and maintenance of biological diversity, and of natural and associated cultural resources, and managed through legal or other effective means".

All these natural sites are regulated and administered according to the 17 different judicial or administrative designations. Among such designations, we might mention wildlife habitats, national parks, Québec parks, ecological reserves, salmon rivers, and the list goes on. The status of protected area corresponds to one of the six major international categories of protected areas as defined in 1994 by the World Conservation Union (IUCN).

By adhering to these standards, Québec has designated 2.8% of its land in the form of protected areas.



The Advantages and Challenges of a Strategy targetting Protected Areas

The Benefits Proffered by Protected Areas

Protected areas are primarily designed to preserve species and their genetic variability as well as maintaining the natural processes and ecosystems that sustain life in its various expressions.

Protected areas are not the only mechanism for maintaining biodiversity, but they certainly constitute the cornerstone on which every government must rely to attain the objectives of the preservation and the sustainable use of biodiversity, as well as respecting the commitments made pursuant to the Convention on Biological Diversity.

Protected areas have the utmost to offer in terms of the ecology, such as the production of oxygen, the creation and protection of soil, the absorption and reduction of pollutants, the improvement in local and regional weather conditions, the conservation of groundwater aquifers, and the flow control and purification of watercourses. It is the surest and cheapest way to protect species and natural settings.

Protected areas are laboratories in nature. At any given time, they can provide us with unique data on how ecosystems function and on the species that live there. They are also a prized setting for people's recreational and outdoor activities that contribute to our physical and mental well-being.

In terms of economic benefits, protected areas are a boon for the diversification of local and regional economies. They help preserve a biological potential that constitutes a renewable natural resource on which certain activities depend.

such as is the case with hunting, fishing and trapping. They contribute to the tourist industry in a very significant way, particularly ecotourism, which is gaining rapidly in popularity.

These days, protected areas represent one of the major components for the sustainable management of forests.



The Challenges of Adopting a Strategy for Protected Areas

Québec must adopt a new approach to this issue that is integrated, unified, cohesive and likely to be embraced by all:

- to considerably increase Quebec's contribution to the international effort to promote protected areas, an effort that resulted in 8.8% of our land designated as protected areas in 1996;
- to see to it that the Québec network of protected areas has a fair and sufficient representation of samples of Québec's biodiversity;
- to foster an integrated and concerted viewpoint of Québec's network of protected areas;
- to share the same ecological reference framework that will allow for the assessment of Québec's biodiversity according to different levels of appreciation, in order to ascertain the contribution of each protected area in the conservation of biological diversity and to plan future interventions;
- to have the notion of protected areas mesh with existing mechanisms of regional land planning and development and sustainable resource use.

Such an approach should allow for:

- the affirmation of the importance and status of protected areas as one of the means to preserve biodiversity and support local and regional development, specifically with regard to new economic activities such as local tourism and ecotourism and the maintenance of the current financial benefits arising from the use of biodiversity resources;
- the determination of choices and priority actions concerning the creation of protected areas that pursue the achievement of the conservation and sustainable development objectives outlined in the Québec Strategy for Biological Diversity;
- the targeting of government action in terms of protected areas, harmonization of Québec's actions, and facilitating the contribution of private partners in accomplishing the objectives to increase the number, the percentage and the quality of the land involved as protected areas;
- a boosting of Québec's efforts on the world stage toward the preservation of biodiversity through its protected areas.

To attain these lofty objectives, **Québec must accomplish these interventions through three major approaches.**



First Approach

Building upon past achievements and focusing on the network

Québec already has in place a series of legislative and administrative mechanisms suitable for the creation of newly protected areas. Indeed, it now has better knowledge of its biodiversity and has culled information on certain natural settings that merit protection. In addition to having already set up several protected areas, Québec took the appropriate steps to put certain other areas aside for such purpose.

Beyond such achievements, what is now needed is a unified viewpoint, or a more harmonized intervention framework for enhancing our protected areas. The time has come to update the concept of an "integrated network" according to which each stakeholder, while remaining independent, will allow for the reaching of common objectives to protect a representative sampling of Québec's biodiversity, the sharing of common data bases, and the development of actions focused on a more complementary intervention of actions and the sharing of responsibilities.

Second Approach

Boosting the number, the percentage of land and the representativeness of protected areas

The objective set by Québec for 2005 is to designate somewhere near 8% of its land in the form of protected area.

A step to carry out is the compilation of representative samples of Quebec's entire biological diversity. The network must therefore concentrate on protecting samples representative of its biological diversity.

Third Approach

Promoting solidarity with regard to protected areas

Promoting solidarity among citizens and authorities – both public and private – responsible for developing and managing resources and land, with regard to protected areas is needed. It is the best way to guarantee a broader network of protected areas that is integrated, of good quality and that meets everyone's aspirations. Solidarity means that Québec's protected areas will become a challenge for Québec society as a whole whose accomplishment will represent a feat of which all citizens will be proud.



Strategic Government Guidelines

Acknowledging the need to improve the situation of protected areas in Québec, the government has set out a series of global principles and strategic guidelines; its commitments on this topic can be summarized as follows:

The government mandates the Minister of the Environment to coordinate the work of an interdepartmental committee charged with the preparation of a draft Québec Strategy for Protected Areas. The draft report must be submitted jointly with the Minister responsible for Wildlife and Parks and the Minister of Natural Resources for government adoption within one year's time.

- *In 1998, the Ministère de l'Environnement et de la Faune (today the Ministère de l'Environnement), kicked off, in cooperation with interdepartmental task forces, a study on protected areas. It has already published a directory and cartographical reference on Québec's protected areas, made observations and established approaches, as well as identifying current intervention programs with regard to protected areas.*
- *Developing a strategy for protected areas requires close collaboration with all concerned departments and agencies. An interdepartmental committee coordinated by the Ministère de l'Environnement will be formed to this end. In addition to this department, the committee will also include representatives from the Société de la faune et des parcs and the Ministère des Ressources naturelles, among other stakeholders.*

In order to direct the drafting of the Québec Strategy for Protected Areas, the government has adopted the global principles and strategic orientations, as follows:

Officially recognize the importance, on the ecological, economic and social levels, of protected areas and their benefits for all of Québec.

- *It is a sort of group insurance policy on nature that Québec is taking out to fulfill its objectives and commitments with regard to the preservation of biological diversity and sustainable development.*
- *The adoption of a strategy for protected areas is a cornerstone in maintaining an open and unrestricted access to foreign markets for its biological resources.*

Adopt objectives and strategies with a view to expanding the present-day network of protected areas:

- by the year 2005, increase the tracts of land designated as protected areas to close to 8% of Québec's territory;
- finalize current plans and carry out prior commitments taken when putting aside certain tracts in view of creating protected areas;
- see to it that the choice of protected areas target the protection of representative samples of our biodiversity as defined by an ecological reference framework. In this way, the government will ensure that the network of protected areas is aimed at satisfactorily preserving Québec's representative biological diversity;
- *The network of protected areas in Québec will focus on the preservation of representative sampling of our biodiversity, both on land and water, and in lakes and rivers alike.*
- *The network shall also attempt to preserve sensitive areas or exceptional settings as well as the habitats of threatened or vulnerable species.*

Integrate protected areas into all processes governing the use of land, the allocation of resources, as well as the rights and privileges linked to public land and resources

- *The government pledges that all plans for the use of land in the public domain, development schemes, regional strategies, the allocation of resources and the granting of rights shall take into consideration the need to establish a network of protected areas in Québec.*

Encourage the participation of the major stakeholders and concerned organizations in the drafting of a strategy on protected areas. Native communities will also be called upon to contribute to this project. Before submitting the draft report to the government, public consultations will be held.

Step up efforts to facilitate the conservation of protected areas on privately owned land by individuals, non-government conservation organizations and the private sector in general.

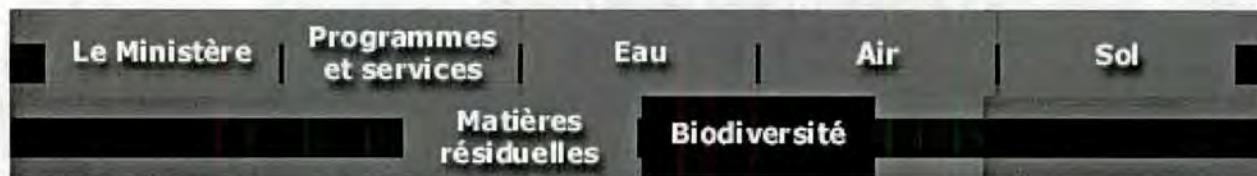
- *Oversee the passage of legislation to support private sector efforts.*

Ascertain the means with which to implement the strategy as well as the financial and economic fallout associated therewith.

The adoption of a strategy for protected areas constitutes a substantial investment that Québec intends to make to reap far-reaching benefits, even though some may appear intangible at first glance. Such investments could be made primarily as follows:

- *Updating our ecological expertise needed to validate the current choice of sites to be protected and determining new priorities.*
- *Consulting and cooperating with the general public and interest groups.*
- *Setting aside certain tracts of public land for the express creation of protected areas.*
- *Speeding up the process to designate protected areas already chosen or set aside for such purpose.*
- *Adopting measures to promote participation from the public in protecting natural sites on private land.*





Les aires protégées au Québec : une garantie pour l'avenir

Cadre d'orientation en vue d'une stratégie québécoise

- [Mot des ministres](#)
- [Les aires protégées au Québec](#)
- [Les bénéfices et les enjeux d'une stratégie sur les aires protégées](#)
 - [Bénéfices des aires protégées](#)
 - [Enjeux d'une stratégie sur les aires protégées](#)
 - [Premier enjeu : Bâtir sur les acquis et s'inscrire dans une approche réseau](#)
 - [Deuxième enjeu : Augmenter sensiblement le nombre, la superficie et la représentativité des aires protégées](#)
 - [Troisième enjeu : Promouvoir une solidarité collective à l'égard des aires protégées](#)
- [Les orientations stratégiques gouvernementales](#)
- [Annexe](#)
 - [Figure 1 - Les aires protégées au Québec, selon les catégories de l'UICN](#)
 - [Figure 2 - Répartition du nombre d'aires protégées au Québec, par désignation](#)
 - [Figure 3 - Répartition du nombre d'aires protégées au Québec, par entité biogéographique](#)
 - [Figure 4 - Répartition du pourcentage de la superficie des aires protégées au Québec, par entité biogéographique](#)
 - [Figure 5 - Évolution du pourcentage de la superficie d'aires protégées au Québec et dans le monde](#)
 - [Figure 6 - Répartition des aires protégées au Québec, par classe de superficie](#)
 - [Tableau - Synthèse de la répartition des aires protégées au Québec](#)
- [Version PDF, 460 ko](#)
- [Autres documents de la collection Les aires protégées au Québec : une garantie pour l'avenir](#)



Mot de ministres

Au cours des ans, le Québec s'est donné des objectifs élevés en matière de sauvegarde de sa diversité biologique. Il a adopté plusieurs lois et mis en œuvre un ensemble de mesures financières et administratives pour s'assurer que ses écosystèmes, ses espèces et, de façon générale, la nature puissent être préservés tout en permettant l'expansion de nombreuses activités économiques.

Cependant, comme partout ailleurs, nous assistons à des développements de plus en plus importants, qui s'accroissent et qui ont des impacts significatifs sur le milieu naturel. Malgré les meilleures façons de faire et l'adoption de pratiques de développement durable, lorsqu'un

territoire se développe, les mesures pour maintenir les écosystèmes bien vivants et assurer une bonne diversité biologique doivent être accrues.

De toute évidence, le Québec doit maintenir ses efforts collectifs et ses investissements pour rencontrer ses engagements internationaux et atteindre les hauts standards environnementaux reconnus. Il en va de la sauvegarde de notre environnement, de notre biodiversité, de notre économie et de notre qualité de vie.

Le cadre d'orientation présenté ici dresse un portrait des enjeux liés aux aires protégées et fait état des engagements gouvernementaux à cet égard. Il guidera notre réflexion pour doter le Québec d'une stratégie québécoise sur les aires protégées. Celle-ci sera élaborée au cours de la prochaine année avec les intervenants et organismes concernés, et sous la coordination du ministre de l'Environnement, responsable de l'application au Québec de la Convention sur la diversité biologique en collaboration avec le ministre des Ressources naturelles, responsable de la gestion des forêts, et le ministre responsable de la Faune et des Parcs. Aussi, toute la collectivité québécoise est invitée à participer pleinement aux grands défis que pose la mise en place d'une telle stratégie.

PAUL BÉGIN
Ministre de l'Environnement

GUY CHEVRETTE
Ministre responsable de la Faune et
des Parcs

JACQUES BRASSARD
Ministre des Ressources naturelles



Les aires protégées au Québec

Le Québec compte quelque 1 100 sites naturels qui répondent à la définition suivante d'une aire protégée : « *une portion de terre, de milieu aquatique ou de milieu marin, géographiquement délimitée, vouée spécialement à la protection et au maintien de la diversité biologique, aux ressources naturelles et culturelles associées ; pour ces fins, cet espace géographique doit être légalement désigné, réglementé et administré par des moyens efficaces, juridiques ou autres* ».

L'ensemble de ces milieux naturels sont réglementés et gérés en fonction de 17 désignations juridiques ou administratives différentes. Parmi ces appellations, mentionnons les habitats fauniques, les parcs nationaux, les parcs québécois, les réserves écologiques, les rivières à saumon, etc. Tous ces statuts de protection se rattachent à l'une ou l'autre des six grandes catégories internationales d'aires protégées définies en 1994 par l'Union mondiale pour la nature (UICN).

Le Québec conserve ainsi environ 2,8 % de son territoire sous la forme d'aires protégées.



Les bénéfices et les enjeux d'une stratégie sur les aires protégées

Bénéfices des aires protégées

Une aire protégée vise avant tout la conservation des espèces et de leur variabilité génétique ainsi que le maintien des processus naturels et des écosystèmes qui entretiennent la vie et ses diverses expressions.

Les aires protégées ne sont pas le seul mécanisme de sauvegarde de la biodiversité, mais elles constituent certainement la pierre angulaire dont chaque gouvernement doit tenir compte pour l'atteinte des objectifs de maintien et d'utilisation durable de la biodiversité, de même que pour la réalisation de ses engagements par rapport à la Convention sur la diversité biologique.

Les espaces protégés procurent des bénéfices de première importance sur le plan écologique, comme la production d'oxygène, la création et la protection des sols, l'absorption et la réduction des polluants, l'amélioration des conditions climatiques locales et régionales, la conservation des nappes aquifères, la régularisation et la purification des cours d'eau. C'est le moyen le plus sûr et le moins coûteux de protection des espèces et des milieux.

Les aires protégées sont des laboratoires en milieu naturel. Elles permettent en tout temps d'obtenir des données uniques sur le fonctionnement des écosystèmes et sur les espèces. Elles sont aussi des lieux par excellence pour la récréation de plein air favorisant un bien-être physique et mental.

Sur le plan économique, les aires protégées favorisent la diversification des économies locales et régionales. Elles contribuent à sauvegarder un potentiel biologique qui constitue une ressource naturelle renouvelable à la base du maintien d'activités telles que la chasse, la pêche et le piégeage. De façon très significative, elles soutiennent l'industrie touristique et l'industrie écotouristique, qui sont en plein essor.

De plus, elles représentent actuellement des constituantes importantes de la gestion durable des forêts.



Enjeux d'une stratégie sur les aires protégées

Le Québec doit adopter une approche nouvelle, intégrée, unifiée, cohérente et susceptible d'être partagée par tous :

- pour augmenter sensiblement la contribution du Québec à l'effort international en faveur des aires protégées, effort qui équivalait en 1996 à une superficie moyenne de l'ordre de 8,8 %;
- pour garantir au réseau québécois d'aires protégées une bonne et adéquate représentation d'échantillons de toute la diversité biologique du Québec;
- pour développer une vision intégrée et concertée du réseau québécois d'aires protégées;
- pour partager un même cadre écologique de référence permettant d'évaluer la biodiversité du Québec à divers niveaux de perception afin d'apprécier la contribution de chaque aire protégée à la conservation de la diversité biologique et de planifier les interventions futures;
- pour intégrer les aires protégées dans un processus d'aménagement du territoire et d'utilisation durable des ressources.

Cette approche devrait permettre :

- d'affirmer l'importance et la place des aires protégées comme un des moyens de sauvegarde de la biodiversité et de soutien au développement local et régional, notamment en fonction de nouvelles activités économiques telles que le tourisme et l'écotourisme, ainsi que de maintien des bénéfices financiers actuels découlant de l'exploitation de la biodiversité ;
- de déterminer les choix et les actions prioritaires de création des aires protégées en vue de l'atteinte des objectifs de conservation et de développement durable de la Stratégie québécoise sur la diversité biologique ;
- de situer l'action gouvernementale en matière d'aires protégées, d'harmoniser les actions du Québec et de faciliter la contribution des partenaires privés à la réalisation des objectifs d'augmentation du nombre, de la superficie et de la qualité des aires protégées ;
- finalement, d'accroître sensiblement l'effort du Québec à l'échelle mondiale pour la sauvegarde de la biodiversité par les aires protégées.

Pour atteindre ces objectifs, le Québec doit réaliser ses interventions selon trois grands enjeux.



Premier enjeu : Bâtir sur les acquis et s'inscrire dans une approche réseau

Le Québec dispose déjà d'un ensemble de moyens législatifs et administratifs appropriés pour la création de nouvelles aires protégées. Il possède maintenant une meilleure connaissance de sa diversité biologique et détient de l'information sur certains milieux naturels qui devraient faire l'objet d'une protection. Par ailleurs, en plus d'avoir créé plusieurs aires protégées, il a eu la prudence de mettre certains territoires sous réserve à cette fin.

Au-delà de ces acquis, le défi qui se présente est d'adopter une vision unifiée, un cadre d'intervention plus harmonisé pour le développement de nos aires protégées. Il faut maintenant actualiser le concept de "réseau intégré", selon lequel chaque partie, tout en gardant ses caractéristiques propres, contribuera à l'atteinte d'objectifs communs de protection de la biodiversité représentative du Québec, utilisera des connaissances communes et s'inscrira dans un cadre d'intervention axé sur la complémentarité des actions et le partage des responsabilités.

Deuxième enjeu : Augmenter sensiblement le nombre, la superficie et la représentativité des aires protégées

D'ici 2005, le Québec s'est donné comme objectif d'atteindre une superficie en aires protégées de l'ordre de 8 %.

Par ailleurs, la présence d'échantillons représentatifs de toute la diversité biologique du Québec constitue un objectif à réaliser. Il faudra que ce réseau soit axé sur la protection d'échantillons représentatifs de sa diversité biologique.

Troisième enjeu : Promouvoir une solidarité collective à l'égard des aires protégées

Promouvoir une solidarité collective à l'égard des aires protégées chez les citoyens et les responsables — publics et privés — du développement et de la gestion des ressources et du territoire constitue la façon de garantir au Québec un réseau d'aires protégées plus étendu, intégré, de qualité et répondant aux aspirations de tous. Cette solidarité devrait faire en sorte que les aires protégées deviennent un défi collectif pour la société québécoise tout entière et une réalisation de grande fierté.



Les orientations stratégiques gouvernementales

Face à la nécessité d'améliorer la situation des aires protégées au Québec, le gouvernement a décidé d'un ensemble de principes et d'orientations stratégiques globales en cette matière. Ces engagements se résument comme suit.

Le gouvernement mandate le ministre de l'Environnement pour coordonner les travaux d'un comité interministériel chargé de la préparation d'un projet de stratégie québécoise sur les aires protégées. Ce projet devra être déposé conjointement avec le ministre responsable de la Société de la faune et des parcs et le ministre des Ressources naturelles auprès du gouvernement pour adoption d'ici un an.

- *En 1998, le ministère de l'Environnement et de la Faune (aujourd'hui le ministère de l'Environnement) a amorcé, en collaboration avec des groupes de travail interministériels, une réflexion par rapport aux aires protégées. Il a déjà préparé un répertoire et une cartographie sur les aires protégées du Québec, défini les constats et les enjeux et identifié les mesures actuelles d'intervention en matière d'aires protégées.*
- *L'élaboration d'une stratégie sur les aires protégées exigera une étroite collaboration de tous les ministères et organismes concernés. Un comité interministériel coordonné par le ministère de l'Environnement sera créé à cette fin. Outre le ministère de l'Environnement, ce comité comprendra notamment la Société de la faune et des parcs et le ministère des Ressources naturelles.*

Pour orienter la rédaction du projet de stratégie sur les aires protégées, le gouvernement adopte les principes et orientations stratégiques globales suivants.

Reconnaître officiellement l'importance, sur les plans écologique, économique et social, des aires protégées et de leurs bénéfices pour l'ensemble du Québec

- *C'est une police d'assurance sur la nature que prend le Québec pour réaliser ses objectifs et ses engagements concernant la sauvegarde de la diversité biologique et le développement durable.*
- *L'adoption d'une stratégie sur les aires protégées constitue une assise pour maintenir un accès ouvert aux marchés extérieurs pour ses ressources biologiques.*

Adopter des objectifs et des mesures en vue de l'expansion du réseau actuel des aires protégées :

- augmenter, d'ici l'an 2005, la superficie en aires protégées, de manière à atteindre une représentation de l'ordre de 8 % du territoire du Québec ;
- compléter les planifications actuelles et réaliser les engagements antérieurs, pris lors de la mise en réserve de territoires à des fins de création d'aires protégées ;
- veiller à ce que les aires protégées soient axées sur la sauvegarde d'échantillons représentatifs de la diversité biologique, telle que définie par un cadre écologique de référence. De cette façon, le gouvernement s'assure que le réseau d'aires protégées visera à sauvegarder adéquatement la diversité biologique représentative du Québec.

- *Le réseau des aires protégées du Québec sera axé sur la sauvegarde d'échantillons représentatifs de la diversité biologique, tant terrestre, aquatique, estuarienne que marine.*
- *Le réseau devra aussi s'intéresser à la sauvegarde des milieux fragiles ou exceptionnels et aux habitats d'espèces menacées ou vulnérables.*

Intégrer les aires protégées dans tous les processus d'affectation du territoire, d'allocation de ressources, de droits et de privilèges liés au territoire et de ressources à caractère public

- *Le gouvernement devra s'assurer que les plans d'affectation des terres du domaine public, les schémas d'aménagement, les planifications stratégiques régionales, les allocations de droits et de ressources prendront en considération la nécessité d'établir au Québec un réseau d'aires protégées.*

Mettre à contribution les principaux intervenants et les organismes concernés pour l'élaboration d'un projet de stratégie sur les aires protégées. La participation des communautés autochtones sera aussi sollicitée pour la rédaction de ce projet. Avant la présentation du projet au gouvernement, une consultation sera tenue

Intensifier les efforts pour faciliter la conservation d'aires protégées en terres privées par les individus, les organismes non gouvernementaux de conservation et le secteur privé en général.

- *Voir à l'adoption de législations en soutien aux efforts du secteur privé.*

Identifier les moyens de mise en œuvre de la stratégie et les impacts financiers et économiques associés à son implantation

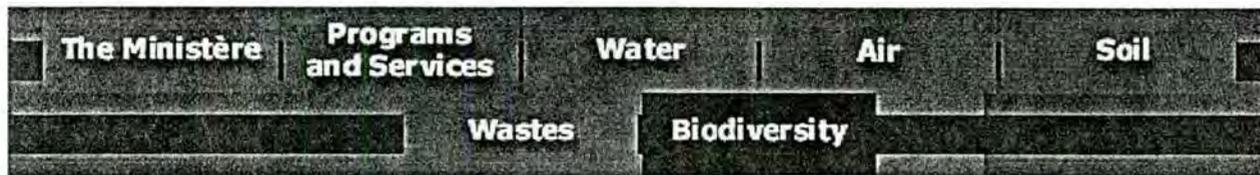
L'adoption d'une stratégie sur les aires protégées constitue un investissement important que le Québec compte faire afin de réaliser des bénéfices d'envergure, même si certains peuvent paraître intangibles à première vue. Ces investissements pourraient se faire notamment dans les secteurs qui suivent :

- *Perfectionnement de la connaissance écologique nécessaire pour la validation des choix actuels de sites à protéger et l'établissement de nouvelles priorités.*

- *Consultation et concertation de la population et des groupes d'intérêt.*
- *Mise en réserve de certains territoires publics aux fins de création d'aires protégées.*
- *Accélération de la création d'aires protégées déjà planifiées ou d'aires déjà réservées à cette fin.*
- *Adoption de mesures pour favoriser la participation de la population à la protection de sites naturels en milieu privé.*



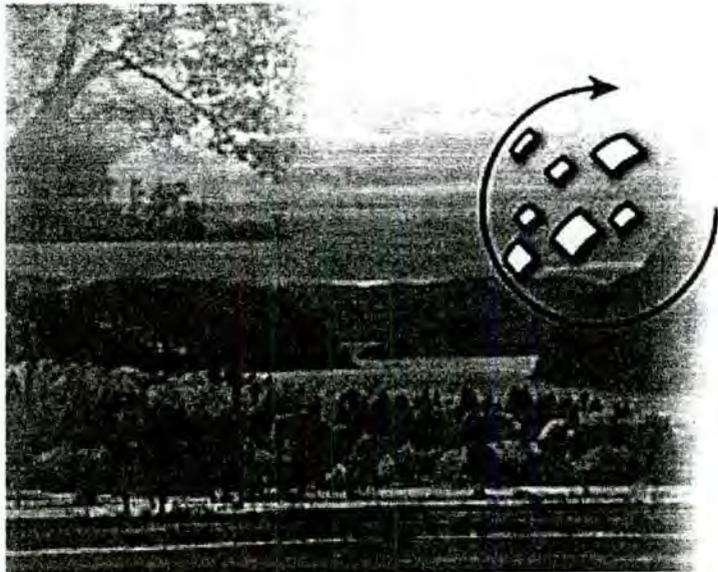
© Gouvernement du Québec, 2000



Protected areas in Québec : a pledge for the future

Government guidelines with a view to adopting a Québec strategy

- [A Word from the Ministers](#)
- [Protected Areas in Québec](#)
- [The Advantages and Challenges of a Strategy targetting Protected Areas](#)
 - [The Benefits Proffered by Protected Areas](#)
 - [The Challenges of Adopting a Strategy for Protected Areas](#)
 - [First Approach : Building upon past achievements and focusing on the network](#)
 - [Second Approach : Boosting the number, the percentage of land and the representativeness of protected areas](#)
 - [Third Approach : Promoting solidarity with regard to protected areas](#)
- [Strategic Government Guidelines](#)
- [Appendix](#)
 - [Figure 1 - Protected areas in Québec, according to IUCN categories](#)
 - [Figure 2 - Distribution of protected areas in Québec according to number and designation](#)
 - [Figure 3 - Distribution of protected areas in Québec according to number and biogeographic entity](#)
 - [Figure 4 - Distribution of protected areas in Québec according to land area percentage and biogeographic entity](#)
 - [Figure 5 - Variation in percentage of land area covered by protected areas in Québec and worldwide](#)
 - [Figure 6 - Distribution of protected areas in Québec according to land area group](#)
 - [Table - Protected areas in Québec: distribution highlights](#)



A Word from the Ministers

Throughout the years, Québec has adopted lofty objectives in terms of the conservation of its biological diversity. It has passed several pieces of legislation and implemented a series of financial and administrative mechanisms to ensure that its ecosystems, its species and, in a general fashion, nature itself may be preserved, all the while permitting the development of a number of economic activities.

Nevertheless, as we see happening elsewhere, we are witness to increasingly large-scale developments in a faster mode and which have significant impact on the natural environment. Despite improved techniques and

approaches, and regardless of the practices of sustainable development that have been embraced, the more development that takes place on a given territory and the more its resources are utilized, the more we must intensify measures to maintain viable ecosystems and ensure an acceptable range of biodiversity.

It is clear that Québec, as a society, must maintain its effort and investment to fulfill its international commitments and attain the high international standards. This action shall constitute the cornerstone to ensure the preservation of our environment, our biodiversity, our economy and our quality of life.

The following guidelines outline the challenges related to protected areas as well as government commitments made with respect to these areas. They are intended to guide us in our effort to adopt a Québec strategy on protected areas. This strategy will be developed over the coming year in close cooperation with concerned stakeholders and organizations under the supervision of the Minister of the Environment, who is responsible for the application in Québec of the Convention on Biological Diversity and will be acting in collaboration with the Minister of Natural Resources responsible for the management of forests and the Minister responsible for Wildlife and Parks. We are appealing to all Quebecers to wholeheartedly take up the challenge we face in implementing a strategy for protected areas.

PAUL BÉGIN
Minister of the Environment

GUY CHEVRETTE
Minister responsible for
Société de la faune et des parcs

JACQUES BRASSARD
Minister responsible for Minister of
Natural Resources



Protected Areas in Québec

There are some 1,100 natural sites in Québec that meet the definition of "protected area", as follows: "areas of land and/or sea especially dedicated to the protection and maintenance of biological diversity, and of natural and associated cultural resources, and managed through legal or other effective means".

All these natural sites are regulated and administered according to the 17 different judicial or administrative designations. Among such designations, we might mention wildlife habitats, national parks, Québec parks, ecological reserves, salmon rivers, and the list goes on. The status of protected area corresponds to one of the six major international categories of protected areas as defined in 1994 by the World Conservation Union (IUCN).

By adhering to these standards, Québec has designated 2.8% of its land in the form of protected areas.



The Advantages and Challenges of a Strategy targetting Protected Areas

The Benefits Proffered by Protected Areas

Protected areas are primarily designed to preserve species and their genetic variability as well as maintaining the natural processes and ecosystems that sustain life in its various expressions.

Protected areas are not the only mechanism for maintaining biodiversity, but they certainly constitute the cornerstone on which every government must rely to attain the objectives of the preservation and the sustainable use of biodiversity, as well as respecting the commitments made pursuant to the Convention on Biological Diversity.

Protected areas have the utmost to offer in terms of the ecology, such as the production of oxygen, the creation and protection of soil, the absorption and reduction of pollutants, the improvement in local and regional weather conditions, the conservation of groundwater aquifers, and the flow control and purification of watercourses. It is the surest and cheapest way to protect species and natural settings.

Protected areas are laboratories in nature. At any given time, they can provide us with unique data on how ecosystems function and on the species that live there. They are also a prized setting for people's recreational and outdoor activities that contribute to our physical and mental well-being.

In terms of economic benefits, protected areas are a boon for the diversification of local and regional economies. They help preserve a biological potential that constitutes a renewable natural resource on which certain activities depend,

such as is the case with hunting, fishing and trapping. They contribute to the tourist industry in a very significant way, particularly ecotourism, which is gaining rapidly in popularity.

These days, protected areas represent one of the major components for the sustainable management of forests.



The Challenges of Adopting a Strategy for Protected Areas

Québec must adopt a new approach to this issue that is integrated, unified, cohesive and likely to be embraced by all:

- to considerably increase Quebec's contribution to the international effort to promote protected areas, an effort that resulted in 8.8% of our land designated as protected areas in 1996;
- to see to it that the Québec network of protected areas has a fair and sufficient representation of samples of Québec's biodiversity;
- to foster an integrated and concerted viewpoint of Québec's network of protected areas;
- to share the same ecological reference framework that will allow for the assessment of Québec's biodiversity according to different levels of appreciation, in order to ascertain the contribution of each protected area in the conservation of biological diversity and to plan future interventions;
- to have the notion of protected areas mesh with existing mechanisms of regional land planning and development and sustainable resource use.

Such an approach should allow for:

- the affirmation of the importance and status of protected areas as one of the means to preserve biodiversity and support local and regional development, specifically with regard to new economic activities such as local tourism and ecotourism and the maintenance of the current financial benefits arising from the use of biodiversity resources;
- the determination of choices and priority actions concerning the creation of protected areas that pursue the achievement of the conservation and sustainable development objectives outlined in the Québec Strategy for Biological Diversity;
- the targetting of government action in terms of protected areas, harmonization of Québec's actions, and facilitating the contribution of private partners in accomplishing the objectives to increase the number, the percentage and the quality of the land involved as protected areas;
- a boosting of Québec's efforts on the world stage toward the preservation of biodiversity through its protected areas.

To attain these lofty objectives, **Québec must accomplish these interventions through three major approaches.**



First Approach

Building upon past achievements and focusing on the network

Québec already has in place a series of legislative and administrative mechanisms suitable for the creation of newly protected areas. Indeed, it now has better knowledge of its biodiversity and has culled information on certain natural settings that merit protection. In addition to having already set up several protected areas, Québec took the appropriate steps to put certain other areas aside for such purpose.

Beyond such achievements, what is now needed is a unified viewpoint, or a more harmonized intervention framework for enhancing our protected areas. The time has come to update the concept of an "integrated network" according to which each stakeholder, while remaining independent, will allow for the reaching of common objectives to protect a representative sampling of Québec's biodiversity, the sharing of common data bases, and the development of actions focused on a more complementary intervention of actions and the sharing of responsibilities.

Second Approach

Boosting the number, the percentage of land and the representativeness of protected areas

The objective set by Québec for 2005 is to designate somewhere near 8% of its land in the form of protected area.

A step to carry out is the compilation of representative samples of Québec's entire biological diversity. The network must therefore concentrate on protecting samples representative of its biological diversity.

Third Approach

Promoting solidarity with regard to protected areas

Promoting solidarity among citizens and authorities – both public and private – responsible for developing and managing resources and land, with regard to protected areas is needed. It is the best way to guarantee a broader network of protected areas that is integrated, of good quality and that meets everyone's aspirations. Solidarity means that Québec's protected areas will become a challenge for Québec society as a whole whose accomplishment will represent a feat of which all citizens will be proud.



Strategic Government Guidelines

Acknowledging the need to improve the situation of protected areas in Québec, the government has set out a series of global principles and strategic guidelines; its commitments on this topic can be summarized as follows:

The government mandates the Minister of the Environment to coordinate the work of an interdepartmental committee charged with the preparation of a draft Québec Strategy for Protected Areas. The draft report must be submitted jointly with the Minister responsible for Wildlife and Parks and the Minister of Natural Resources for government adoption within one year's time.

- *In 1998, the Ministère de l'Environnement et de la Faune (today the Ministère de l'Environnement), kicked off, in cooperation with interdepartmental task forces, a study on protected areas. It has already published a directory and cartographical reference on Québec's protected areas, made observations and established approaches, as well as identifying current intervention programs with regard to protected areas.*
- *Developing a strategy for protected areas requires close collaboration with all concerned departments and agencies. An interdepartmental committee coordinated by the Ministère de l'Environnement will be formed to this end. In addition to this department, the committee will also include representatives from the Société de la faune et des parcs and the Ministère des Ressources naturelles, among other stakeholders.*

In order to direct the drafting of the Québec Strategy for Protected Areas, the government has adopted the global principles and strategic orientations, as follows:

Officially recognize the importance, on the ecological, economic and social levels, of protected areas and their benefits for all of Québec.

- *It is a sort of group insurance policy on nature that Québec is taking out to fulfill its objectives and commitments with regard to the preservation of biological diversity and sustainable development.*
- *The adoption of a strategy for protected areas is a cornerstone in maintaining an open and unrestricted access to foreign markets for its biological resources.*

Adopt objectives and strategies with a view to expanding the present-day network of protected areas:

- by the year 2005, increase the tracts of land designated as protected areas to close to 8% of Québec's territory;
- finalize current plans and carry out prior commitments taken when putting aside certain tracts in view of creating protected areas;
- see to it that the choice of protected areas target the protection of representative samples of our biodiversity as defined by an ecological reference framework. In this way, the government will ensure that the network of protected areas is aimed at satisfactorily preserving Québec's representative biological diversity;
- *The network of protected areas in Québec will focus on the preservation of representative sampling of our biodiversity, both on land and water, and in lakes and rivers alike.*
- *The network shall also attempt to preserve sensitive areas or exceptional settings as well as the habitats of threatened or vulnerable species.*

Integrate protected areas into all processes governing the use of land, the allocation of resources, as well as the rights and privileges linked to public land and resources

- *The government pledges that all plans for the use of land in the public domain, development schemes, regional strategies, the allocation of resources and the granting of rights shall take into consideration the need to establish a network of protected areas in Québec.*

Encourage the participation of the major stakeholders and concerned organizations in the drafting of a strategy on protected areas. Native communities will also be called upon to contribute to this project. Before submitting the draft report to the government, public consultations will be held.

Step up efforts to facilitate the conservation of protected areas on privately owned land by individuals, non-government conservation organizations and the private sector in general.

- *Oversee the passage of legislation to support private sector efforts.*

Ascertain the means with which to implement the strategy as well as the financial and economic fallout associated therewith.

The adoption of a strategy for protected areas constitutes a substantial investment that Québec intends to make to reap far-reaching benefits, even though some may appear intangible at first glance. Such investments could be made primarily as follows:

- *Updating our ecological expertise needed to validate the current choice of sites to be protected and determining new priorities.*
- *Consulting and cooperating with the general public and interest groups.*
- *Setting aside certain tracts of public land for the express creation of protected areas.*
- *Speeding up the process to designate protected areas already chosen or set aside for such purpose.*
- *Adopting measures to promote participation from the public in protecting natural sites on private land.*





Les aires protégées au Québec : une garantie pour l'avenir

Cadre d'orientation en vue d'une stratégie québécoise

- [Mot des ministres](#)
- [Les aires protégées au Québec](#)
- [Les bénéfices et les enjeux d'une stratégie sur les aires protégées](#)
 - [Bénéfices des aires protégées](#)
 - [Enjeux d'une stratégie sur les aires protégées](#)
 - [Premier enjeu : Bâtir sur les acquis et s'inscrire dans une approche réseau](#)
 - [Deuxième enjeu : Augmenter sensiblement le nombre, la superficie et la représentativité des aires protégées](#)
 - [Troisième enjeu : Promouvoir une solidarité collective à l'égard des aires protégées](#)
- [Les orientations stratégiques gouvernementales](#)
- [Annexe](#)
 - [Figure 1 - Les aires protégées au Québec, selon les catégories de l'UICN](#)
 - [Figure 2 - Répartition du nombre d'aires protégées au Québec, par désignation](#)
 - [Figure 3 - Répartition du nombre d'aires protégées au Québec, par entité biogéographique](#)
 - [Figure 4 - Répartition du pourcentage de la superficie des aires protégées au Québec, par entité biogéographique](#)
 - [Figure 5 - Évolution du pourcentage de la superficie d'aires protégées au Québec et dans le monde](#)
 - [Figure 6 - Répartition des aires protégées au Québec, par classe de superficie](#)
 - [Tableau - Synthèse de la répartition des aires protégées au Québec](#)
- [Version PDF, 460 ko](#)
- [Autres documents de la collection Les aires protégées au Québec : une garantie pour l'avenir](#)

Mot des ministres

Au cours des ans, le Québec s'est donné des objectifs élevés en matière de sauvegarde de sa diversité biologique. Il a adopté plusieurs lois et mis en œuvre un ensemble de mesures financières et administratives pour s'assurer que ses écosystèmes, ses espèces et, de façon générale, la nature puissent être préservés tout en permettant l'expansion de nombreuses activités économiques.

Cependant, comme partout ailleurs, nous assistons à des développements de plus en plus importants, qui s'accroissent et qui ont des impacts significatifs sur le milieu naturel. Malgré les meilleures façons de faire et l'adoption de pratiques de développement durable, lorsqu'un

territoire se développe, les mesures pour maintenir les écosystèmes bien vivants et assurer une bonne diversité biologique doivent être accrues.

De toute évidence, le Québec doit maintenir ses efforts collectifs et ses investissements pour rencontrer ses engagements internationaux et atteindre les hauts standards environnementaux reconnus. Il en va de la sauvegarde de notre environnement, de notre biodiversité, de notre économie et de notre qualité de vie.

Le cadre d'orientation présenté ici dresse un portrait des enjeux liés aux aires protégées et fait état des engagements gouvernementaux à cet égard. Il guidera notre réflexion pour doter le Québec d'une stratégie québécoise sur les aires protégées. Celle-ci sera élaborée au cours de la prochaine année avec les intervenants et organismes concernés, et sous la coordination du ministre de l'Environnement, responsable de l'application au Québec de la Convention sur la diversité biologique en collaboration avec le ministre des Ressources naturelles, responsable de la gestion des forêts, et le ministre responsable de la Faune et des Parcs. Aussi, toute la collectivité québécoise est invitée à participer pleinement aux grands défis que pose la mise en place d'une telle stratégie.

PAUL BÉGIN
Ministre de l'Environnement

GUY CHEVRETTE
Ministre responsable de la Faune et
des Parcs

JACQUES BRASSARD
Ministre des Ressources naturelles



Les aires protégées au Québec

Le Québec compte quelque 1 100 sites naturels qui répondent à la définition suivante d'une aire protégée : « une portion de terre, de milieu aquatique ou de milieu marin, géographiquement délimitée, vouée spécialement à la protection et au maintien de la diversité biologique, aux ressources naturelles et culturelles associées ; pour ces fins, cet espace géographique doit être légalement désigné, réglementé et administré par des moyens efficaces, juridiques ou autres ».

L'ensemble de ces milieux naturels sont réglementés et gérés en fonction de 17 désignations juridiques ou administratives différentes. Parmi ces appellations, mentionnons les habitats fauniques, les parcs nationaux, les parcs québécois, les réserves écologiques, les rivières à saumon, etc. Tous ces statuts de protection se rattachent à l'une ou l'autre des six grandes catégories internationales d'aires protégées définies en 1994 par l'Union mondiale pour la nature (UICN).

Le Québec conserve ainsi environ 2,8 % de son territoire sous la forme d'aires protégées.



Les bénéfices et les enjeux d'une stratégie sur les aires protégées

Bénéfices des aires protégées

Une aire protégée vise avant tout la conservation des espèces et de leur variabilité génétique ainsi que le maintien des processus naturels et des écosystèmes qui entretiennent la vie et ses diverses expressions.

Les aires protégées ne sont pas le seul mécanisme de sauvegarde de la biodiversité, mais elles constituent certainement la pierre angulaire dont chaque gouvernement doit tenir compte pour l'atteinte des objectifs de maintien et d'utilisation durable de la biodiversité, de même que pour la réalisation de ses engagements par rapport à la Convention sur la diversité biologique.

Les espaces protégés procurent des bénéfices de première importance sur le plan écologique, comme la production d'oxygène, la création et la protection des sols, l'absorption et la réduction des polluants, l'amélioration des conditions climatiques locales et régionales, la conservation des nappes aquifères, la régularisation et la purification des cours d'eau. C'est le moyen le plus sûr et le moins coûteux de protection des espèces et des milieux.

Les aires protégées sont des laboratoires en milieu naturel. Elles permettent en tout temps d'obtenir des données uniques sur le fonctionnement des écosystèmes et sur les espèces. Elles sont aussi des lieux par excellence pour la récréation de plein air favorisant un bien-être physique et mental.

Sur le plan économique, les aires protégées favorisent la diversification des économies locales et régionales. Elles contribuent à sauvegarder un potentiel biologique qui constitue une ressource naturelle renouvelable à la base du maintien d'activités telles que la chasse, la pêche et le piégeage. De façon très significative, elles soutiennent l'industrie touristique et l'industrie écotouristique, qui sont en plein essor.

De plus, elles représentent actuellement des constituantes importantes de la gestion durable des forêts.



Enjeux d'une stratégie sur les aires protégées

Le Québec doit adopter une approche nouvelle, intégrée, unifiée, cohérente et susceptible d'être partagée par tous :

- pour augmenter sensiblement la contribution du Québec à l'effort international en faveur des aires protégées, effort qui équivalait en 1996 à une superficie moyenne de l'ordre de 8,8 %;
- pour garantir au réseau québécois d'aires protégées une bonne et adéquate représentation d'échantillons de toute la diversité biologique du Québec;
- pour développer une vision intégrée et concertée du réseau québécois d'aires protégées;
- pour partager un même cadre écologique de référence permettant d'évaluer la biodiversité du Québec à divers niveaux de perception afin d'apprécier la contribution de chaque aire protégée à la conservation de la diversité biologique et de planifier les interventions futures;
- pour intégrer les aires protégées dans un processus d'aménagement du territoire et d'utilisation durable des ressources.

Cette approche devrait permettre :

- d'affirmer l'importance et la place des aires protégées comme un des moyens de sauvegarde de la biodiversité et de soutien au développement local et régional, notamment en fonction de nouvelles activités économiques telles que le tourisme et l'écotourisme, ainsi que de maintien des bénéfices financiers actuels découlant de l'exploitation de la biodiversité ;
- de déterminer les choix et les actions prioritaires de création des aires protégées en vue de l'atteinte des objectifs de conservation et de développement durable de la Stratégie québécoise sur la diversité biologique ;
- de situer l'action gouvernementale en matière d'aires protégées, d'harmoniser les actions du Québec et de faciliter la contribution des partenaires privés à la réalisation des objectifs d'augmentation du nombre, de la superficie et de la qualité des aires protégées ;
- finalement, d'accroître sensiblement l'effort du Québec à l'échelle mondiale pour la sauvegarde de la biodiversité par les aires protégées.

Pour atteindre ces objectifs, le Québec doit réaliser ses interventions selon trois grands enjeux.



Premier enjeu : Bâtir sur les acquis et s'inscrire dans une approche réseau

Le Québec dispose déjà d'un ensemble de moyens législatifs et administratifs appropriés pour la création de nouvelles aires protégées. Il possède maintenant une meilleure connaissance de sa diversité biologique et détient de l'information sur certains milieux naturels qui devraient faire l'objet d'une protection. Par ailleurs, en plus d'avoir créé plusieurs aires protégées, il a eu la prudence de mettre certains territoires sous réserve à cette fin.

Au-delà de ces acquis, le défi qui se présente est d'adopter une vision unifiée, un cadre d'intervention plus harmonisé pour le développement de nos aires protégées. Il faut maintenant actualiser le concept de "réseau intégré", selon lequel chaque partie, tout en gardant ses caractéristiques propres, contribuera à l'atteinte d'objectifs communs de protection de la biodiversité représentative du Québec, utilisera des connaissances communes et s'inscrira dans un cadre d'intervention axé sur la complémentarité des actions et le partage des responsabilités.

Deuxième enjeu : Augmenter sensiblement le nombre, la superficie et la représentativité des aires protégées

D'ici 2005, le Québec s'est donné comme objectif d'atteindre une superficie en aires protégées de l'ordre de 8 %.

Par ailleurs, la présence d'échantillons représentatifs de toute la diversité biologique du Québec constitue un objectif à réaliser. Il faudra que ce réseau soit axé sur la protection d'échantillons représentatifs de sa diversité biologique.

Troisième enjeu : Promouvoir une solidarité collective à l'égard des aires protégées

Promouvoir une solidarité collective à l'égard des aires protégées chez les citoyens et les responsables — publics et privés — du développement et de la gestion des ressources et du territoire constitue la façon de garantir au Québec un réseau d'aires protégées plus étendu, intégré, de qualité et répondant aux aspirations de tous. Cette solidarité devrait faire en sorte que les aires protégées deviennent un défi collectif pour la société québécoise tout entière et une réalisation de grande fierté.



Les orientations stratégiques gouvernementales

Face à la nécessité d'améliorer la situation des aires protégées au Québec, le gouvernement a décidé d'un ensemble de principes et d'orientations stratégiques globales en cette matière. Ces engagements se résument comme suit.

Le gouvernement mandate le ministre de l'Environnement pour coordonner les travaux d'un comité interministériel chargé de la préparation d'un projet de stratégie québécoise sur les aires protégées. Ce projet devra être déposé conjointement avec le ministre responsable de la Société de la faune et des parcs et le ministre des Ressources naturelles auprès du gouvernement pour adoption d'ici un an.

- *En 1998, le ministère de l'Environnement et de la Faune (aujourd'hui le ministère de l'Environnement) a amorcé, en collaboration avec des groupes de travail interministériels, une réflexion par rapport aux aires protégées. Il a déjà préparé un répertoire et une cartographie sur les aires protégées du Québec, défini les constats et les enjeux et identifié les mesures actuelles d'intervention en matière d'aires protégées.*
- *L'élaboration d'une stratégie sur les aires protégées exigera une étroite collaboration de tous les ministères et organismes concernés. Un comité interministériel coordonné par le ministère de l'Environnement sera créé à cette fin. Outre le ministère de l'Environnement, ce comité comprendra notamment la Société de la faune et des parcs et le ministère des Ressources naturelles.*

Pour orienter la rédaction du projet de stratégie sur les aires protégées, le gouvernement adopte les principes et orientations stratégiques globales suivants.

- *Consultation et concertation de la population et des groupes d'intérêt.*
- *Mise en réserve de certains territoires publics aux fins de création d'aires protégées.*
- *Accélération de la création d'aires protégées déjà planifiées ou d'aires déjà réservées à cette fin.*
- *Adoption de mesures pour favoriser la participation de la population à la protection de sites naturels en milieu privé.*



© Gouvernement du Québec, 2000

To: CCEK-KEAC
From: Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>
Subject: KEAC --- Letter from KEQC president, P. Jacob.
Cc:
Bcc:
X-Attachments:

To all KEAC members,

On Tuesday, August 22nd, KEAC acknowledged receipt of a letter from the president of the KEQC (Kativik Environmental Quality Commission), Mr. Peter Jacob, with two documents attached: two letters addressed on July 28th, 2000, by Mr. Peter Jacob, pres. of the KEQC, to Mrs. Diane Jean, Deputy-minister of the Ministry of Environment.

The first letter (July 28, 2000) to Mrs. Jean is about waste material disposal sites in Nunavik. The second letter (July 28, 2000) attached is about a series of projects realised recently or in progress in Nunavik, all without authorisation from government authorities --- specially northern committees involved in environmental issues, federal and provincial. An english version of those two letters will be available in Puvirnitug. Meanwhile, the french version is available and can be sent (fax) --- contact Diane Dussault of the KEAC secretariat.

Yours truly,

R. Comtois
Secretary

N.B.: Find hereafter the english version of the letter (August 22nd, 2000) to the KEAC vice-president from the KEQC president --- our translation (R.C.):

August 22nd 2000

Monsieur Yves Désilets
Vice-président
Comité consultatif de l'environnement Kativik
675, boul. René-Lévesque Est
6e étage, boîte 83
Québec (Québec) G1R 5V7

Mr. Désilets,

Find enclosed copy of two letters transmitted recently to the Deputy-minister of Environment, both get on to items that could interest the Kativik Environmental Advisory Committee.

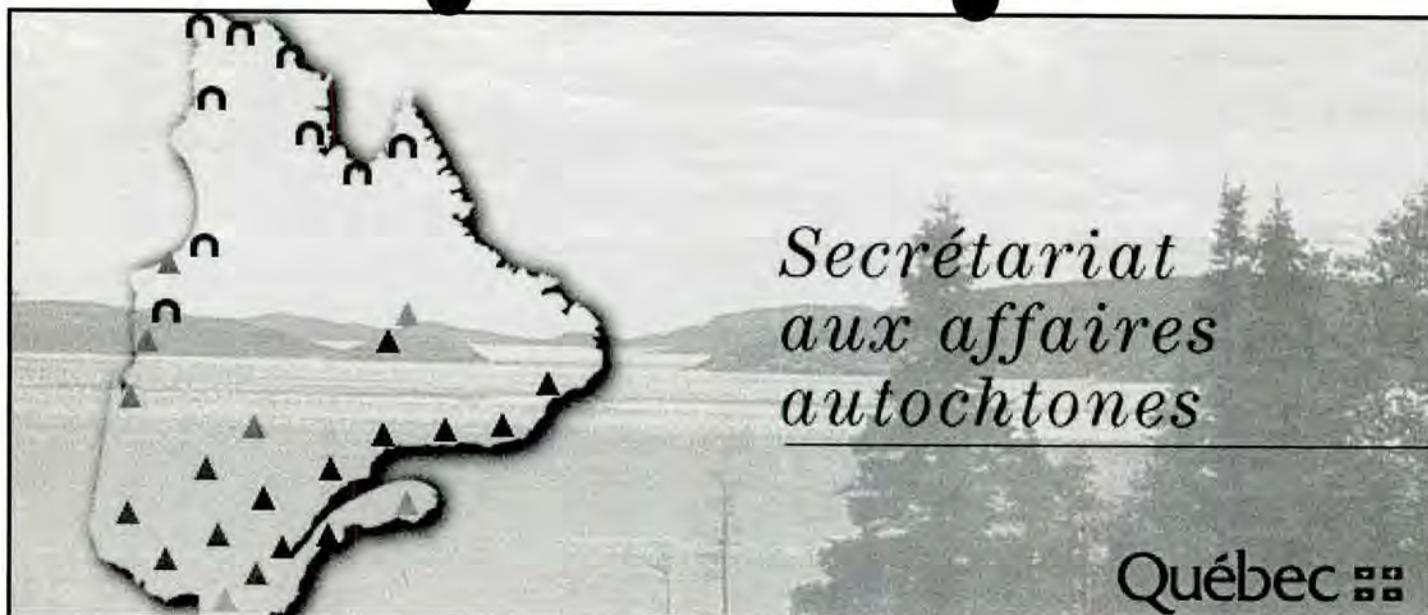
On the one hand, in the course of a waste material disposal site extension project in northern environment, submitted recently for the benefit of the community of Ivujivik, the Commission wonders about the efforts consented or the true possibilities to recycle materials which are accumulated in those sites of Nunavik for years. Furthermore, during a recent visit in Kuujuaq, the Commission took note that the recovery site for recyclable materials, located nearby the disposal site requested to be extended, will have to be closed, extended or relocated. But it seems, against all predictions done when those sites have been authorized, that the true recovery of those recyclable materials is causing problems to northern villages and that this situation will get worse if practical solutions are not found out.

On the other hand, in a second letter sent to the provincial administrator, we brought to her attention the new situation (according to us) about some projects in Nunavik realised recently or in progress which can bring confusion on the necessity to get the necessary environmental authorizations.

We would ask you, Mr. Désilets, to accept our most grateful thanks.

The President

(Diane Dussault signed for)
Peter Jacobs



FRAMEWORK AGREEMENT CONCERNING THE KATIVIK REGION

THE MINISTER FOR NATIVE AFFAIRS,

For and on behalf of the Gouvernement du Québec,

hereinafter the "Government",

AND

THE KATIVIK REGIONAL GOVERNMENT, acting through and represented by Johnny N. Adams, Chairman of the Executive Committee,

hereinafter the "KRG",

acknowledge that it is desirable to conclude a framework agreement concerning the Kativik region which comprises the following four sections:

- Section 1: Home ownership and social housing;
- Section 2: Municipal infrastructures;
- Section 3: Resource envelope for the development of Inuit communities;
- Section 4: KRG block funding.

Section 1: Home ownership and social housing

The parties undertake to:

- develop a new housing framework for the territory of the Kativik region which will promote home ownership and improve the management of social housing;
- implement this new framework through specific agreements to be reached no later than December 31, 1998.

These commitments are based on the following premises:

The Government agrees that the terms and conditions of the home ownership and social housing improvement objectives be set down in three separate agreements: one concerning home ownership, one concerning the sale of social housing units, and one concerning the management of social housing.

With respect to a home ownership program, the Government undertakes to:

- apply the terms and conditions of the draft agreement prepared by the KRG forwarded to the Société d'habitation du Québec on October 8, and approved in principle on the same date;
- allow individuals who built homes under the 1995 and 1997 pilot projects to elect to be governed by the standards and rules of the home ownership program;
- allow program clients who have begun home renovations in 1998 to be qualify retroactively for the home ownership program.

With respect to the sale of social housing units, the Government approves the principle and agrees that housing units should be sold to potential purchasers at very low prices. Furthermore, the Government affirms that, with the Société d'habitation du Québec, it is willing to begin negotiation as soon as possible with the Government of Canada and the Canadian Mortgage and Housing Corporation concerning the sale of social housing units.

With respect to the management of social housing, the Government undertakes to:

- recognize and encourage the creation of a social housing management structure which reflects the context of the region and which targets efficiency and improvement of social housing conditions;
- take steps to ensure that the new management structure may be easily attached to a regional organization;
- reinvest in social housing development all funds collected through the payment of rent arrears;
- reinvest in social housing development the funds obtained through the sale of social housing units;
- invest in social housing development funds equal to those collected through the payment of rent arrears.

For its part, the KRG agrees to temporarily manage programs which evolve out of the new housing framework for the territory of the Kativik region until a final agreement is reached. The aim in doing so is to help resolve the current housing crisis and to improve the living conditions of residents in the Kativik region.

The parties acknowledge that these joint actions in the area of housing are in no way connected with the spirit of the unified housing system described in paragraph 29.0.40 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* and that they shall in no way limit the rights of the Inuit guaranteed under the Agreement.

The parties undertake to set up, as soon as possible, a committee responsible for implementing the home ownership program and for preparing a draft special agreement concerning the sale of social housing units as well as a draft special agreement concerning the creation of an improved social housing management structure. The committee will also be asked to determine, based on this framework agreement, the terms and conditions for transferring program administration and management responsibilities in order to ensure a smooth transition and greater respect for the regional context.

Section 2: Municipal infrastructures

The parties undertake to develop a financial assistance program for the construction and improvement of municipal infrastructures in the North, which shall come into force no later than April 1, 1999, and to entrust the KRG with full responsibility for its management.

This commitment is based on the following premises:

The Government shall develop, jointly with KRG representatives, a financial assistance program for the construction and improvement of municipal infrastructures and equipment in the North. Costs related primarily to the following elements will be eligible for financial assistance under the program:

- drinking water supply systems;
- wastewater treatment systems;

- solid waste disposal;
- replacement and purchase of equipment and vehicles used for road work, solid waste and wastewater collection, as well as drinking water distribution;
- road improvements.

The KRG agrees to manage the financial assistance program and to provide the Government with an annual report of its management. For these purposes, the KRG Council will be free to allocate the funds to the various projects submitted by the Northern villages.

The Government undertakes, subject to approval of budget planning for the 1999–2000 fiscal year, to provide a \$45 million resource envelope over five years for the program. To this will be added any surplus from the Northern Municipal Infrastructure Improvement Program (from order-in-council 448-85 adopted on March 13, 1985).

The Government undertakes to pay a sum to the KRG, from the program's resource envelope, for administrative expenses. The sum in question shall represent no more than 8% of the total resource envelope.

The parties undertake to set up, as soon as possible, an implementation committee to be responsible, first, for determining all the terms and conditions for transferring management responsibilities for the program, based on this framework agreement, in order to ensure a smooth transition as well as greater respect for the regional context and project priorities, and second, for drawing up a draft special agreement.

Section 3: Resource envelope for the development of Inuit communities

The Government undertakes to provide a resource envelope for the Inuit, for the purposes of stimulating economic development in the Kativik region, creating jobs for the Inuit and supporting the improvement and construction of community infrastructures other than those described in Section 2.

The parties undertake to sign an implementation agreement concerning this resource envelope no later than December 31, 1998.

These commitments are based on the following premises:

The Government's Aboriginal policy guidelines, which are set out in the document *Partnership, Development, Achievement*, affirm the Government's willingness to work with Aboriginal people and other partners in order to increase economic development opportunities by promoting job creation and reducing the obstacles that prevent Aboriginal peoples from achieving greater economic self-sufficiency.

The Government policy provides for the creation of a type of financial assistance to be paid to Aboriginal communities, in particular the Inuit.

The Government undertakes to provide a resource envelope of around \$25 million over five years, to be used for economic development and the financing of capital construction projects proposed by partners in the Kativik region and accepted by the Government.

Such funds shall not reduce the financial assistance paid by the Government of Canada, in particular, to fulfil its fiduciary duty with respect to the Inuit.

The resource envelope of around \$25 million shall not have the effect of allowing Government departments or agencies to withdraw a project from their regular planning. The resource envelope may, however, be used to complement the programs of Government departments and agencies. A sector-based project involving a Government department or agency may not be financed through the resource envelope without the KRG's approval.

Furthermore, the Government agrees that the recreation centre project carried out in the Northern Village of Inukjuak may be eligible for financial assistance under the resource envelope, subject to agreement by all parties and approval by the council of the Northern Village of Inukjuak.

The KRG agrees to promote this new source of financial assistance among the Northern villages and agrees to manage the resource envelope according to the terms and conditions to be determined in a special agreement.

Finally, the parties undertake to set up, as soon as possible, an implementation committee to be responsible for

drawing up a draft special agreement setting out the terms and conditions of planning, management and joint actions as well as the general obligations of the parties.

Section 4: KRG block funding

The KRG's primary activities include the management of programs for the residents of the Kativik region. In order to meet its obligations, the KRG receives funding through 20 or so agreements signed with several Québec Government departments and agencies.

The Government acknowledges that the management of public funds paid to the KRG could be simplified and made more efficient, and it agrees to review its funding method. The parties agree that funds paid by the various Government departments and agencies through their different programs should be consolidated into a single resource envelope, block funding.

Consequently, the parties agree to create a task force that will be responsible for preparing a project, before April 1, 1999, aimed at introducing a single government window for the provision of financial support to the KRG. As well as consolidating Government funding, the agreement shall establish the objectives of the sector-based departments concerned, the obligations of the parties and the terms and conditions for implementing this new administrative framework.

Signed at Québec, on October 21, 1998

Guy Chevrette
Minister for Native Affairs

Johnny N. Adams
Chairman, Executive Committee,
Kativik Regional Government





ENTENTE-CADRE CONCERNANT LA RÉGION KATIVIK

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES,

Pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « Gouvernement »

ET

L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK, agissant aux présentes et représentée par monsieur Johnny N. Adams, Président du comité administratif,

ci-après désignée « l'ARK »,

conviennent de l'opportunité de conclure une entente-cadre relative à la région Kativik comprenant les quatre volets suivants :

- Volet 1 : Accession à la propriété privée et habitation sociale;
- Volet 2 : Infrastructures municipales;
- Volet 3 : Enveloppe de financement pour le développement des communautés inuites;
- Volet 4 : « *Block Funding* » de l'ARK;

Volet 1 : Accession à la propriété privée et habitation sociale

Les parties conviennent :

- d'élaborer une nouvelle approche à la gestion du logement sur le territoire de la région Kativik ayant pour principe de favoriser l'accèsion à la propriété privée et d'améliorer la gestion du logement social;
- que cette nouvelle approche soit mise en œuvre par la conclusion d'ententes particulières au plus tard le 31 décembre 1998;

Les engagements susmentionnés sont fondés sur les prémisses suivantes :

Le Gouvernement s'engage à ce que les modalités entourant la réalisation des objectifs d'accèsion à la propriété privée et d'amélioration du logement social soient consacrées dans des ententes distinctes, une portant sur l'accèsion à la propriété privée, une autre sur l'acquisition d'unités de logement social et une dernière sur la gestion du logement social;

En ce qui a trait à un programme d'accèsion à la propriété privée, le Gouvernement s'engage à :

- mettre en œuvre les termes du projet d'entente élaboré par l'ARK, expédié à la Société d'habitation du Québec le 8 octobre dernier et accepté en principe à cette date;
- rendre applicables les normes et règles du programme d'accèsion à la propriété privée aux propriétaires qui le souhaitent et qui ont construit leur résidence sous le régime des expériences pilotes de 1995 et 1997;
- accepter que les clients du programme qui ont débuté des travaux de rénovation de leur résidence depuis le début de l'année 1998 puissent bénéficier rétroactivement des avantages du programme d'accèsion à la propriété;

En ce qui a trait à l'acquisition d'unités de logement social, le Gouvernement se montre favorable au principe et s'engage à ce que l'achat d'unités de logement se fasse à de très faibles coûts pour les éventuels acquéreurs. De plus, le Gouvernement manifeste sa volonté et celle de la Société d'habitation du Québec d'entreprendre, le plus rapidement possible, des négociations avec le gouvernement du Canada et la Société canadienne d'hypothèque et de logements relativement à la vente d'unités de logement social;

En ce qui a trait à la gestion du logement social, le Gouvernement s'engage à :

- reconnaître et encourager la mise sur pied d'une structure de gestion du logement social propre à la réalité de la région et qui soit orientée vers l'efficience et l'amélioration effective des conditions du logement social;
- faire en sorte que cette nouvelle structure puisse aisément être regroupée au sein d'un organisme de la région;
- réinvestir entièrement dans le développement du logement social les sommes obtenues de la collecte des arrérages de loyers;
- réinvestir dans le développement du logement social les sommes obtenues de la vente d'unités de logement social;
- ajouter, aux sommes provenant de la collecte des arrérages de loyers, des sommes équivalentes dans le développement du logement social;

L'ARK accepte de gérer les programmes découlant d'une nouvelle approche concernant l'habitation sur le territoire de la région Kativik sur une base intérimaire jusqu'à ce qu'une entente définitive soit conclue. L'ARK vise uniquement par ces actions à aider à résoudre la crise du logement et à améliorer les conditions de vie des habitants de la région Kativik;

Les parties reconnaissent que ces actions concertées en matière de logement ne s'inscrivent nullement dans l'esprit du système unifié d'habitation que l'on retrouve à l'alinéa 29.0.40 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et qu'elles ne peuvent aucunement restreindre les droits des Inuits garantis par cette Convention;

Les parties s'engagent enfin à mettre sur pied dans les meilleurs délais un comité qui s'assurera de la mise en œuvre du programme d'accèsion à la propriété privée et de l'élaboration d'un projet d'entente particulière sur l'acquisition d'unités de logement social et d'un projet d'entente particulière sur la mise en place d'une structure chargée d'améliorer la gestion du logement social. Ce comité aura également pour mandat de déterminer, sur la base de la présente entente, toutes les modalités de transfert des responsabilités d'administration et de gestion des programmes, qui assureront une transition harmonieuse et une correspondance plus grande à la réalité nordique.

Volet 2 : Infrastructures municipales

Les parties conviennent de l'opportunité d'élaborer un programme d'aide financière destiné à la construction et l'amélioration d'infrastructures municipales situées en milieu nordique, de le mettre en vigueur d'ici le 1^{er} avril 1999 et d'en confier l'entière gestion à l'ARK;

L'engagement susmentionné est fondé sur les prémisses suivantes :

Le Gouvernement élabore, en concertation avec des représentants de l'ARK, un programme d'aide financière destiné

à la construction et l'amélioration d'infrastructures et d'équipements municipaux situés en milieu nordique. Les coûts reliés prioritairement aux éléments suivants seront admissibles à une aide financière en vertu de ce programme :

- approvisionnement en eau potable;
- traitement des eaux usées;
- disposition des déchets solides;
- remplacement et acquisition de machinerie et véhicules affectés aux divers travaux de voirie, à la collecte des déchets et des eaux usées de même qu'à la livraison d'eau potable;
- amélioration des réseaux routiers;

L'ARK accepte de gérer ce programme d'aide financière et de faire annuellement rapport au ministre des Affaires municipales de sa gestion. Pour ce faire, le conseil de l'ARK disposera de toute la latitude nécessaire à l'affectation des fonds aux divers projets soumis par les villages nordiques;

Le Gouvernement s'engage, sujet à l'approbation de la programmation budgétaire pour l'exercice 1999-2000, à ce que le programme dispose d'une enveloppe de 45 M\$ sur 5 ans à laquelle seront ajoutés les surplus du « Programme d'amélioration des infrastructures municipales en milieu nordique » (à partir du décret 448-85 adopté le 13 mars 1985);

Le Gouvernement s'engage à verser à l'ARK, à titre de frais de gestion du programme, un montant représentant un maximum de 8 % de l'enveloppe totale du programme, montant pris à même cette enveloppe;

Les parties s'engagent enfin à mettre sur pied dans les meilleurs délais un comité de mise en œuvre chargé, d'une part, de déterminer, sur la base de la présente entente, toutes les modalités de transfert des responsabilités de gestion du programme, qui assureront une transition harmonieuse et une correspondance plus grande à la réalité nordique, ainsi que les priorités d'intervention, et, d'autre part, d'élaborer un projet d'entente particulière.

Volet 3 : Enveloppe de financement pour le développement des communautés inuites

Le Gouvernement convient de rendre disponible une enveloppe de financement pour les Inuits ayant pour objectif de stimuler le développement économique de la région Kativik, de créer des emplois pour les Inuits et de soutenir l'amélioration de même que la construction d'infrastructures communautaires autres que celles prévues au Volet 2;

Les parties conviennent également qu'une entente de mise en œuvre de cette enveloppe de financement devra être conclue au plus tard le 31 décembre 1998;

Les engagements susmentionnés sont fondés sur les prémisses suivantes :

Les orientations gouvernementales en matière de politique autochtone, contenues au document présenté par le Gouvernement et intitulé « Partenariat, Développement, Actions », confirment la volonté du gouvernement du Québec de travailler avec les autochtones et d'autres partenaires dans le but d'accroître leurs possibilités de développement économique en favorisant la création d'emplois et en réduisant les obstacles à une plus grande autosuffisance économique des autochtones;

Ces orientations gouvernementales prévoient la création d'une forme d'aide financière à être versée aux communautés autochtones, notamment à la communauté inuite;

Le Gouvernement confirme une enveloppe de l'ordre de 25 M\$ disponible sur 5 ans et devant servir au développement économique et au financement de projets d'immobilisations proposés par les intervenants de la région Kativik et agréés par le Gouvernement;

Les crédits ainsi alloués ne doivent pas avoir pour effet de diminuer l'aide financière du gouvernement du Canada découlant notamment de son obligation de fiduciaire à l'égard des Inuits;

Cette enveloppe de l'ordre de 25 M\$ ne doit pas avoir pour effet de permettre à un ministère ou à un organisme gouvernemental de retirer un projet de sa programmation régulière. Il est entendu toutefois que cette enveloppe peut venir en complément à d'autres programmes de d'autres ministères ou d'organismes gouvernementaux. Un projet sectoriel impliquant un ministère ou un organisme gouvernemental ne peut être financé à même cette enveloppe sans l'accord de l'ARK;

Par ailleurs, le Gouvernement accepte que le projet de centre récréatif réalisé sur le territoire du village nordique d'Inukjuak puisse être reconnu admissible à une aide financière à la faveur de l'enveloppe de financement mise en place, sous réserve toutefois d'un accord des parties et d'une recommandation favorable du conseil municipal du village nordique;

L'ARK accepte de promouvoir cette nouvelle source d'aide financière auprès des villes nordiques et convient de gérer l'enveloppe de financement selon des modalités qui seront convenues à l'entente particulière;

Les parties s'engagent enfin à mettre sur pied dans les meilleurs délais un comité de mise en œuvre chargé d'élaborer un projet d'entente particulière portant sur les modalités de programmation, de gestion et de concertation ainsi que sur les engagements généraux des parties.

Volet 4 : « *Block Funding* » de l'ARK

L'ARK a notamment pour activités d'administrer des programmes destinés aux résidents de la région Kativik et elle reçoit, pour rencontrer ses obligations, du financement provenant d'une vingtaine d'ententes signées avec plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Le Gouvernement reconnaît qu'il y a lieu de simplifier et de rendre plus efficace la gestion des fonds publics versés à l'ARK et ainsi de revoir son mode de financement. Les parties conviennent donc de viser la consolidation, en une seule enveloppe globale de transferts (*block funding*), des montants versés par les différents ministères et organismes gouvernementaux à travers leurs différents programmes.

En conséquence, les parties conviennent de mettre sur pied un comité de travail chargé d'élaborer, d'ici le 1^{er} avril 1999, un projet pour la mise en place d'un guichet unique gouvernemental pour l'octroi des aides financières à l'ARK. Tout en réunissant les budgets de transferts gouvernementaux, cette entente devra établir les objectifs des ministères sectoriels concernés, les obligations des parties et les modalités de mise en œuvre de ce nouveau cadre administratif.

Signée à Québec, le 21 octobre 1998

Guy Chevette
Ministre délégué aux Affaires autochtones

Johnny N. Adams
Président du Comité administratif de
l'Administration régionale Kativik



Règlement sur l'eau potable (R.R.Q., c.Q-2, r.4.1)

PREMIÈRE ANALYSE POUR SOUMETTRE À L'EXAMEN DES MEMBRES DU CCEK

(6 juillet 2000, révisé le 22 août)

BASE DE L'ANALYSE:

- comparaison avec les données et les recommandations du mémoire soumis par l'ARK et Makivik à la Commission sur la gestion de l'eau, et avec le rapport de la Commission.
- prise en compte du principe de la responsabilité des gouvernements à l'égard d'un approvisionnement en eau potable...
 -à l'année, pour tous les bénéficiaires d'un service de distribution et ce, en quantité suffisante
 -dont la qualité et la salubrité sont assurés
 -et donc, dont les systèmes de distribution sont efficaces et fiables.
- prise en compte de la faisabilité des exigences.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX:

Il semble que les autorités inuites n'aient pas été directement impliquées dans l'élaboration du règlement ou, en tout cas, que l'on n'ait pas tenu compte de leurs besoins... (re. documents cités ci-haut)

Les dispositions du règlement vise surtout à assurer la qualité de l'approvisionnement en eau. Or, au Nunavik les responsables doivent aussi se préoccuper du maintien d'un approvisionnement en quantité suffisante, surtout l'hiver. Les difficultés rencontrées à cet égard, en relation avec les tarifs d'Hydro-Québec pourraient-ils entraîner l'introduction d'une disposition réglementaire à l'intérieur de ce projet, qui forcerait HQ à modifier son règlement n° 663 pour autoriser l'utilisation de câbles chauffant au taux de 7,18 cents le kilowatt/heure?

ANALYSE :

- **Questions au MENV:** (J'ai tenté d'obtenir les informations dans la semaine du 7 août auprès de MM. Raymond Houle et Marc Gignac... M. Simon Théberge (521-3883 #4873) étant en vacances jusqu'au 14 août).

Article 19: Pourquoi transmettre les résultats des analyses au ministre dans les dix jours? Les articles 18 et 21 prévoient que 1) les laboratoires et 2) les responsables des systèmes transmettront au ministre et au directeur de la santé publique 1) les résultats des analyses révélant la non conformité aux normes et 2) les mesures prises pour protéger les utilisateurs et pour remédier au problème.

Rép: Parce qu'il s'agit d'une responsabilité ministérielle...

À vérifier: Cette disposition est-elle nouvelle? Peut-on satisfaire à cette exigence dans les délais prescrits en prenant en considération que les prélèvements pour analyse dans les villages nordiques se feront généralement 2 fois par semaine.

Peut-on obtenir les annexes I et II mentionnées au mémoire. (Monsieur Raymond Houle fait la recherche pour me transmettre les renseignements. Monsieur Gignac se dit étonné que j'aie en main le mémoire au Conseil des ministres (partie accessible au public) et en vérifie la pertinence.)

L'analyse des coûts a-t-elle été réalisée pour le Nunavik? Peut-on en connaître les résultats?

- **Question à l'ARK:**
(J'ai tenté de joindre monsieur Louis Mercier en juillet, sans succès.)

Une entente entre le MAMM et l'ARK, en 1999, prévoit le versement de 22,5 M\$ pour l'amélioration et la construction de systèmes d'approvisionnement en eau potable. Il appartient à l'ARK de définir ses priorités et le type de projet qu'il entend réaliser. (Source: Rapport de la Commission sur l'eau p. 34)

Ces priorités et projets ont-ils été définis? Y a-t-il un lien à faire avec le projet de règlement?

- Chap. II, art. 4, 5 et 6:
 - 4- obligation de désinfection avant distribution via chloration...
 - 5- obligation d'un système d'appoint...
 - 6- teneur en chlore contrôlée à la sortie de l'installation de traitement...

Quest. à l'ARK:: possible de rencontrer ces exigences partout? déjà réalisé? y aura-t-il des coûts supplémentaires afférents et pourraient-ils entraîner une difficulté?

art. 6 *Une phrase du mémoire au conseil des ministres a attiré mon attention:*

«Sur le plan socio-sanitaire, la diminution des taux de gastro-entérites auprès de certains groupes sensibles (...) et des risques de cancer de la vessie et du colon associés à la consommation d'eau chlorée durant plus de 25 ans sont les principaux bénéfices recherchés.»

J'ai fait le lien avec l'article 6 qui ne vérifie que la teneur minimale en chlore. J'ai posé la question et n'ai pas obtenu de réponse...

- **Chap. III, section I, art. 8 et 9 - Contrôle bactériologique**

- Selon le règlement, sur la base de la population desservie, les échantillons dans les villages nordiques seraient prélevés 2 fois par semaine, suite aux modifications apportées en juillet au règlement. 50% des échantillons doivent être prélevés aux extrémités du système de distribution.

Les échantillons sont prélevés 1 fois par semaine actuellement ce qui apparaissait insuffisant pour l'ARK et Makivik. Donc, accord, amélioration étant donné les risques de contamination plus élevés dû aux système de distribution habituel, par camions-citernes, et à la présence de réservoirs dans chaque résidence.

- **Chap. III, section II**

art. 10 - contrôle physico-chimique: pour les villages de - de 1000 personnes, 1 échantillon tous les 2 ans

art. 11 - contrôle des trihalométhanes: tous les 2 mois

art. 12 - contrôle pH et turbidité: 1 fois par mois si désinfection

Quest. à l'ARK: Ces exigences sont-elles acceptables et sécuritaires pour le Nunavik?

- **Chap. III, section III - Contrôle de la désinfection**

La fréquence est de 1 fois par jour...

OK. Cette fréquence sera sans doute nécessaire vu les difficultés déjà observées dans le maintien du taux de chlore et les risques encourus pour la santé.

Devrait-on souligner le besoin d'un contrôle d'une teneur maximale en chlore?

- **Chap. III, section IV - Méthodes, analyses et résultats**

Art. 15: le délai maximal entre le prélèvement des échantillons et leur analyse est de 2 jours.

Art. 16: la transmission des échantillons doit se faire à des labo. accrédités en vertu de l'article 118.6 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Le problème majeur identifié au Nunavik est l'incapacité fréquente à rencontrer les délais pour l'analyse des échantillons par les labo. situés en dehors du territoire et les conséquences qui s'en suivent pour les résidants. Ici, la recommandation de Makivik et de l'ARK, reprise d'ailleurs par la Commission sur l'eau, devrait se refléter dans la réglementation. La recommandation serait de permettre l'utilisation du système COLILERT et d'accréditer les labo. dans chaque village. Cette recommandation n'est toutefois pas liée au projet de règlement, mais à l'application de la Loi.

Il faudrait en savoir plus sur l'information qui m'a été donnée par M. Gignac, à savoir l'incapacité du système COLILERT à contrôler les BHAA (nouvelle exigence à l'endroit des labo. accrédités). D'autres moyens seraient recherchés au ministère...

- **Chap. V, art. 25 à 28 - Contrôle de la qualité des eaux délivrées par véhicule-citerne**

Art. 25: mêmes contrôles qu'au chapitre III à la sortie de la citerne et mêmes obligations qu'au chapitre IV dans les cas de non-conformité

Acceptable, étant donnés les risques de contamination connus et pour identifier la source de contamination, le cas échéant.

• Chap. VI, art. 29 - Qualification exigée

Obligation de disposer d'un «personnel qualifié» titulaire d'un diplôme, certificat ou attestation officielle. Applicable au personnel des installations de traitement et des camions-citernes.

Une recommandation de Makivik et de l'ARK était de prévoir une obligation de formation continue appropriée, pour les préposés, dans chaque village nordique.

Est-il possible d'observer la réglementation proposée ici dès son entrée en vigueur? A-t-on besoin d'un délai supplémentaire? Doit-on faire reconnaître la formation par Emploi Québec ou par une institution nordique (CSK)?

Hélène LeBlond
22 août 2000



NOTE



DESTINATAIRES : Monsieur Alain Verreault
Sous-ministre adjoint aux Opérations régionales
Monsieur Robert Lemieux
Sous-ministre adjoint des Politiques
environnementales et du développement durable
Madame Suzanne Giguère
Sous-ministre adjointe aux Évaluations
environnementales et de la coordination

DATE : Le 25 juillet 2000

OBJET : Consultation des Comités consultatifs nordiques

Le 31 mai 2000, j'ai eu l'occasion de rencontrer le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) concernant certaines perceptions qu'a ce Comité à l'égard de son mandat. Dans les faits, il semble qu'à l'occasion nous omettions de le consulter lors de l'élaboration ou de modifications de nos politiques, lois ou règlements.

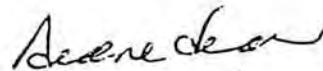
L'article 23.5.24 de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (CBJNQ) précise à ce sujet que « le CCEK est un organisme consultatif auprès des gouvernements responsables et, à ce titre, est l'intermédiaire privilégié et officiel des gouvernements responsables dans la région lorsqu'ils participent à la formulation de lois et règlements relatifs au régime de protection de l'environnement et du milieu social ».

Ces dispositions ont été reprises à l'article 175 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE) en ce qui concerne le CCEK et à l'article 140 de la loi en ce qui concerne le Comité consultatif pour l'environnement de la

Baie James (CCEBJ) ayant un mandat analogue au CCEK pour le territoire conventionné de la Baie James situé plus au sud.

Tenant compte de nos obligations face à la CBJNQ et de celles contenues au chapitre II de la LQE, je vous demande de vous assurer que ces comités soient effectivement consultés lors de l'élaboration ou de modifications de nos politiques, lois et règlements lorsqu'ils affectent, que ce soit directement ou indirectement, le territoire conventionné de la Baie James et du Nord québécois. Cette consultation devrait préférablement se faire le plus en amont possible en utilisant, dans le cas de projets de loi ou règlement, la version technique de ces projets de modification.

La sous-ministre,



Diane Jean



TÉLÉCOPIE • FAX

Date 22 AOÛT 2000
À DIANE DOSSAULT
CCEK
Télécopieur 646-0266
Téléphone 521-3933 p. 7253
De ROBERT CONTOIS
CCEK
Pages transmises 4 (incluant celle-ci)

Message

Diane,

Voici copie des 3 documents reçus de
la FENQ — c'est au sujet des
vols Québec - Montréal.

À transmettre à Paule et Hélios
avec le MEMO.

Merci,

Robert.

P.S. : TRANSMETTRE LE
MEMO À TOUS, SAUF
ROBERT FIBICH. MERCI.

MEMO

TO : Members of the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC)
FROM : Robert Comtois, KEAC Secretary
DATE : August 22nd, 2000
OBJECT : KEAC 85th meeting: field trip, August 29th to 31st
Flight arrangements and stay in Puvirnitug

TO PUVIRNITUQ

For those leaving from Québec

Flight # 8703 Air Nova --- Billet à demander au comptoir

Departure time: 6:00 a.m.

Place: Aéroport de Québec, aérogare principal, comptoir Air Canada

Flight time to Dorval: 50 minutes

Flight # 432 First Air (Air Inuit) --- Billet à demander au comptoir

Departure time: 8:00 a.m.

Place: Aéroport de Dorval, aérogare vols domestiques, comptoir First Air

Flight time to Puvirnitug: 5 hours 50 minutes

For those leaving from Kuujjuaq

Flight # 412 First Air (Air Inuit) --- Ticket available at the Air Inuit desk counter.

Departure time: 14:15

Place: Kuujjuaq Airport, Air Inuit desk counter.

Flight time to Puvirnitug: 3 hours 25 minutes

...2

IN PUVIRNITUQAugust 29th

At the beginning of the afternoon, August 29th, the airplane will land at Puvirnitug. The transport from the airport to the hotel should be insured by the Coop Hotel --- Coop Hotel phone number: (418) 988-2888.

Meals are yet ordered and will be prepared by the Hotel staff.

August 30th

85th meeting of KEAC; a meeting room is reserved at the ground floor.

In late afternoon, the members of the Nunavik Commission should arrive at the hotel.

A meeting with them is planned after diner at the meeting room.

August 31st

Debriefing;

After lunch, kindly present yourself at the Air Inuit desk counter 60 minutes prior to take-off. The transport to the airport should be insured by the Coop Hotel.

TO MONTREAL, HULL and QUÉBECFor those leaving from Puvirnitug

Flight # 435 First Air (Air Inuit)

Departure time: 14:30

Place: Puvirnitug airport, Air Inuit desk counter.

Flight time to Dorval: 5 hours 50 minutes

For those leaving from Dorval to Québec

Flight # 8738 Air Nova

Departure time: 22:15 (les vols Air Inuit se terminent avec retard régulièrement)

Place: Aéroport de Dorval, aérogare vols domestiques, comptoir Air Canada

Flight time to Québec: 50 minutes

Robert Comtois

Executive Secretary

c.c. Diane Dussault

Québec, le 15 août 2000

Monsieur Yves Desilets, vice-président
Comité consultatif de l'environnement Kativik
150, boul, René-Levesque Est
8^e étage, boîte 97
Québec (Québec)



Monsieur,

La présente fait suite à votre lettre du 9 mai 2000 concernant la modification du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (Q-2, r.8). Selon votre lettre, le Ministère aurait dû consulter le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) conformément à l'article 23.5.24 de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*.

Bien que d'une part, le règlement Q-2, r.8 ne s'applique pas sur le territoire Kativik situé au delà du 55^e parallèle, la consultation menée à l'automne visait en particulier à présenter le projet de règlement aux organismes directement touchés par l'application du règlement Q-2, r.8.

Cependant, dans le cadre de la révision en profondeur du Règlement, dont les travaux seront lancés, nous l'espérons, à l'hiver 2001, nous souhaitons réaliser une consultation générale dans le but de définir la problématique associée à ce règlement. Compte tenu de votre intérêt dans ce dossier, soyez certain que nous accorderons le suivi nécessaire afin d'informer le CCEK de la tenue de la consultation et ainsi permettre à votre organisme d'y participer.

Je vous prie d'agréer, monsieur Desilets, mes salutations distinguées.

Le chef de service par intérim,



Didier Bicchi, urb.

Direction des politiques du secteur municipal
Service de l'expertise technique en eau

Édifice Marie-Guyart, 8^e étage
675, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone : (418) 521-3885 poste 4852
Télécopieur : (418) 528-0990
Internet: <http://www.menv.gouv.qc.ca>
Courriel: didier.bicchi@menv.gouv.qc.ca

To: CCEK-KEAC
From: Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>
Subject: KEAC --- Waste material disposal: update
Cc:
Bcc:
X-Attachments:

To all KEAC members,

Claude Trudel from Ministry of ENV. (Québec) told us last week that the Waste material disposal revision project should be submitted as advance edition during fall --- maybe in September. Currently, his department is completing an assessment of the economical impact of the project.

Yours truly,

R. Comtois
Executive secretary



Message



Urgent

À :

Robert Comtois

De :

Daniel Bernouard

Cie :

Tél. :

Télec. :

Appeler S.V.P.

Retour d'appel

Rappellera

Désire vous voir

Autre

Prendre note et classer

Retourner avec plus de détails

Répondre S.V.P.

Prendre note et faire suivre

A titre de renseignement

Préparer réponse pour signature

Prendre note et retourner

Pour votre approbation

Pour enquête et rapport

Prendre note et me voir

Pour votre signature

Donner suite

Retourner avec vos commentaires

Tel que demandé

Merci pour votre excellente collaboration

Commentaires :

Reçu par :

L.B.

Heure :

Date :

00-08-18

1 AOUT 2000

NO DOSSIER: DSEE- 02151

AUTRES DOSS.: DGEEC-11070

TYPE DE DOSSIER : CORRESPONDANCE

RÉFÉRENCE :

REÇU LE : 2000-07-27

ORIGINE : Diane Jean

RÉDIGÉ LE : 2000-07-25

OBJET : Consultation des Comités consultatifs nordiques

D. Demers

CONS. POLIT.:

TRANSMIS À	TRANSMIS LE	TRAITEMENT	ÉCHÉANCE	RÉGLÉ LE
GD	2000-07-27	DONNER LES SUITES APPROPRIÉES		
HD	2000-08-01	DONNER LES SUITES APPROPRIÉES		
JD	2000-08-01	DONNER LES SUITES APPROPRIÉES		
YG	2000-08-01	DONNER LES SUITES APPROPRIÉES		

REÇU LE K
21 AOUT 2000
 COMITÉ CONSULTATIF
 DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

REÇU
 02 AOUT 2000
me
 Service des projets industriels
 et en milieu nordique

C.C.E.B.J
C.C.E.K ✓

REMARQUES: Gilles Brunet, Louis Germain et Linda Tapin de GD 2000-08-01: Donner les suites appropriées

- | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>1. ___ Pour commentaires et recommandations svp</p> <p>4. ___ Pour corrections svp</p> <p>5. ___ Préparer état de situation svp</p> <p>6. ___ Pour votre information</p> <p>7. ___ Pour votre signature</p> <p>8. ___ Pour votre approbation</p> <p>9. ___ Préparer accusé réception pour signature du S.M.A. svp</p> <p>10. ___ Préparer accusé réception pour signature du S.M. svp</p> <p>11. ___ Préparer accusé réception pour signature du MINISTRE svp</p> <p>12. ___ Préparer accusé réception pour signature de _____</p> <p>13. ___ Préparer réponse pour signature du S.M.A. svp</p> <p>14. ___ Préparer réponse pour signature du S.M. svp</p> | <p>15. ___ Préparer réponse pour signature du MINIST</p> <p>16. ___ Préparer réponse pour signature de _____</p> <p>17. ___ Répondre sous votre signature</p> <p>18. ___ Répondre sous votre signature et me faire parvenir copie de votre réponse svp</p> <p>20. ___ Me voir à ce sujet svp</p> <p>21. ___ Pour suivi SVP</p> <p>22. ___ Donner les suites appropriées</p> <p>23. ___ Me tenir informé svp</p> <p>24. ___ Me transmettre le dossier svp</p> <p>25. ___ Voir remarques</p> <p>26. ___ Tel que demandé</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

DATE: 17/08/2000

NBRE DE PAGES (Incluant celle-ci): 3 8½ x 11
 8½ x 14

AUX MEMBRES DU CCEK :

<input checked="" type="checkbox"/> Gérard DUHAIME	TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-3023 (9)
<input checked="" type="checkbox"/> Hélène LEBLOND	TÉLÉCOPIEUR: (418) 842-0425 (9)
<input checked="" type="checkbox"/> Paule HALLEY	TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-7230 (9)
<input checked="" type="checkbox"/> Claude ABEL	TÉLÉCOPIEUR: (418) 649-6674 (9)
<input checked="" type="checkbox"/> Yves DÉSILETS	TÉLÉCOPIEUR: (819) 997-5495 (1)
<input checked="" type="checkbox"/> Robert FIBICH	TÉLÉCOPIEUR: (418) 962-1044 (1)
<input checked="" type="checkbox"/> Muncy NOVALINGA	TÉLÉCOPIEUR: (819) 988-2751 (1)
<input checked="" type="checkbox"/> Michael BARRETT	TÉLÉCOPIEUR: (819) 964-0694 (1)

DE : ROBERT COMTOIS TÉL. : (418) 656-2131, poste 4730

COMMENTAIRES

Avis de convocation de la 85^e réunion
du CCEK.

Notice of the 85th meeting of the KEAC.

\\valenvi\dusdi02\bases\ccek.fax.doc

Ministère de l'Environnement
Comité consultatif de l'environnement Kativik
675, boul. René-Lévesque Est
6^e étage, boîte 83
Québec (Québec) G1R 5V7

TÉL. : (418) 521-3933, poste 7253
FAX. : (418) 646-0266



MEF DRNG

Ø9	DATE	HEURE	A/DE	MODE	MIN/SEC	PGS	#INSTR	ETAT
	21/08	09:32	418 649 6674	EC--E	01'08"	003	093	CRC

CA

ᑲᑎᑕ ᑲᑲᑲ
 COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
 KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

DATE: 17/08/2000

NBRE DE PAGES (Incluant celle-ci): 3 8½ x 11
 8½ x 14

AUX MEMBRES DU CCEK :

- | | |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Gérard DUHAIME | TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-3023 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Hélène LEBLOND | TÉLÉCOPIEUR: (418) 842-0425 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Paule HALLEY | TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-7230 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Claude ABEL | TÉLÉCOPIEUR: (418) 649-6674 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Yves DÉSILETS | TÉLÉCOPIEUR: (819) 997-5495 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Robert FIBICH | TÉLÉCOPIEUR: (418) 962-1044 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Muncy NOVALINGA | TÉLÉCOPIEUR: (819) 988-2751 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Michael BARRETT | TÉLÉCOPIEUR: (819) 964-0694 (1) |

DE : ROBERT COMTOIS TÉL. : (418) 656-2131, poste 4730

COMMENTAIRES

avis de convocation de la 85^e réunion
du CCEK.

Notice of the 85th meeting of the KEAC.

\\valenv\vdusdi02\bases\ccek.fox.doc

Ministère de l'Environnement
 Comité consultatif de l'environnement Kativik
 675, boul. René-Lévesque Est
 6^e étage, boîte 83
 Québec (Québec) G1R 5V7

TÉL. : (418) 521-3933, poste 7253
 FAX : (418) 646-0266

MEF DRNQ

DATE	HEURE	A/DE	MODE	MIN/SEC	PGS	#INSTR	ETAT
02	18/08	13:52	4186489483	G3--E	01'42"	003	008 CRC

PH

ᑲᑎᑏᑦ ᑭᑦᑲᑦ ᑏᑦᑲᑦ ᑏᑦᑲᑦ ᑏᑦᑲᑦ
 COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
 KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

DATE: 17/08/2000

NBRE DE PAGES (Incluant celle-ci): 3 8½ x 11
 8½ x 14

AUX MEMBRES DU CCEK :

- | | |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Gérard DUHAIME | TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-3023 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Hélène LEBLOND | TÉLÉCOPIEUR: (418) 842-0425 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Paule HALLEY | TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-7230 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Claude ABEL | TÉLÉCOPIEUR: (418) 649-6674 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Yves DÉSILETS | TÉLÉCOPIEUR: (819) 997-5495 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Robert FIBICH | TÉLÉCOPIEUR: (418) 962-1044 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Muncy NOVALINGA | TÉLÉCOPIEUR: (819) 988-2751 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Michael BARRETT | TÉLÉCOPIEUR: (819) 964-0694 (1) |

DE : ROBERT COMTOIS TÉL. : (418) 656-2131, poste 4730

COMMENTAIRES

Avis de convocation de la 85^e réunion
du CCEK.

Notice of the 85th meeting of the KEAC.

levalenv\dsudi02\bases\ccek.fax.doc

Ministère de l'Environnement
 Comité consultatif de l'environnement Kativik
 675, boul. René-Lévesque Est
 6^e étage, boîte 83
 Québec (Québec) G1R 5V7

TÉL. : (418) 521-3933, poste 7253
 FAX : (418) 646-0266

MEF DRNQ

18	DATE	HEURE	A/DE	MODE	MIN/SEC	PGS	#INSTR	ETAT
	17/08	15:55	8199945495	EC--E	00'48"	003	071	CRC 4D

ᑲᑎᑎᑦ ᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑦ
 COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
 KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

DATE: 17/08/2000

NBRE DE PAGES (Incluant celle-ci): 3 8½ x 11
 8½ x 14

AUX MEMBRES DU CCEK :

- | | | |
|-------------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> | Gérard DUHAIME | TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-3023 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Hélène LEBLOND | TÉLÉCOPIEUR: (418) 842-0425 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Paule HALLEY | TÉLÉCOPIEUR: (418) 656-7230 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Claude ABEL | TÉLÉCOPIEUR: (418) 649-6674 (9) |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Yves DÉSILETS | TÉLÉCOPIEUR: (819) 997-5495 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Robert FIBICH | TÉLÉCOPIEUR: (418) 962-1044 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Muncy NOVALINGA | TÉLÉCOPIEUR: (819) 988-2751 (1) |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Michael BARRETT | TÉLÉCOPIEUR: (819) 964-0694 (1) |

DE : ROBERT COMTOIS TÉL. : (418) 656-2131, poste 4730

COMMENTAIRES

avis de convocation de la 85^e réunion
du CCEK

Notice of the 85th meeting of the KEAC

\\valenv\du\di02\bases\ccek fax.doc

Ministère de l'Environnement
 Comité consultatif de l'environnement Kativik
 675, boul. René-Lévesque Est
 6^e étage, boîte 83
 Québec (Québec) G1R 5V7

TÉL. : (418) 521-3933, poste 7253
 FAX : (418) 646-0266

To: CCEK-KEAC
From: Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>
Subject: CCEK-KEAC --- Nunavik Commission: meeting in Puvirnitug on August 30
Cc:
Bcc:
X-Attachments:

To all KEAC members:

Today, Fernand Roy, executive secretary of the Nunavik Commission, confirmed that the Commission takes the opportunity to hold a meeting in Puvirnitug in the evening of August 30th at the Coop Hotel of Povugnitug in order to get the point of view of the KEAC members.

The Commission should be at the Coop Hotel at 18: 00 and available for the meeting after super.

Yours truly,

R. Comtois
Secretary

Date: Fri, 11 Aug 2000 13:39:42 -0400
From: "Yves Désilets" <DesiletsY@inac.gc.ca>
To: <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>
Subject: Re: KEAC --- Abandoned chemicals located at the Expo Ungava
Co. site
Mime-Version: 1.0
X-MIME-Autoconverted: from quoted-printable to 8bit by hermes.ulaval.ca id
NAA24328

I think that the plan should be reviewed and accepted by KEAC. Let's talk about it at the next meeting in P.O.V.

>>> Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca> 08/09 3:09 PM >>>
To all KEAC members:

Robert Tremblay, responsible of mining environment, Service du Développement minier, Ministry of Natural Resources of Quebec call us today to tell that all the chemicals located at the Expo Ungava Co. site (detailed in the GETIC's report (2000) on abandoned mining exploration sites) have been moved to Raglan by specialists in hazardous materials, yesterday, Tuesday, August 8. Currently, the chemicals are in a container used specifically for that, which will be moved to south by ship in September 2000.

This operation has been done with the approval of the mayor of Kangiqsujuaq, who keep in touch with Mr. Tremblay about the next steps planned by the MRNQ to dismantle this site.

Yours truly,

R. Comtois
CCEK

Robert Comtois
Groupe d'études inuit et circumpolaires (GÉTIC)
Université Laval - Pavillon Charles-De Koninck
Ste-Foy, Québec, Canada, G1K 7P4
Tel: (418) 656-2131, poste 4730
Fax: (418) 656-3023
Email : Robert.Comtois@fss.ulaval.ca

Date: Fri, 11 Aug 2000 13:27:25 -0400
From: "Yves Désilets" <DesiletsY@inac.gc.ca>
To: <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>
Subject: Re: Puvirnitug et Sid Gershberg
Mime-Version: 1.0
X-MIME-Autoconverted: from quoted-printable to 8bit by hermes.ulaval.ca id
NAA18991

Non, c'est le résultat d'une conversation téléphonique que j'ai eu avec Jacinthe Leclerc qui fait le lien entre Syd et nous.

>>> Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca> 08/08 10:27 AM >>>
Bonjour Monsieur Désilets,

Puvirnitug --- Le transport par les voies aériennes régulières est plus économique que le recours à un vol nolisé. J'ai transmis l'information à la secrétaire de Claude Abel. Ce dernier se prononcera sous peu quant à sa participation.

Sid Gershberg --- À l'invitation lancée à M. Gershberg d'être présent à Puvirnitug, nous n'avons reçu qu'un accusé de réception. Cependant, de votre côté, vous avez eu une information indiquant que ce dernier est prêt à recevoir des membres du CCEK à son bureau en septembre. Avez-vous un document écrit pour ce dernier point?

Merci de votre attention

R. Comtois
CCEK

Robert Comtois
Groupe d'études inuit et circumpolaires (GÉTIC)
Université Laval - Pavillon Charles-De Koninck
Ste-Foy, Québec, Canada, G1K 7P4
Tel: (418) 656-2131, poste 4730
Fax: (418) 656-3023
Email : Robert.Comtois@fss.ulaval.ca

Reçu le 10-8-00
de L. Boucher.

ᑕᑎᑎᑦ ᑕᑎᑎᑦ ᑕᑎᑎᑦ ᑕᑎᑎᑦ ᑕᑎᑎᑦ ᑕᑎᑎᑦ ᑕᑎᑎᑦ ᑕᑎᑎᑦ
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

**MINUTES OF THE 84th MEETING OF THE
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE**

(DRAFT)

- DATE:** May 31, 2000
- PLACE:** Ministère de l'Environnement
Édifice Marie-Guyart, 7th floor, Room 7.02 ||
30th floor, COMEX meeting room
675 René-Lévesque Est
Québec, Québec
- PRESENT:** Yves Désilets, Canada, Vice-Chairman
Michael Barrett, KRG
Muncy Novalinga, KRG
Claude Abel, Canada
Robert Fibich, Canada
Paule Halley, Québec
Hélène LeBlond, Québec
- ABSENT:** Gérard Duhaime, Québec
- OTHER PARTICIPANTS:** Daniel Berrouard, MENV
Robert Comtois, Acting Executive Secretary
Michel Desrochers, Hydro-Québec
Louis Germain, MENV
Suzanne Giguère, MENV
Germain Hrbec, Hydro-Québec research institute
Diane Jean, Deputy Minister of the Environment
Jean-Pierre Laflamme, Hydro-Québec
Louis Mercier, KRG

1. **CALL TO ORDER AND ADOPTION OF THE AGENDA**

Vice-Chairman Yves Désilets called the meeting to order at 9:30 a.m.

Michael Barrett and Muncy Novalinga brought up the passing of Tommy Grey, the late KEAC chairman. They told the members how proud he was to have been a member of the Committee and how he had become a model for his community. They asked the members to observe a minute of silence in his memory.

A minute of silence was observed in memory of Tommy Grey, KRG representative and late chairman of the KEAC.

The following agenda was adopted.

Moved by: Paule Halley
Seconded by: Robert Fibich
Adopted unanimously

1. Call to order and adoption of the agenda
2. Adoption of the minutes of the 83rd meeting
3. Business arising from the 83rd meeting and correspondence
 - 3.1 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik
 - 3.2 Budget, membership and secretariat
 - 3.3 Review of Regulation respecting solid waste
 - 3.4 Miscellaneous
4. Kuujjuaq wind turbine
5. Meeting with Diane Jean, Deputy Minister of the Environment
6. Environmental assessment of development projects in the North
7. In memory of Tommy Grey
8. Varia
9. Date and place of next meeting

2. **ADOPTION OF THE MINUTES OF THE 83rd MEETING**

The minutes of the 83rd meeting were adopted as tabled.

Moved by: Robert Fibich
Seconded by: Hélène LeBlond
Adopted unanimously

3. BUSINESS ARISING FROM THE 83rd MEETING AND CORRESPONDENCE

3.1 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik

Copies of the final project report were received from GÉTIC on April 11.

Robert Comtois presented the results for the various methods evaluated during the pilot project. Remote sensing did not yield the desired results. Combining interviews with key informants from the community with information on mineral deposits from the Avramtchev database was shown to be worthwhile and will be used during the next phase of the project. Over the next few months, GÉTIC will be working in partnership with the KRG and Makivik Corporation to identify all sites in the territory of Nunavik.

Paule Halley asked how this project is related to the KEAC. Yves Désilets gave her a brief rundown on the file. Ms. Halley said that the issue was raised in the recently submitted final report of the BAPE commission on water management in Québec. Michael Barrett said that, as a result of the pilot project, Environment Canada's new Northern Ecosystem Initiative has set aside funding for the inventory beginning this year, although the amount will not be sufficient to cover needs. The majority of funding is being provided by the Fondation EJLB, a private foundation. Paule Halley suggested that some of the sites be studied more closely from a legal perspective, i.e. who abandoned them, who is legally responsible for them, etc.

3.2 Budget, membership and secretariat

In a letter addressed to Tommy Grey, dated March 20, 2000, Environment Minister Paul Bégin informed the late chairman that an additional \$12,000 in funding had been granted to the KEAC, on top of the \$15,000 subsidy confirmed in the Minister's June 10, 1999 letter to Yves Désilets. On April 7, the KEAC wrote to both Paul Bégin and federal Environment Minister David Anderson to submit a copy of Resolution CC-00-03-31 regarding the Committee's assessed budget needs for 2000-2001. During a conference call on April 14, the participating KEAC members unanimously adopted Resolution CC-00-04-01 regarding the hiring of an acting executive secretary on a part-time basis and proposing Robert Comtois as the top candidate. Should Mr. Comtois turn down the position, for whatever reason, it will be offered to Brigitte Massella. On April 17, the KEAC wrote to Robert Comtois to offer him the part-time position of acting executive secretary. The Committee wrote to Deputy Minister of Environment Diane Jean on the same date, informing her that a part-time secretary had been hired for the period May 1-January 2001. The new executive secretary, Robert Comtois, wrote to the Deputy Minister on May 10 to ensure that his office

at Laval University would be hooked up to MENV's Intranet service, giving him access to the government directory and MENV Web site.

3.3 Review of Regulation respecting solid waste

Yves Désilets received a letter, dated May 2, 2000, from Jean Maurice Latulippe, attorney for the MENV's municipal policy branch, submitting a copy (in French) of the draft regulation respecting solid waste for the KEAC's consultation and comments. The KEAC called Mr. Latulippe's office on May 4 to request additional copies, including three in English, and to find out the deadline for submitting its comments. In the May 8 cover letter sent with the 10 extra copies in French, Johanne Laberge of Mr. Latulippe's office informed the Committee that the draft regulation was not yet available in English. During a phone call on May 10, Ms. Laberge informed the Committee that the draft regulation was being reviewed by the Conseil exécutif and that the deadline for submitting comments was May 31. She added that the KEAC could always submit its comments after that date, but no later than June 15. The draft regulation is currently being translated into English. Ms. Laberge pointed out that it will also be possible to submit comments during the next stage of the process, namely, advance publication.

Claude Abel raised the matter of two projects planned for Nunavik that will affect the draft regulation: the installation of containers in the northern communities to collect recyclables, which will be transported to southern Québec every two years, and an experimental incinerator in Kuujuaq that will be used to burn non-recyclable waste (i.e. materials that cannot be shipped south). According to Yves Désilets, there is no way the KEAC can submit its comments before May 31 without the necessary funding. Paule Halley offered to study the draft regulation, but said that she is not familiar with the waste issue. Michael Barrett felt that burning waste on site was not an ideal solution and that, currently, all materials are burned, even recyclable plastic containers and aluminum. Claude Abel felt that the regulation should include a chapter dealing specifically with Nunavik. Paule Halley added that the KEAC could study the new sections affecting mobile camps in the territory of Nunavik. The Secretary was asked to gather questions to be put to Jean Maurice Latulippe and then schedule a conference call with him no later than June 13 to obtain the answers.

3.4 Miscellaneous

On March 31, the KEAC received an essay from Makivik Corporation penned by the vice-president, Johnny Peters, and entitled "Environmental and Social Impact Assessment and Review under Section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement and the Five-Year Review of the Canadian Environmental Assessment Act."

The KEAC wrote to Deputy Minister of the Environment Diane Jean on May 3 to inform her that the Committee had had to contact her department and ask to be invited to the information session held in Montréal on March 8 on the review of the Environment Act. The Committee wanted to make sure that, in the future, it would be involved in the review process.

On May 3, the KEAC also wrote to Jacynthe Leclerc of the CEAA to inform her that while the Committee did not submit a brief on the five-year review of the Canadian Environmental Assessment Act, it read the one submitted by Makivik Corporation and that this brief represents the concerns voiced by the people of Nunavik, especially as regards the application of more than one environmental and social impact assessment and review procedure.

On May 8, the KEAC wrote another letter to the Deputy Minister, inviting her to the Committee's 84th meeting, scheduled for May 31 in Québec City, to discuss the following matters: the administrative procedures in place at the MENV to ensure the KEAC is systematically consulted and informed, the appointment of Québec representatives to the KEAC, and the progress of discussions under way with the federal government to increase the KEAC's budget. On May 11, the KEAC received a call from Marie Boutet of the Deputy Minister's office saying that the Deputy Minister had agreed to meet with the Committee at 1:30 p.m. on May 31, in the COMEX meeting room. She will be accompanied by Suzanne Giguère and, possibly, Louis Germain. The KEAC was asked to send a list of the members who will be present at the meeting. The KEAC sent the list of members to the Deputy Minister on May 19. On May 26, it wrote to the Deputy Minister to inform her that, at the KRG's request, Louis Mercier would be attending the meeting as an observer.

4. **KUUIJUAQ WIND TURBINE**

Michel Desrochers and Jean-Pierre Laflamme of the Direction régionale Réseaux autonomes d'Hydro-Québec (regional office for off-grid systems), and Germain Hrbec of the Institut de recherche Hydro-Québec (Hydro-Québec research institute - IREQ) updated the members on the situation regarding the wind turbine at Kuujjuaq and alternatives to diesel-powered electricity generation. Mr. Desrochers went over the developments in the project since the turbine's installation, stressing that very few conclusions can be drawn: the main purpose of the turbine was to verify its performance in intense cold. Germain Hrbec told the participants about a project currently being conducted to test a wind-diesel generator combination system for the purpose of supplying electricity to a fish plant and related facilities (airport, etc.). The system has no storage capacity. The project, which is being coordinated by a private American company, is in Alaska, on St. Paul Island (Pribilof Islands in the Bering Sea). An IREQ-developed regulator is being tested in the project,

which, according to Germain Hrbec, should lead to new wind-generation technology. Michel Desrochers said that Hydro-Québec foresees a definite possibility of reducing diesel-generated energy by combining it with wind energy. Wind-powered systems must be complemented by other means of generation due to the limited capacity to store this form of energy, hence the continued need for diesel generation. Combining the two systems affords new opportunities: during a meeting with Makivik Corporation last week, Hydro-Québec said it would be interested in purchasing wind-generated electricity at a reasonable cost. It would subcontract system installation and maintenance in Nunavik to the private sector. Hydro-Québec's aim is to reduce diesel transportation and consumption. It has scrapped the idea of installing micro-turbines on watercourses; while the village of Kangirsuk showed definite potential, the thickness of ice cover on the river in winter precludes use of this technology.

Paule Halley asked why Hydro-Québec does not build the wind turbines itself. Michel Desrochers replied that it had considered the idea, but deemed it too expensive. The public utility prefers to entrust this aspect to the private sector so that it can focus on its mandate, which is to supply electricity to Québec citizens and businesses. Michael Barrett reminded everyone that the experimental turbine in Kuujuaq was initially installed for environmental reasons, i.e. to reduce transportation of petroleum products along the coast and storage in the communities, and to eliminate the noise produced by diesel-fired power stations. The wind turbine was seen as an alternative, but the potential of wind-powered electricity generation was uncertain. Michel Desrochers added that Hydro-Québec takes these environmental issues into account when evaluating the profitability of wind energy. Germain Hrbec said that the preliminary results of the Alaska project are extremely encouraging. Wind energy appears to offer more advantages, at less cost, than diesel generation, provided a clear contractual agreement exists between the owners of the combined generation equipment.

Michel Desrochers told KEAC members about a new option being considered by Hydro-Québec for supplying electricity to Nunavik communities, that is, connecting the Brisay power station to the municipality of Kuujuaq by a new type of underground transmission cable. This technology is about to be tested on the Lower North Shore, enabling the utility to establish a 25-year cost projection. Hydro-Québec wants to take advantage of the planned burial of an optical cable linking the Nunavik communities to bury this cable at the same time and in the same trench. In Mr. Desrochers' opinion, the project will begin within the next seven to ten years, with phase one of the Brisay-Kuujuaq link, estimated at \$50 million. Louis Mercier asked whether the construction of a distribution substation had been discussed with the Northern Municipality of Kuujuaq. Mr. Desrochers said the two parties should be meeting sometime in

late summer. Michael Barrett wondered whether this new technology is really better than wind energy, and whether its introduction would mean the end of wind-powered electricity generation. Jean-Pierre Laflamme underlined that, as of last year, environmental issues are taken into account in the calculation of costs. Muncy Novalinga asked for a more detailed explanation of the comparison between micro-turbines and wind turbines. Mr. Desrochers detailed the reasons for abandoning the micro-turbine option based on surveys conducted in Kangirsuk.

Michel Desrochers thanked the KEAC for inviting Hydro-Québec to the meeting and encouraged the Committee to ask for more meetings, perhaps on an annual basis.

5. **MEETING WITH DIANE JEAN, DEPUTY MINISTER OF THE ENVIRONMENT**

The Deputy Minister began the meeting by addressing the issue of access to the MENV's Intranet service and government directory for the KEAC's new acting executive secretary. She said it was possible that this service might not be available in full, as certain listings may be considered confidential. The secretary would, however, have access to the listings necessary to his job, even if his office is at Laval University.

Paule Halley explained the problems encountered by the KEAC in trying to fulfil its mandate: tight, sometimes unrealistic, deadlines are imposed by the different MENV branches, which submit draft amendments or new regulations after they have already been drafted, and usually only in French. The most recent case in point is the draft regulation on solid waste: the KEAC received a single copy of the draft regulation on May 2, enough copies for all the members on May 8, and then was supposed to submit its comments by May 31. Over the past two years, the Committee has regularly had no more than a few weeks, certainly less than a month, to submit its comments. This contrasts considerably with the federal government, which regularly allots the KEAC several months to carry out its functions and always provides English and French versions of the documents submitted for consultation and comments. Paule Halley asked whether anything could be done to improve the situation with the Québec government.

The Deputy Minister conceded that there may have been some oversights on the MENV's part in the past two years due to the dynamics created by the Minister's Office in wanting to quickly overcome the challenges posed by the files dealt with by the department. One solution she sees is to inform all of the branches that KEAC must be involved in the drafting process and be given access to more technical versions of the draft legislation. She warned the Committee, however, that it could end up wasting time examining proposals that are ultimately

abandoned or substantially modified. Paule Halley asked whether it would be possible for other departments to do the same. The Deputy Minister is willing to support the KEAC in this regard, but will leave it up to the Committee to approach the departments on its own. Yves Désilets pointed out that the KEAC is under the MENV's jurisdiction and that the Deputy Minister's support must be provided in accordance with paragraphs 23.2.2 a) to 23.2.2 f) of the JBNQA. Mr. Désilets liked the solution proposed by the Deputy Minister.

Michael Barrett brought up the issue of drinking water, saying that the Québec Crees have access to 24-hour drinking-water analysis through the Colilert system. He wanted to know when the Inuit would have access to this system. The Deputy Minister said that relevant documents would be handed out at the end of the meeting.

Michael Barrett told the Deputy Minister that the Québec government takes a long time to appoint new members to the KEAC and to promote existing members. The Committee is currently without a chairman because the person approached has not yet been officially promoted by the government. This prevents the KEAC from moving forward with its work. He wanted to know why this is always the case? The Deputy Minister explained that the government takes the appointment of members seriously: everything is checked and re-checked to make sure the process is carried out properly. This takes time and the authorities are aware of the consequences for the KEAC.

Michael Barrett raised the issue of KEAC funding with the Deputy Minister. He emphasized that the Committee operates differently since it left Kuujjuaq and, in his opinion, the Inuit suffer. Furthermore, the KEAC's budget has been cut substantially since moving, while that of the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE), the consultative body established for Cree territory, has increased over the same period. Even though the JBACE has exactly the same mandate but for a smaller territory, its budget has grown compared with that of the KEAC. Michael Barrett asked whether the Deputy Minister and her federal counterpart have entered into discussions regarding KEAC funding and, if so, on what level.

The Deputy Minister explained that she is discussing raising the ceiling on the KEAC's budget with the federal authorities. She feels it is important that financing of the Committee be shared equally between the federal and Québec governments, stressing that in the past two years the MENV has contributed more than the federal government. Yves Désilets reminded participants that paragraph 23.5.19 of the JBNQA clearly gives the KEAC the power to define its needs, which the departments must respect. He asked how it was possible for discussions to even take place without a KEAC representative at the table, since the Committee is the only one that know its needs. Louis Germain explained that Québec and federal

government representatives are reviewing the last three to four years of KEAC activities, including the budget, and that when they have finished, the KEAC will be invited to discuss the results.

Michael Barrett proposed adopting a long-term funding formula, i.e. covering a five-year period, to avoid the need for annual reviews, which, in his opinion, affect the KEAC's ability to properly review environmental issues, given the limited number of meetings that can be held. He said that the KEAC intended to meet with the federal party to make sure they are making an effort in this regard.

With respect to drinking water, the Deputy Minister stressed that special attention will be given to small communities during the amendment process. The draft regulation to amend the Drinking Water Regulation is about to undergo advance publication, which will give the KEAC 60 days to submit its comments. Copies of the draft regulation will be available at the end of the meeting.

The Deputy Minister introduced Daniel Berrouard of the Service des évaluations environnementales, who has been appointed to see that the new secretary is hooked up to the MENV's Intranet service. Yves Désilets asked how far in advance the Deputy Minister had to be invited to attend a KEAC meeting. The Deputy Minister said that one month was sufficient for a one-hour meeting. She said she would be interested in attending a meeting in Nunavik, in Kuujuaq.

6. **ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF DEVELOPMENT PROJECTS IN THE NORTH**

The various provincial and federal environmental bodies agreed months ago that the environmental assessment of the Quaqtq project would be used as a trial for harmonization of the two federal processes. On April 28, the KEAC wrote to Jacynthe Leclerc at the Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA) and Benoît Taillon at COFEX-North to find out whether the planning process for Quaqtq proposed in late 1999 was a success and, if so, what improvements were needed to make planning more efficient. The Secretary said that the KEAC had not heard back from either Ms. Leclerc or Mr. Taillon. Paule Halley asked that Jacynthe Leclerc be contacted again to obtain a reply and to get the CEAA's reaction to the document, signed by Tommy Grey, submitted at the beginning of the year. Yves Désilets felt that the delay in responding was unacceptable and that the CEAA must get back to the KEAC before the next meeting.

7. **IN MEMORY OF TOMMY GREY**

The Secretary was asked to write a note to Mr. Grey's family on behalf of the KEAC.

8. VARIA

No items were added.

9. DATE AND PLACE OF NEXT MEETING

The KEAC will hold its next meeting on August 30, 2000, in Puvirnitug.

Robert Comtois
Acting Secretary

June 18, 2000

To: CCEK-KEAC
From: Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>
Subject: KEAC --- Abandoned chemicals located at the Expo Ungava Co. site
Cc:
Bcc:
X-Attachments:

To all KEAC members:

Robert Tremblay, responsible of mining environment, Service du Développement minier, Ministry of Natural Resources of Quebec call us today to tell that all the chemicals located at the Expo Ungava Co. site (detailed in the GETIC's report (2000) on abandoned mining exploration sites) have been moved to Raglan by specialists in hazardous materials, yesterday, Tuesday, August 8. Currently, the chemicals are in a container used specifically for that, which will be moved to south by ship in September 2000.

This operation has been done with the approval of the mayor of Kangiqsujuag, who keep in touch with Mr. Tremblay about the next steps planned by the MRNQ to dismantle this site.

Yours truly,

R. Comtois
CCEK

To: Désilets, Leblond
From: Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>
Subject: CCEK -- Ordre du jour suggéré de la 85e réunion
Cc:
Bcc:
X-Attachments:

Bonjour,

Vous trouverez ci-après un ordre du jour suggéré pour la 85e réunion. À noter que les points 4 et 5 constitueront ceux qui accapareront davantage les membres -- notamment, la Commission du Nunavik est volontairement placée à la fin pour y consacrer le temps nécessaire sans retarder le traitement des autres.

Les autres, de 3 à 3.6, sont à toutes fins pratiques des compléments d'information avec, dans quelques cas, des décisions à prendre pour orienter le travail du Secrétaire exécutif.

J'attends vos réactions. Si je n'en ai aucune, je transmettrai ce projet d'ordre du jour à tous les membres dès lundi le 14 août.

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du compte rendu de la 84e réunion
3. Affaires découlant de la 84e réunion et correspondance
 - 3.1 Inv. et caractér. des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik
 - 3.2 Budget, membres et secrétariat
 - 3.3 Révision du Règlement sur les matières résiduelles
 - 3.4 Eolienne de Kuujjuaq
 - 3.5 Évaluation environnementale de projets en milieu nordique
 - 3.6 Divers
4. Révision du Règlement sur l'eau potable
5. Commission du Nunavik
6. Varia
7. Date et endroit de la prochaine réunion

R. Comtois
CCEK

Corrigé.
à transmettre
à Diane Desautels.

COMPTE RENDU

84^E RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

(PROJET)

DATE : Le 31 mai 2000

ENDROIT : Ministère de L'Environnement
Édifice Marie-Guyart, 7^e étage, salle 7.02
30^e étage, salle du COMEX
675 boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec)

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM. Yves Désilets, Canada, Vice-président
Michael Barrett, ARK
Muncy Novalinga, ARK
Claude Abel, Canada
Robert Fibich, Canada
Paule Halley, Québec
Hélène LeBlond, Québec

ÉTAIT ABSENT : M. Gérard Duhaime, Québec

AUTRES PARTICIPANTS : MM. Daniel Berrouard, Min. de l'Environnement
Robert Comtois, Secrétaire exécutif par intérim
Michel Desrochers, Hydro-Québec
Louis Germain, Min. de l'Environnement
Suzanne Giguère, Min. de l'Environnement
Germain Hrbec, Inst. de recherche d'Hydro-Québec
Diane Jean, Sous-ministre, Min. de l'Environnement
Jean-Pierre Laflamme, Hydro-Québec
Louis Mercier, ARK

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le vice-président, Yves Désilets, déclare la réunion ouverte à 9h30.

Michael Barrett et Muncy Novalinga évoquent l'absence de Tommy Grey, défunt président du Comité. Ils font éloge de sa fierté d'être un membre du Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK), du modèle qu'il était devenu auprès des siens et demandent aux membres d'observer un moment de silence en sa mémoire.

Le Comité observe un moment de silence à la mémoire de Tommy Grey, représentant de l'ARK et défunt président du CCEK.

L'ordre du jour suivant est adopté tel que présenté :

Proposé par : Paule Halley

Secondé par : Robert Fibich

Adopté à l'unanimité

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour;
2. Adoption du compte rendu de la 83^e réunion;
3. Affaires découlant de la 83^e réunion et correspondance;
 - 3.1 Inventaire et caractérisation des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik;
 - 3.2 Budget, membres et secrétariat;
 - 3.3 Révision ~~de la Loi sur les~~ matières résiduelles;
 - 3.4 Divers; *du Règlement sur ~~les~~ les*
4. L'éolienne de Kuujjuaq;
5. Réunion avec Madame Diane Jean, Sous-ministre, Ministère de l'Environnement;
6. Évaluation environnementale de projets en milieu nordique;
7. À la mémoire de Tommy Grey;
8. Varia;

9. Date et endroit de la prochaine réunion.

2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 83^E RÉUNION

Le compte rendu est adopté tel que présenté.

Proposé par : Robert Fibich

Secondé par : Hélène LeBlond

Adopté à l'unanimité

3. AFFAIRES DÉCOULANT DE LA 83^E RÉUNION ET CORRESPONDANCE

3.1 Inventaire et caractérisation des sites abandonnés d'exploration minière au Nunavik;

Le 11 avril, le CCEK a reçu du GÉTIC des copies du rapport final du projet en titre.

Robert Comtois présente les résultats des différentes méthodes utilisées au cours du projet pilote. La télédétection n'a pas produit les résultats souhaités. Les avantages à combiner la contribution des informateurs des communautés avec les données d'Avramtchev sur les gîtes minéralisés sont mis en évidence pour la suite du projet. Au cours des prochains mois, un inventaire des sites à la grandeur du Nunavik sera réalisé par le GÉTIC en collaboration avec l'ARK et la Société Makivik.

Paule Halley demande comment ce projet est associé au Comité. Yves Désilets trace un bref historique du dossier. Paule Halley mentionne que cette problématique est maintenant évoquée dans le texte du rapport final sur la gestion de l'eau déposé récemment par le BAPE. Michael Barrett mentionne que, grâce aux résultats du projet pilote, le nouveau programme Initiative des écosystèmes nordiques d'Environnement Canada prévoit une contribution monétaire à cet inventaire dès cet année même si en-deçà des besoins, la plus large part étant assurée par la Fondation EJLB, une fondation privée. Paule Halley suggère d'approfondir les cas de quelques sites dans une perspective juridique.

3.2 Budget, membres et secrétariat;

Le 20 mars, dans une lettre adressée à Tommy Grey par Paul Bégin, le Ministre confirme un budget supplémentaire de \$12,000, en ajout à une somme de \$15,000 confirmée le 10 juin 1999 pour consolider le budget du CCEK. Le 7 avril, le CCEK a écrit à l'Honorable David Anderson afin de lui soumettre la Résolution CC-00-03-31 au sujet de l'évaluation budgétaire du Comité pour l'année fiscale 2000-2001. Le 7 avril, le CCEK a écrit au Ministre Paul Bégin afin de lui soumettre la Résolution CC-00-03-31 au sujet de l'évaluation budgétaire du Comité pour l'année fiscale 2000-2001. Le 14 avril, durant un appel conférence, les participants du CCEK ont adopté la Résolution CC-00-04-01 à propos de l'engagement d'un Secrétaire exécutif par intérim à temps partiel, en offrant la position à Robert Comtois. Si pour quelque raison, il décline la proposition, la position sera offerte au candidat classée second, soit Brigitte Massella — adoptée à l'unanimité. Le 17 avril, le CCEK a écrit à Robert Comtois afin de l'informer de l'offre du CCEK pour le poste de Secrétaire exécutif par intérim à temps partiel. Le 17 avril, le CCEK a écrit à la Sous-ministre de l'Environnement, Diane Jean, afin de l'informer de l'engagement d'un Secrétaire à temps partiel en poste à compter du 1^{er} mai, jusqu'en janvier 2001. Le 10 mai, le Secrétaire exécutif à temps partiel a écrit à la Sous-ministre de l'Environnement, Diane Jean, afin d'assurer la connection, à partir de son bureau situé à l'Université Laval, au service Intranet du ministère de l'Environnement donnant accès au bottin des employés du gouvernement et au site du ministère.

3.3 Révision ^{du Règlement} ~~de la Loi~~ sur les matières résiduelles

Le 2 mai, dans une lettre adressée à Yves Désilets par Jean Maurice Latullipe, avocat à la Direction des politiques du secteur municipal au ministère de l'Environnement, ce dernier transmet pour consultation et commentaires une copie de l'ébauche sur le Projet de règlement sur l'élimination des matières résiduelles; en français. Le 4 mai, le CCEK appelle le secrétariat de M. Latullipe afin d'avoir des copies additionnelles pour les membres du Comité, incluant trois copies en anglais, ainsi que pour connaître le délai alloué pour déposer des commentaires. Le 8 mai, dans une lettre annexée à l'envoi de dix copies en français au CCEK, Johanne Laberge, du bureau de M. Latullipe, écrit qu'il n'y a pas de version anglaise disponible à cette étape. Le 10 mai, au cours d'un appel, elle annonce au CCEK que le projet est en examen au Conseil exécutif, et que l'échéance pour soumettre des commentaires est le 31 mai, ajoutant qu'il sera toujours utile de les transmettre après mais avant le 15 juin. Le document est présentement en traduction vers l'anglais. Johanne Laberge fait remarquer qu'il sera également possible de présenter des commentaires à la prochaine étape prévue, la phase de pré-publication.

Claude Abel mentionne deux projets à venir au Nunavik et qui ont une incidence sur ce Projet de règlement, soit la mise à disposition de containers dans les communautés afin

d'expédier des matières recyclables au sud à tous les deux ans, soit un projet pilote d'incinérateur à Kuujuaq afin d'y brûler tout ce qui ne peut être transporté au sud. Yves Désilets estime que sans les ressources financières, il n'est pas possible de soumettre des commentaires avant l'échéance transmise par Johanne Laberge. Paule Halley est disposée à examiner le document mais précise qu'elle ne connaît pas la problématique des matières résiduelles. Michael Barrett estime que le brûlage des matières résiduelles dans les sites n'est pas idéal puisque présentement tout est brûlé, contenants de plastique et d'aluminium inclus. Claude Abel mentionne qu'il faut une section spécifique pour le Nunavik. Paule Halley ajoute que le Comité peut examiner des articles nouveaux qui ont une incidence sur la problématique des camps mobiles sur le territoire du Nunavik. Des questions seront adressées à Jean Maurice Latulippe pour éclaircir le contenu. Le secrétaire est chargé de rassembler ces questions et d'organiser un appel conférence avec ce dernier pour obtenir des réponses, au plus tard le 13 juin.

3.4 Divers.

Le 31 mars, le CCEK a reçu un document de la Société Makivik signé par M. Johnny Peters, Vice-président, soit un essai intitulé « Environmental and Social Impact Assessment and Review under Section 23 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and The Five-Year Review of the Canadian Environmental Assessment Act ».

Le 3 mai, le CCEK a écrit au Sous-ministre de l'Environnement, Diane Jean, afin d'indiquer que le CCEK a dû faire des démarches au ministère de l'Environnement pour être présent à un séminaire d'information tenu à Montréal le 8 mars portant sur la révision de la Loi sur l'environnement, et s'assurer que le CCEK fera partie du processus dans le futur.

Le 3 mai, le CCEK a écrit à Mme Jacynthe Leclerc de l'ACEE afin d'indiquer que, en dépit d'une absence de commentaires de la part du CCEK, le Comité a pris connaissance du document soumis par la Société Makivik au sujet de la revue quinquennale de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCÉE), et qu'il tient à mentionner que ce document est représentatif des préoccupations soulevées par les gens du Nunavik, spécialement concernant l'application de plusieurs procédures d'examen et d'évaluation environnementales sur les environnements physique et social.

Le 8 mai, le CCEK a écrit à la Sous-ministre de l'Environnement, Diane Jean, afin de l'inviter à la 84^e réunion du Comité, à Québec le 31 mai, pour discuter des points suivants : les procédures administratives actuellement en place au ministère afin de consulter et informer le CCEK sur une base systématique, la nomination des représentants

du Québec, l'état actuel des discussions en cours avec le gouvernement fédéral pour augmenter le budget du CCEK. Le 11 mai, le CCEK a reçu un appel de Marie Boutet du bureau de la Sous-ministre de l'Environnement pour confirmer que Madame Jean acceptait de rencontrer les membres du CCEK le 31 mai à 13h30 dans la salle de réunion du COMEX. Elle sera accompagnée de Suzanne Giguère et, à être confirmé, de Louis Germain. La liste des membres du CCEK qui participeront à cette rencontre est demandée. Le 19 mai, le CCEK a écrit à la Sous-ministre pour lui transmettre la liste des membres. Le 26 mai, le CCEK a écrit à la Sous-ministre afin d'annoncer et confirmer la présence de M. Louis-Mercier, de l'ARK, en tant qu'observateur au cours de cette rencontre, tel que demandé par les représentants de l'ARK.

4. ÉOLIENNE DE KUUJJUAQ

Michel Desrochers et Jean-Pierre Laflamme, de la Direction régionale Réseaux autonomes d'Hydro-Québec, et Germain Hrbec, de l'Institut de recherche Hydro-Québec (IREQ), font le point sur l'éolienne de Kuujuaq et les alternatives au système de génératrice diesel. Michel Desrochers trace l'historique de l'éolienne en insistant sur le fait que peu de conclusions peuvent être tirées : elle a essentiellement servi à tester son fonctionnement par grands froids. Germain Hrbec présente un projet en cours jumelant systèmes diesel et éolien pour alimenter en électricité les installations (aéroport, usine, etc.) d'un complexe de transformation du poisson — mais sans capacité de stockage de l'électricité produite. Celui-ci est situé en Alaska sur l'Ile St-Paul (Iles Pribilof ~~du Détroit~~ de la Mer de Béring). Le projet est coordonné par une entreprise privée américaine. L'IREQ a développé un régulateur mis à l'essai dans ce projet où, selon Germain Hrbec, la technologie utilisée augure une nouvelle génération d'éolienne. Michel Desrochers mentionne qu'Hydro-Québec entrevoit maintenant un véritable potentiel de diminuer l'alimentation à l'énergie diesel en la jumelant à l'énergie éolienne. Cependant, l'énergie éolienne ne pourra être seule en place à cause des limites actuelles de stockage de cette forme d'énergie. Le diesel demeure nécessaire pour cette raison. Avec ce jumelage de systèmes, de nouvelles possibilités s'offrent maintenant : Hydro-Québec a eu une rencontre avec la Société Makivik la semaine dernière au cours de laquelle elle a signifié son intérêt à acheter, à un coût raisonnable, la production d'énergie éolienne. Elle confierait cette tâche au secteur privé, qui assurerait l'installation et l'entretien de ce système au Nunavik. L'objectif pour Hydro-Québec est de réduire le transport et la consommation de diesel. Les micro-turbines à fleur d'eau ont été écartées définitivement des possibilités : le village de Kangirsuk avait un potentiel réel mais le gel en profondeur de la rivière en hiver a mis fin à l'examen de cette technologie.

Paule Halley demande pourquoi Hydro-Québec n'entreprend pas elle-même la construction d'éoliennes. Michel Desrochers répond qu'Hydro-Québec a évalué cette possibilité, mais l'a jugé trop coûteuse. La société d'État préfère laisser ce champs au secteur privé et se concentrer à son mandat : pourvoir l'électricité à la population et aux entreprises du Québec. Michael Barrett rappelle que le projet de l'éolienne de Kuujuaq a été défini, au départ, dans une perspective écologique, soit réduire le transport des produits pétroliers le long des côtes et leur stockage dans les communautés, soit éliminer le bruit produit par les centrales diesel. L'éolienne offrait alors une alternative en ce sens, mais au potentiel inconnu. Michel Desrochers confirme et ajoute qu'Hydro-Québec tient compte de ces enjeux environnementaux lorsqu'elle estime la rentabilité de cette avenue. Germain Hrbec précise que les premiers résultats du projet américain sont très encourageants. L'énergie éolienne apparaît comme une avenue plus intéressante, à un coût plus avantageux que le système diesel, mais à la condition qu'une entente contractuelle claire existe entre les propriétaires des appareils de chacune des technologies jumelées.

Michel Desrochers parle d'une nouvelle option considérée par Hydro-Québec pour assurer l'électricité aux communautés du Nunavik : un câble de transmission d'un nouveau type, enfoui, relierait la Centrale de Brisay à la municipalité de Kuujuaq. Cette technologie sera bientôt mise à l'essai en Basse Côte-Nord; ce projet pilote permettra d'établir des projections de coûts sur une période de 25 ans. Hydro-Québec veut profiter de l'enfouissement d'un câble optique reliant les communautés du Nunavik pour enterrer ce câble au même moment, dans la même tranchée. Monsieur Desrochers croit que ce projet sera lancé d'ici sept à dix ans avec la première étape du lien entre Brisay et Kuujuaq, une réalisation estimée à 50 millions \$. Louis Mercier demande si, dans ce contexte, Hydro-Québec a eu des discussions avec la municipalité de Kuujuaq pour la construction d'un poste de transmission d'énergie. Michel Desrochers précise qu'une réunion est prévue à la fin de l'été 2000. Michael Barrett se demande si cette nouvelle technologie est véritablement meilleure que l'option énergie éolienne, et si son arrivée ne marquerait pas la fin de l'option énergie éolienne. Jean-Pierre Laflamme précise que, depuis l'année dernière, les aspects environnementaux sont intégrés au calcul des coûts dans ces dossiers. Muncy Novalinga demande de détailler davantage la comparaison entre l'option des micro-turbines et celle des génératrices éoliennes. Michel Desrochers détaille l'abandon de la première option suite aux résultats des relevés de Kangirsuk.

Michel Desrochers remercie le CCEK pour avoir invité Hydro-Québec à leur réunion et encourage le Comité à contacter Hydro-Québec pour de nouvelles rencontres, si nécessaire, ajoutant que cela pourrait avoir lieu sur une base annuelle.



5. RENCONTRE AVEC MADAME DIANE JEAN, SOUS-MINISTRE AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

La Sous-ministre aborde d'abord la question de l'accès au service Intranet du ministère et du bottin des employés du gouvernement par le nouveau Secrétaire exécutif par intérim du CCEK. Elle précise que ce service pourrait ne pas être accessible intégralement. Ainsi, certaines rubriques pourraient être jugées de nature confidentielle. Cependant, les rubriques qui permettraient de conserver au secrétariat du CCEK son efficacité, en dépit du fait que le nouveau secrétaire aura son bureau à l'extérieur, pourraient être accessibles.

Paule Halley expose les difficultés que connaît le Comité à remplir son mandat : des échéances serrées, parfois irréalistes, sont imposées par les différentes directions du ministère de l'Environnement qui soumettent les projets de modification ou de nouveaux règlements en bout de course du processus d'élaboration, la plupart du temps en version unilingue française. Le dernier cas en date, soit le Projet de règlement sur l'élimination des matières résiduelles est porté à l'attention : un document reçu le 2 mai, des copies en nombre suffisant reçues le 10^e mai et une échéance fixée au 31 mai. Le bilan du Comité pour les deux dernières années est qu'il n'a régulièrement que quelques semaines, moins d'un mois, pour faire des commentaires. Cette situation tranche avec le processus vécu du côté fédéral : le Comité dispose régulièrement de plusieurs mois pour remplir ses responsabilités, et les documents sont disponibles tant en anglais qu'en français. Paule Halley demande si cette situation au Gouvernement du Québec peut être améliorée. ✓

La Sous-ministre reconnaît qu'il a pu y avoir des oublis au cours de cette période au sein de son ministère. Elle attribue cette situation à la dynamique impartie par le Ministre et son équipe qui cherchent à résoudre rapidement les défis posés par les différents dossiers examinés au sein du ministère. Elle voit une avenue de solution au sein de son ministère : les directions vont être averties d'intégrer le CCEK au processus d'élaboration en mettant à sa disposition des versions plus techniques des projets en cours. Elle met en garde contre la principale particularité de cette option : le CCEK pourrait consacrer du temps sur des projets qui seront abandonnés en bout de ligne, ou modifiés profondément, qui rendront ainsi caduques ses commentaires et efforts. Paule Halley demande si cette avenue peut être empruntée par les autres ministères. La Sous-ministre est prête à accompagner des demandes du CCEK adressées à ceux-ci, tout au plus, i.e. en laissant au Comité l'initiative sur ce terrain. Yves Désilets précise que le Comité est de la responsabilité du ministère de l'Environnement et que cet appui doit être conforme aux alinéas 23.2.2.a à 23.2.2.f. Il juge intéressante la solution proposée par la Sous-ministre au sein du Ministère de l'Environnement.

Michael Barrett rappelle que, dans le dossier de l'eau potable, les Cris du Québec ont accès à un service d'analyse des échantillons d'eau, le système Colilert, qui assure une réponse en moins de 24 heures. Il demande quand ce système sera accessible aux Inuit. La Sous-ministre répond que des documents seront mis à la disposition des membres du CCEK à la fin de la réunion qui fourniront des précisions sur ce point spécifique.

Michael Barrett explique que le Gouvernement du Québec met beaucoup de temps à entériner le choix de ses représentants au CCEK, tant pour les nouveaux membres que pour les promotions. Présentement, le Comité est sans président puisque la personne pressentie n'a pas été promue officiellement par le Gouvernement. Cela a pour effet de ralentir ses travaux. Pourquoi cette situation se reproduit-elle à chaque fois? La Sous-ministre fait valoir le sérieux du processus des nominations au Gouvernement : tout doit être vérifié, revu, afin que tout soit conforme, ce qui demande du temps, et que les autorités sont conscientes des effets sur le CCEK.

Michael Barrett soumet la question du financement du Comité à la Sous-ministre. Il fait valoir que le Comité ne fonctionne pas de la même façon depuis qu'il a quitté Kuujuaq, cela au détriment des Inuit selon lui. De plus, ce déménagement a été accompagné d'un budget annuel sérieusement réduit, une tendance contraire à celle observée au cours de la même période dans le cas du Comité consultatif de l'environnement de la Baie-James (CCEBJ), mis sur pied pour le territoire des Cris. Ce dernier, quoiqu'il possède un mandat identique au CCEK sur un territoire moins grand, a vu son budget être multiplié comparativement à celui du CCEK. Michael Barrett demande si la Sous-ministre a des discussions avec son homologue fédéral dans le dossier du financement du CCEK; et de quelle teneur.

La Sous-ministre précise qu'elle a des discussions avec le fédéral pour hausser le plafond budgétaire attribué au CCEK. Elle juge important que les deux gouvernements participent de manière égale au financement du Comité. Elle fait valoir que son ministère a versé des sommes plus importantes que le fédéral au cours de ces deux dernières années. Yves Désilets mentionne, à titre de rappel, que selon l'article 25.5.19 de la Convention, il est clair que le CCEK a le pouvoir de définir ses besoins, ^{et} que les ministères doivent ^{les} respecter ~~en second lieu~~. De plus, il demande comment les discussions peuvent avoir lieu et se poursuivre sans qu'un représentant du CCEK soit présent à la table : le Comité est celui qui connaît le mieux ses besoins. Louis Germain précise que les trois à quatre dernières années d'activités, incluant le budget, sont examinées par les représentants des deux gouvernements. Ces représentants comptent inviter le CCEK plus tard pour en discuter.

✓
coubler

Michael Barrett propose qu'un plan de financement à long terme, d'une période de cinq (5) ans, soit adopté pour éviter les procédures annuelles à ce sujet. Selon lui, celles-ci se font au détriment des enjeux environnementaux examinés par le Comité, compte tenu du nombre limité de réunions que peut tenir le CCEK. Il précise que le CCEK compte rencontrer la partie fédérale pour s'assurer qu'ils font un véritable effort dans ce dossier.

Dans le dossier de l'eau potable, la Sous-ministre tient à préciser que le ministère de l'Environnement accordera une attention particulière aux petites communautés au cours du processus de modification. Le Projet de modification de la loi touchant l'eau potable sera bientôt en pré-publication, ce qui donnera 60 jours au Comité pour le commenter. À la fin de la réunion, des copies des ébauches de révision seront mises à la disposition du CCEK.

À propos de l'accès au site Intranet du ministère pour le nouveau secrétaire, la Sous-ministre présente Daniel Berrouard, du Service des évaluations environnementales, qui est désigné pour mener à bien ce dossier. Yves Désilets demande le délai d'invitation à tenir compte pour une nouvelle présence de la Sous-ministre à une réunion du CCEK. La Sous-ministre répond qu'en demandant un mois à l'avance elle peut être disponible pour une période d'une heure; elle manifeste son intérêt pour une réunion au Nunavik, à Kuujjuaq.

6. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS EN MILIEU NORDIQUE

Les différents organismes provinciaux et fédéraux en environnement ont convenu depuis plusieurs mois que l'évaluation environnementale du projet de Quaqtq servirait de projet témoin à l'égard de l'harmonisation de la double procédure d'évaluation environnementale. Le 28 avril, le CCEK a écrit à Mme Jacynthe Leclerc, de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE), et M. Benoît Taillon du COFEX-Nord, afin de demander si les deux organismes ont eu du succès avec la planification proposée à la fin de l'année 1999 dans le cas du projet de Quaqtq et, si tel est le cas, quelles sont les améliorations identifiées pour plus d'efficacité dans la réalisation de cette planification. Le Secrétaire confirme qu'aucune réponse n'a été reçue. Paule Halley demande de contacter à nouveau Mme Jacynthe Leclerc pour obtenir une réponse, s'assurer de la réaction de l'ACEE à la contribution du CCEK dans ce dossier, signée par le président Tommy Grey au début de l'année. Yves Désilets estime que ce retard est inacceptable, que l'ACEE doit fournir une réponse avant la prochaine réunion du CCEK.

7. À LA MÉMOIRE DE TOMMY GREY

Le Secrétaire est chargé de rédiger une note au nom du Comité et de la transmettre à la famille.

8. VARIA

Aucun.

9. DATE ET ENDROIT DE LA PROCHAINE RÉUNION

La prochaine réunion aura lieu le 30 août 2000, à Puvirnitug.

Robert Comtois
Secrétaire par intérim

18 juin 2000

Corrigé
transmis à K.L.
le 8/8/2000

**MINUTES OF THE 84th MEETING OF THE
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE**

(DRAFT)

DATE: May 31, 2000

PLACE: Ministère de l'Environnement
Édifice Marie-Guyart, 7th floor, Room 7.02
30th floor, COMEX meeting room → ✓
675 René-Lévesque Est
Québec, Québec

PRESENT: Yves Désilets, Canada, Vice-Chairman
Michael Barrett, KRG
Muncy Novalinga, KRG
Claude Abel, Canada
Robert Fibich, Canada
Paule Halley, Québec
Hélène LeBlond, Québec

ABSENT: Gérard Duhaime, Québec

OTHER PARTICIPANTS: Daniel Berrouard, MENV
Robert Comtois, Acting Executive Secretary
Michel Desrochers, Hydro-Québec
Louis Germain, MENV
Suzanne Giguère, MENV
Germain Hrbec, Hydro-Québec research institute
Diane Jean, Deputy Minister of the Environment

Jean-Pierre Laflamme, Hydro-Québec
Louis Mercier, KRG

1. **CALL TO ORDER AND ADOPTION OF THE AGENDA**

Vice-Chairman Yves Désilets called the meeting to order at 9:30 a.m.

Michael Barrett and Muncy Novalinga brought up the passing of Tommy Grey, the late KEAC chairman. They told the members how proud he was to have been a member of the Committee and how he had become a model for his community. They asked the members to observe a minute of silence in his memory.

A minute of silence was observed in memory of Tommy Grey, KRG representative and late chairman of the KEAC.

The following agenda was adopted.

1. Call to order and adoption of the agenda
2. Adoption of the minutes of the 83rd meeting
3. Business arising from the 83rd meeting and correspondence
 - 3.1 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik
 - 3.2 Budget, membership and secretariat
 - 3.3 Review of Regulation respecting solid waste
 - 3.4 Miscellaneous
4. Kuujuuaq wind turbine
5. Meeting with Diane Jean, Deputy Minister of the Environment
6. Environmental assessment of development projects in the North
7. In memory of Tommy Grey
8. Varia
9. Date and place of next meeting

Moved by : P.H.
Seconded by : R.F.
Adopted
unanimously

2. **ADOPTION OF THE MINUTES OF THE 83rd MEETING**

The minutes of the 83rd meeting were adopted as tabled.

Moved by: Robert Fibich
Seconded by: Hélène LeBlond
Adopted unanimously

3. BUSINESS ARISING FROM THE 83rd MEETING AND CORRESPONDENCE

3.1 Inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik

Copies of the final project report were received from GÉTIC on April 11.

Robert Comtois presented the results for the various methods evaluated during the pilot project. Remote sensing did not yield the desired results. Combining interviews with key informants from the community with information on mineral deposits from the Avramtchev database was shown to be worthwhile and will be used during the next phase of the project. Over the next few months, GÉTIC will be working in partnership with the KRG and Makivik Corporation to identify all sites in the territory of Nunavik.

Paule Halley asked how this project is related to the KEAC. Yves Désilets gave her a brief rundown on the file. Ms. Halley said that the issue was raised in the recently submitted final report of the BAPE commission on water management in Québec. Michael Barrett said that, as a result of the pilot project, Environment Canada's new Northern Ecosystem Initiative has set aside funding for the inventory beginning this year, although the amount will not be sufficient to cover needs. The majority of funding is being provided by the Fondation EJLB, a private foundation. Paule Halley suggested that some of the sites be studied more closely from a legal perspective, i.e. who abandoned them, who is legally responsible for them, etc.

3.2 Budget, membership and secretariat

In a letter addressed to Tommy Grey, dated March 20, 2000, Environment Minister Paul Bégin informed the late chairman that an additional \$12,000 in funding had been granted to the KEAC, on top of the \$15,000 subsidy confirmed in the Minister's June 10, 1999 letter to Yves Désilets. On April 7, the KEAC wrote to both Paul Bégin and federal Environment Minister David Anderson to submit a copy of Resolution CC-00-03-31 regarding the Committee's assessed budget needs for 2000-2001. During a conference call on April 14, the participating KEAC members unanimously adopted Resolution CC-00-04-01 regarding the hiring of an acting executive secretary on a part-time basis and proposing Robert Comtois as the top candidate. Should Mr. Comtois turn down

the position, for whatever reason, it will be offered to Brigitte Massella. On April 17, the KEAC wrote to Robert Comtois to offer him the part-time position of acting executive secretary. The Committee wrote to Deputy Minister of the Environment Diane Jean on the same date, informing her that a part-time secretary had been hired for the period May 1-January 2001. The new executive secretary, Robert Comtois, wrote to the Deputy Minister on May 10 to ensure that his office at Laval University would be hooked up to MENV's Intranet service, giving him access to the government directory and MENV Web site.

3.3 Review of Regulation respecting solid waste

Yves Désilets received a letter, dated May 2, 2000, from Jean Maurice Latullipe, attorney for the MENV's municipal policy branch, submitting a copy (in French) of the draft regulation respecting solid waste for the KEAC's consultation and comments. The KEAC called Mr. Latullipe's office on May 4 to request additional copies, including three in English, and to find out the deadline for submitting its comments. In the May 8 cover letter sent with the 10 extra copies in French, Johanne Laberge of Mr. Latullipe's office informed the Committee that the draft regulation was not yet available in English. During a phone call on May 10, Ms. Laberge informed the Committee that the draft regulation was being reviewed by the Conseil exécutif and that the deadline for submitting comments was May 31. She added that the KEAC could always submit its comments after that date, but no later than June 15. The draft regulation is currently being translated into English. Ms. Laberge pointed out that it will also be possible to submit comments during the next stage of the process, namely, advance publication.

Claude Abel raised the matter of two projects planned for Nunavik that will affect the draft regulation: the installation of containers in the northern communities to collect recyclables, which will be transported to southern Québec every two years, and an experimental incinerator in Kuujuuaq that will be used to burn non-recyclable waste (i.e. materials that cannot be shipped south). According to Yves Désilets, there is no way the KEAC can submit its comments before May 31 without the necessary funding. Paule Halley offered to study the draft regulation, but said that she is not familiar with the waste issue. Michael Barrett felt that burning waste on site was not an ideal solution and that, currently, all materials are burned, even recyclable plastic containers and aluminum. Claude Abel felt that the regulation should include a chapter dealing specifically with Nunavik. Paule Halley added that the KEAC could study the

new sections affecting mobile camps in the territory of Nunavik. The Secretary was asked to gather questions to be put to Jean Maurice Latulippe and then schedule a conference call with him no later than June 13 to obtain the answers.

3.4 Miscellaneous

On March 31, the KEAC received an essay from Makivik Corporation penned by the vice-president, Johnny Peters, and entitled "Environmental and Social Impact Assessment and Review under Section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement and the Five-Year Review of the Canadian Environmental Assessment Act."

The KEAC wrote to Deputy Minister of the Environment Diane Jean on May 3 to inform her that the Committee had had to contact her department and ask to be invited to the information session held in Montréal on March 8 on the review of the Environment Act. The Committee wanted to make sure that, in the future, it would be involved in the review process.

On May 3, the KEAC also wrote to Jacynthe Leclerc of the CEAA to inform her that while the Committee did not submit a brief on the five-year review of the Canadian Environmental Assessment Act, it read the one submitted by Makivik Corporation and that this brief represents the concerns voiced by the people of Nunavik, especially as regards the application of more than one environmental and social impact assessment and review procedure.

On May 8, the KEAC wrote another letter to the Deputy Minister, inviting her to the Committee's 84th meeting, scheduled for May 31 in Québec City, to discuss the following matters: the administrative procedures in place at the MENV to ensure the KEAC is systematically consulted and informed, the appointment of Québec representatives to the KEAC, and the progress of discussions under way with the federal government to increase the KEAC's budget. On May 11, the KEAC received a call from Marie Boutet of the Deputy Minister's office saying that the Deputy Minister had agreed to meet with the Committee at 1:30 p.m. on May 31, in the COMEX meeting room. She will be accompanied by Suzanne Giguère and, possibly, Louis Germain. The KEAC was asked to send a list of the members who will be present at the meeting. The KEAC sent the list of members to the Deputy Minister on May 19. On May 26, it wrote to the Deputy Minister to inform her that, at the KRG's request, Louis Mercier would be attending the meeting as an observer.

4. KUUJJUAQ WIND TURBINE

titre français
Michel Desrochers and Jean-Pierre Laflamme of Hydro-Québec's regional office for off-grid systems, and Germain Hrbec of the ^xpublic utility's research institute (IREQ) updated the members on the situation regarding the wind turbine at Kuujjuaq and alternatives to diesel-powered electricity generation. *idem*
Mr. Desrochers went over the developments in the project since the turbine's installation, stressing that very few conclusions can be drawn: the main purpose of the turbine was to verify its performance in intense cold. Germain Hrbec told the participants about a project currently being conducted to test a wind-diesel generator combination system for the purpose of supplying electricity to a fish plant and related facilities (airport, etc.). The system has no storage capacity. The project, which is being coordinated by a private American company, is in Alaska, on St. Paul Island (Pribilof Islands in the Bering Sea). An IREQ-developed regulator is being tested in the project, which, according to Germain Hrbec, should lead to new wind-generation technology. *OK*
Michel Desrochers said that Hydro-Québec foresees a definite possibility of reducing diesel-generated energy by combining it with wind energy. Wind-powered systems must be complemented by other means of generation due to the limited capacity to store this form of energy, hence the continued need for diesel generation. Combining the two systems affords new opportunities: during a meeting with Makivik Corporation last week, Hydro-Québec said it would be interested in purchasing wind-generated electricity at a reasonable cost. It would subcontract system installation and maintenance in Nunavik to the private sector. Hydro-Québec's aim is to reduce diesel transportation and consumption. It has scrapped the idea of installing micro-turbines on watercourses; while the village of Kangirsuk showed definite potential, the thickness of ice cover on the river in winter precludes use of this technology.

Paule Halley asked why Hydro-Québec does not build the wind turbines itself. Michel Desrochers replied that it had considered the idea, but deemed it too expensive. The public utility prefers to entrust this aspect to the private sector so that it can focus on its mandate, which is to supply electricity to Québec citizens and businesses. Michael Barrett reminded everyone that the experimental turbine in Kuujjuaq was initially installed for environmental reasons, i.e. to reduce transportation of petroleum products along the coast and storage in the communities, and to eliminate the noise produced by diesel-fired power stations. The wind turbine was seen as an alternative, but the potential of wind-powered electricity generation was uncertain. Michel Desrochers added that Hydro-Québec takes these environmental issues into account when evaluating the profitability of wind energy. Germain Hrbec said

that the preliminary results of the Alaska project are extremely encouraging. Wind energy appears to offer more advantages, at less cost, than diesel generation, provided a clear contractual agreement exists between the owners of the combined generation equipment.

Michel Desrochers told KEAC members about a new option being considered by Hydro-Québec for supplying electricity to Nunavik communities, that is, connecting the Brisay power station to the municipality of Kuujjuaq by a new type of underground transmission cable. This technology is about to be tested on the Lower North Shore, enabling the utility to establish a 25-year cost projection. Hydro-Québec wants to take advantage of the planned burial of an optical cable linking the Nunavik communities to bury this cable at the same time and in the same trench. In Mr. Desrochers' opinion, the project will begin within the next seven to ten years, with phase one of the Brisay-Kuujjuaq link, estimated at \$50 million. Louis Mercier asked whether the construction of a distribution substation had been discussed with the Northern Municipality of Kuujjuaq. Mr. Desrochers said the two parties should be meeting sometime in late summer. Michael Barrett wondered whether this new technology is really better than wind energy, and whether its introduction would mean the end of wind-powered electricity generation. Jean-Pierre Laflamme underlined that, as of last year, environmental issues are taken into account in the calculation of costs. Muncy Novalinga asked for a more detailed explanation of the comparison between micro-turbines and wind turbines. Mr. Desrochers detailed the reasons for abandoning the micro-turbine option based on surveys conducted in Kangirsuk.

Michel Desrochers thanked the KEAC for inviting Hydro-Québec to the meeting and encouraged the Committee to ask for more meetings, perhaps on an annual basis.

5. **MEETING WITH DIANE JEAN, DEPUTY MINISTER OF THE ENVIRONMENT**

The Deputy Minister began the meeting by addressing the issue of access to the MENV's Intranet service and government directory for the KEAC's new acting executive secretary. She said it was possible that this service might not be available in full, as certain listings may be considered confidential. The secretary would, however, have access to the listings necessary to his job, even if his office is at Laval University.

Paule Halley explained the problems encountered by the KEAC in trying to fulfil its mandate: tight, sometimes unrealistic, deadlines are imposed by the different MENV branches, which submit draft amendments or new regulations after they have already been drafted, and usually only in French. The most recent case in point is the draft regulation on solid waste: the KEAC received a single copy of the draft regulation on May 2, enough copies for all the members on May ~~10~~, 8 ✓, and then was supposed to submit its comments by May 31. Over the past two years, the Committee has regularly had no more than a few weeks, certainly less than a month, to submit its comments. This contrasts considerably with the federal government, which regularly allots the KEAC several months to carry out its functions and always provides English and French versions of the documents submitted for consultation and comments. Paule Halley asked whether anything could be done to improve the situation with the Québec government.

The Deputy Minister conceded that there may have been some oversights on the MENV's part in the past two years due to the dynamics created by the Minister's Office in wanting to quickly overcome the challenges posed by the files dealt with by the department. One solution she sees is to inform all of the branches that KEAC must be involved in the drafting process and be given access to more technical versions of the draft legislation. She warned the Committee, however, that it could end up wasting time examining proposals that are ultimately abandoned or substantially modified. Paule Halley asked whether it would be possible for other departments to do the same. The Deputy Minister is willing to support the KEAC in this regard, but will leave it up to the Committee to approach the departments on its own. Yves Désilets pointed out that the KEAC is under the MENV's jurisdiction and that the Deputy Minister's support must be provided in accordance with paragraphs 23.2.2 a) to 23.2.2 f) of the JBNQA. Mr. Désilets liked the solution proposed by the Deputy Minister.

Michael Barrett brought up the issue of drinking water, saying that the Québec Crees have access to 24-hour drinking-water analysis through the Colilert system. He wanted to know when the Inuit would have access to this system. The Deputy Minister said that relevant documents would be handed out at the end of the meeting.

Michael Barrett told the Deputy Minister that the Québec government takes a long time to appoint new members to the KEAC and to promote existing members. The Committee is currently without a chairman because the person approached has not yet been officially promoted by the government. This prevents the KEAC from moving forward with its work. He wanted to know

why this is always the case? The Deputy Minister explained that the government takes the appointment of members seriously: everything is checked and re-checked to make sure the process is carried out properly. This takes time and the authorities are aware of the consequences for the KEAC.

Michael Barrett raised the issue of KEAC funding with the Deputy Minister. He emphasized that the Committee operates differently since it left Kuujuuaq and, in his opinion, the Inuit suffer. Furthermore, the KEAC's budget has been cut substantially since moving, while that of the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE), the consultative body established for Cree territory, has increased over the same period. Even though the JBACE has exactly the same mandate but for a smaller territory, its budget has grown compared with that of the KEAC. Michael Barrett asked whether the Deputy Minister and her federal counterpart have entered into discussions regarding KEAC funding and, if so, on what level.

The Deputy Minister explained that she is discussing raising the ceiling on the KEAC's budget with the federal authorities. She feels it is important that financing of the Committee be shared equally between the federal and Québec governments, stressing that in the past two years the MENV has contributed more than the federal government. Yves Désilets reminded participants that paragraph 23.5.19 of the JBNQA clearly gives the KEAC the power to define its needs, which the departments must respect. He asked how it was possible for discussions to even take place without a KEAC representative at the table, since the Committee is the only one that know its needs. Louis Germain explained that Québec and federal government representatives are reviewing the last three to four years of KEAC activities, including the budget, and that when they have finished, the KEAC will be invited to discuss the results.

Michael Barrett proposed adopting a long-term funding formula, i.e. covering a five-year period, to avoid the need for annual reviews, which, in his opinion, affect the KEAC's ability to properly review environmental issues, given the limited number of meetings that can be held. He said that the KEAC intended to meet with the federal party to make sure they are making an effort in this regard.

With respect to drinking water, the Deputy Minister stressed that special attention will be given to small communities during the amendment process. The draft regulation to amend the Drinking Water Regulation is about to undergo advance publication, which will give the KEAC 60 days to submit its comments. Copies of the draft regulation will be available at the end of the meeting.

The Deputy Minister introduced Daniel Berrouard of the Service des évaluations environnementales, who has been appointed to see that the new secretary is hooked up to the MENV's Intranet service. Yves Désilets asked how far in advance the Deputy Minister had to be invited to attend a KEAC meeting. The Deputy Minister said that one month was sufficient for a one-hour meeting. She said she would be interested in attending a meeting in Nunavik, in Kuujjuaq.

6. **ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF DEVELOPMENT PROJECTS IN THE NORTH**

The various provincial and federal environmental bodies agreed months ago that the environmental assessment of the Quaqtac project would be used as a trial for harmonization of the two federal processes. On April 28, the KEAC wrote to Jacynthe Leclerc at the Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA) and Benoît Taillon at COFEX-North to find out whether the planning process for Quaqtac proposed in late 1999 was a success and, if so, what improvements were needed to make planning more efficient. The Secretary said that the KEAC had not heard back from either Ms. Leclerc or Mr. Taillon. Paule Halley asked that Jacynthe Leclerc be contacted again to obtain a reply and to get the CEAA's reaction to the document, signed by Tommy Grey, submitted at the beginning of the year. Yves Désilets felt that the delay in responding was unacceptable and that the CEAA must get back to the KEAC before the next meeting.

7. **IN MEMORY OF TOMMY GREY**

The Secretary was asked to write a note to Mr. Grey's family on behalf of the KEAC.

8. **VARIA**

No items were added.

9. **DATE AND PLACE OF NEXT MEETING**

The KEAC will hold its next meeting on August 30, 2000, in Puvirnituq.

Robert Comtois
Acting Secretary

June 18, 2000



JUL 28 2000

Mr. Yves Désilets
Vice-chairman
Kativik Environmental Advisory Committee
675 René-Lévesque Boulevard East, 6th floor
P.O. Box 83
Quebec QC G1R 5V7



Dear Mr. Désilets:

Thank you for your letter of April 7, in which you enclosed a copy of a resolution concerning the Kativik Environmental Advisory Committee budget submission, as well as a copy of the detailed budget submission for 2000-2001. I apologize for the delay in this response.

As set out in the *James Bay and Northern Quebec Agreement*, the federal government will provide half of the funding for the secretariat. I understand that you will soon receive confirmation of this fiscal year's budget for the Committee, from the Minister of Environment for Quebec, Mr. Paul Bégin. The budget level will be based on the analysis of the budget submitted and on the overall funding available from the two levels of government for the application of sections 22 and 23 of the *James Bay and Northern Quebec Agreement*.

Mr. Johnny N. Adams, Chairman of the Kativik Regional Government, has expressed his concerns about limited funding for the Committee. I wish to assure you that officials of the Canadian Environmental Assessment Agency are discussing with provincial colleagues possible options to adjust the funding level available for the operation of your secretariat.

I trust that my comments are helpful.

Yours sincerely,

David Anderson, P.C., M.P.





Québec, le 4 août 2000

Madame Diane Jean
Sous-ministre
Ministère de l'Environnement du Québec
675, boulevard René-Lévesque Est
Édifice Marie-Guyart, 30^e étage
Québec (Québec) G1R 5V7



Chère collègue,

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) a porté dernièrement à mon attention, la nécessité d'obtenir la version anglaise d'un projet de règlement sur l'élimination des matières résiduelles que votre ministère lui a transmis pour consultation et commentaires.

Comme vous le savez, les représentants inuits membres du CCEK ne peuvent prendre connaissance des documents français. Par ailleurs, je constate que le budget actuel du CCEK ne lui permet d'assumer essentiellement que ses frais de secrétariat et les coûts de déplacement de ses membres qui ont à se réunir au moins quatre fois l'an en vertu des exigences de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Compte tenu de cette situation et du fait que c'est le ministère de l'Environnement lui-même qui demande l'avis du CCEK sur des projets de règlement du gouvernement du Québec, je crois qu'il serait fondé que votre ministère fasse parvenir au CCEK une version anglaise des projets de règlement pour lesquels il demande des commentaires ou encore fournisse au CCEK les moyens financiers pour obtenir ces traductions. Je suis conscient que ceci génère des coûts additionnels pour le ministère mais, comme le CCEK demeure, en vertu de la CBJNQ l'intermédiaire privilégié et officiel du Québec en matière d'environnement au Nunavik, je crois qu'il y a lieu de lui faciliter la tâche au moment de la consultation.

Je vous remercie de votre attention et vous prie d'agréer, chère collègue, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le secrétaire général associé,


Robert Sauvé



B: Diane Dussault Bt 83
DE: Claude Trudel 4888

Pour faire suite à la demande
de M. Robert-Sauvé.

MEF DRNQ

DATE	HEURE	A/DE	MODE	MIN/SEC	PGS	#INSTR	ETAT
05	29/08 14:13	18199882610	EC--E	01'07"	003	173	CRC



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Environnement
 Direction des évaluations environnementales
 Service des projets industriels et en milieu nordique
 675, René-Lévesque Est, 6^e étage, B.P. 83
 Québec (Québec) G1R 5V7

BORDEREAU DE TRANSMISSION

A : Robert Coutois (CCEK)

DE : Lucie Dussault DATE: 29/08/00

NO DE TÉLÉCOPIEUR: (819) 988-2610 PAGE(S) À SUIVRE 2

SUJET: - lettre concernant la traduction du projet
de règlement
- lettre de David Andersen

Le présent message télécopié peut renfermer des renseignements protégés et confidentiels à l'intention du destinataire. Si vous prenez connaissance de ce document sans en être le destinataire ou le mandataire, vous êtes avisé que tout usage (diffusion, distribution, reproduction ou autres) de cette communication est interdit. Si vous avez reçu ce message par erreur, veuillez en aviser immédiatement une des personnes ci-dessus par téléphone et détruire cette télécopie. Votre collaboration à cet égard sera vivement appréciée.

Si vous ne recevez pas le nombre exact de pages, veuillez nous aviser.

Téléphone : (418) 521-2022 poste 7253

Télécopieur : (418) 848-0268

ASSOCIATION
QUÉBÉCOISE
POUR
L'ÉVALUATION D'IMPACTS



**9^e CONGRÈS ANNUEL
16-17 NOVEMBRE 2000
MONTRÉAL**

PROGRAMME PRÉLIMINAIRE

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET COMPÉTITIVITÉ : L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE EST-ELLE DEVENUE UN LABYRINTHE ?

Le développement social et économique du Québec est un enjeu associé au développement durable. L'évaluation environnementale s'avère un outil essentiel à l'atteinte de cet objectif. Avec la déréglementation et la mondialisation des marchés, la question de l'efficacité et de l'efficacé de l'évaluation environnementale se pose avec une nouvelle acuité.

Au Québec et au Canada, comme aux États-Unis et ailleurs dans le monde, les processus d'évaluation environnementale se diversifient et se multiplient à un tel rythme qu'un ensemble de procédures, pas nécessairement cohérentes les unes avec les autres, coexistent dans plusieurs États, voire plusieurs régions. Au Québec, la pratique de l'évaluation environnementale a déjà plus de 20 ans. Depuis que les fondements du processus ont été mis en place, la connaissance, la pratique ainsi que les bases juridiques et administratives n'ont cessé d'évoluer. Aujourd'hui, pas moins de sept procédures d'évaluation environnementale coexistent, dont quatre sont sous la responsabilité des instances québécoises. Dans le cadre de certains projets, il faut également que les promoteurs rencontrent les exigences environnementales imposées par d'autres paliers de gouvernement, voir même par d'autres États.

Cette multiplication des procédures soulève de nombreuses questions. Fait-elle de l'évaluation environnementale un « labyrinthe » ou, au contraire, permet-elle d'améliorer l'évaluation des projets et de tendre plus efficacement vers le développement durable ? Le processus québécois est-il bien adapté au contexte compétitif nord-américain et à la mondialisation de l'économie ? Est-ce que la situation du Québec à cet égard handicape ou au contraire, avantage les entreprises ou le marché québécois comme lieu d'investissement ? La multiplication des procédures pose-t-elle des problèmes d'équité entre les secteurs économiques, les types d'entreprises, les régions ou les États ?

La participation du public est de plus en plus acceptée comme une condition nécessaire à la réalisation d'une évaluation environnementale et au succès de l'implantation de projets. La multiplicité des procédures environnementales soulève encore ici de nombreuses questions. Le promoteur se retrouve-t-il devant une répétition coûteuse et fastidieuse des mêmes justifications et évaluations sous différentes tribunes ? La multiplication des tribunes l'amène-t-il à être confronté à une grande incertitude devant les demandes inattendues du public ? Est-ce que le citoyen, les groupes d'intérêt, les communautés autochtones y retrouvent leur compte et peuvent faire valoir de façon efficace leurs préoccupations ? Épuise-t-on les groupes de citoyens et les organisations non gouvernementales qui désirent participer aux diverses procédures ? Est-ce que la multiplication des consultations publiques permet de mieux protéger l'intérêt général ?

Ce congrès devrait nous permettre, dans un premier temps, d'identifier la dynamique de création de ces procédures et de débattre des avantages, inconvénients et enjeux qu'elle soulève. Dans un deuxième temps, les congressistes seront amenés à discuter et à proposer différents moyens d'accroître l'efficacité du système d'évaluation environnementale dans le contexte d'allégement réglementaire et de mondialisation de l'économie.

Au terme de la rencontre, des recommandations issues des débats et discussions seront consignées et soumises aux instances gouvernementales afin d'influencer le débat sur l'efficacité de l'évaluation environnementale au Québec.

JEUDI APRÈS-MIDI, 16 NOVEMBRE 2000

12h00 INSCRIPTIONS

13h00 **OUVERTURE DU CONGRÈS**
 Mot de bienvenue
 ANTOINE MOREAU, président de l'AQÉI et président du comité organisateur du congrès

13h15 **CONFÉRENCE INAUGURALE**
 L'évaluation environnementale est-elle devenue un labyrinthe ?
 Le point de vue du milieu d'affaires
 ENTREPRENEUR-DÉVELOPPEUR

MICHEL

13h45 Questions

PREMIER VOLET DU CONGRÈS
MULTIPLICITÉ DES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES ET COMPÉTITIVITÉ :
L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE, UN LABYRINTHE ?

14h00 **PLÉNIÈRE**
DYNAMIQUES, CONSÉQUENCES ET ENJEUX

Les dynamiques qui ont engendré la multiplicité des procédures sont-elles encore présentes ? Comment en tenir compte ? Quelles sont les conséquences de la multiplication des évaluations environnementales en termes : d'efficacité de l'évaluation d'impacts, d'atteinte du développement durable, de position concurrentielle des entreprises et du marché québécois, de respect des attentes du public, de la satisfaction de l'intérêt public ? Cette première partie du congrès permettra de cerner ces enjeux à travers les points de vue de différents acteurs.

Plénière animée par :
5 panélistes ayant chacun 15 minutes d'exposé suivi de 5 minutes de questions de l'assistance

ANIMATION - CHOIX À FAIRE

Les dynamiques à l'œuvre : un représentant du Centre québécois du droit de l'environnement (à confirmer) **ANTOINE**
 L'expérience et le point de vue d'un promoteur : **MICHEL**
 L'expérience et le point de vue des autochtones : un représentant de la communauté Inuit ou Cri **GINETTE/ROBERT**
 L'expérience et le point de vue d'un consultant : **NORMAND GAUTHIER, AGRA Québec ltée** **FRANÇOISE**
 La situation québécoise à la lumière des données nord-américaines : Barry Sadler, chercheur (à confirmer) **PETER**

15h45 **DÉBAT**

16h15 **PAUSE**

16h30 **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES DE L'AQÉI**

17h30 **COCKTAIL**

VENDREDI MATIN, 17 NOVEMBRE 2000

8h30 Inscriptions tardives

**DEUXIÈME VOLET DU CONGRÈS
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE ET HARMONISATION DES PROCÉDURES :
DES SOLUTIONS PLUS EFFICACES ET PLUS EFFICIENTES ?**

On abordera ici deux éléments de solution à la situation actuelle de multiplicité : l'évaluation environnementale stratégique et l'harmonisation des procédures. On en évaluera l'intérêt, d'une part, pour résoudre les problèmes soulevés par la multiplication des procédures et d'autre part, pour augmenter l'efficacité et l'efficience de l'évaluation environnementale. On discutera également des conséquences de ces éléments de solution sur la participation publique : les enjeux soulevés par ces formules, l'impact sur l'organisation de la participation, les avantages et désavantages en regard d'autres formules de participation publique.

9h00 **PLÉNIÈRE**
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE ET HARMONISATION

Est-ce que l'évaluation environnementale stratégique (évaluation des programmes, des plans et des politiques) peut réduire les problèmes engendrés par la multiplicité des procédures ? Pourrait-elle servir de solution de remplacement dans certains cas à l'évaluation de projets ? Est-ce une solution pratique ? Est-ce que l'harmonisation des procédures est une solution envisageable, efficace, intéressante ?

Animée par : **ANIMATION - CHOIX À FAIRE**
Quatre panélistes ayant chacun 15 minutes d'exposé suivi de 5 minutes de questions de l'assistance

Point de vue du Ministère de l'Environnement du Québec : MICHEL CROWLEY
Point de vue des Cris : Roméo Saganash (à confirmer)

**LOUIS
GINETTE**

9h45 PAUSE

10h15 Point de vue d'Hydro-Québec : JEAN-ÉTIENNE KLIMPT
Point de vue d'un groupe environnemental : ?

**PETER
PIERRE**

10h55 DÉBAT

12h00 REPAS

VENDREDI APRÈS-MIDI, 17 NOVEMBRE 2000

14h00 **PLÉNIÈRE**
UNE PARTICIPATION PUBLIQUE PLUS EFFICACE

Est-ce que l'évaluation environnementale stratégique et l'harmonisation des procédures sont des formules intéressantes, efficaces et efficaces du point de vue de la participation publique ? Doit-on modifier le format actuel de la participation utilisé au Québec pour s'adapter à ces formules ?

Animée par : **ANIMATION - CHOIX À FAIRE**
4 ou 5 panélistes ayant chacun 15 minutes d'exposé suivi de 5 minutes de questions de l'assistance

Un représentant des groupes autochtones : un membre autochtone d'un des comités nordiques d'évaluation
environnementale ?

**GINETTE
MICHEL
ANTOINE**

Un représentant du milieu des affaires :

Une consultante experte en consultation : LOUISE ROY, L.R. Service-Conseils

Un représentant d'un groupe environnemental : Fondation de la Faune du Québec ?

PIERRE

Un universitaire : Michel Gariépy ?

A-T-ON DE LA PLACE POUR UN 5^E PANÉLISTE ?

15h25 DÉBAT

16h00 PAUSE

16h15 CONFÉRENCE-CLÉ DE LA FIN
Journaliste (à confirmer)

QUI CONNAÎT LOUIS-GILLES FRANCOEUR ?

16h30

**PLÉNIÈRE DE CLÔTURE
CONSTATS ET PRIORITÉS D'INTERVENTION**

Animée par :

ANIMATION - CHOIX À FAIRE

17h00

FIN

D. Déau

26 JUILLET 2000

NO DOSSIER: DGEEC- 11070

AUTRES DOSS. :

TYPE DE DOSSIER : CORRESPONDANCE

RÉFÉRENCE :

REÇU LE : 2000-07-26

ORIGINE : Diane Jean

RÉDIGÉ LE : 2000-07-25

OBJET : Consultation des Comités consultatifs nordiques.

CONS. POLIT. :

<u>TRANSMIS À</u>	<u>TRANSMIS LE</u>	<u>TRAITEMENT</u>	<u>ÉCHÉANCE</u>	<u>RÉGLÉ LE</u>
SG	2000-07-26	DONNER LES SUITES APPROPRIEES		2000-07-26
GD	2000-07-26	DONNER LES SUITES APPROPRIEES		2000-07-26
GP	2000-07-26	DONNER LES SUITES APPROPRIEES		2000-07-26
CV	2000-07-26	DONNER LES SUITES APPROPRIEES		2000-07-26
LB	2000-07-26	DONNER LES SUITES APPROPRIEES		2000-07-26

REÇU

01 AOÛT 2000
MCT
Service des projets industriels
et en milieu nordique

REMARQUES :

Ministère de l'Environnement
REÇU LE
2000 -07- 27
Direction des évaluations environnementales